

*Édition réservée à ceux qui n'ont pas où plus les moyens d'acheter ce livre. Pour les autres, je suppose que l'effort financier ne sera pas trop important.*

*Pensez à l'auteur.*

*Ainsi, lorsque la Royale Dame qui tient le crayon chez elle, parlera dans le poste, vous saurez de quoi sera fait votre avenir.*

Cette reprise permet d'imprimer, c'est le moindre que l'on peut demander à un Ebook et il est sans protection. Merci toutefois à celui qui en fit le partage avec ces limitations, il m'a permis de le reprendre de façon à être plus lisible.

## LE ROYAUME ENCHANTÉ DE TONY BLAIR

La France - déprimée, malade, repliée sur elle-même, à ce qu'on dit et écrit un peu partout - regarde davantage de l'autre côté de la Manche qu'elle ne l'a jamais fait depuis l'Occupation, lorsque la BBC parlait de liberté et qu'on rêvait de Churchill en désespérant de Pétain.

Pendant que la vieille Europe traîne sa carcasse, prisonnière d'un modèle social qu'elle n'a plus les moyens de financer, ou l'énergie de transformer, la Grande-Bretagne va de l'avant. Son isolement du reste du continent, si longtemps considéré comme une preuve d'arrogance, en fait désormais un exemple, une alternative : c'est la seule qui, selon les apôtres du néolibéralisme et de la « *troisième voie* » blairiste, puisse sauver nos économies, et nos démocraties avec elles. Chômage quasi inexistant, croissance soutenue, inflation maîtrisée, devise forte – on égrène ces « faits » pour mieux condamner l'échec français.

Mais on ne voit de la Grande-Bretagne que ce qu'on veut bien en voir, au crible des chiffres, et sans questionner ceux-ci. Car, que l'on creuse un peu, et c'est un autre pays qui se révèle. Un pays qui vit au-dessus de ses moyens. Un pouvoir qui triche avec les statistiques et a pillé le Trésor public pour entretenir un plein emploi illusoire. Un gouvernement qui a perdu la confiance des électeurs. Des services publics livrés à la loi du profit, et dont rien ne semble pouvoir arrêter le déclin. Treize millions de pauvres. Une démocratie en danger face à la double menace d'un État plus dirigiste que jamais et d'une technocratie galopante.

Cette Grande-Bretagne que l'on ignore (*souvent parce qu'on veut l'ignorer*), c'est celle que Philippe Auclair fait découvrir dans *Le Royaume enchanté de Tony Blair* : livre plaidoyer, écrit avec le cœur d'un anglophile, sans nul doute le portrait le plus aigu - et le plus rigoureux - qu'on ait fait à ce jour du prétendu « modèle » britannique.

*Normalien, philosophe de formation, Philippe Auclair vit à Londres depuis 1987. Après avoir longtemps travaillé au sein du service mondial de la BBC, il a rejoint la rédaction de Marianne en qualité de correspondant au Royaume-Uni.*

Philippe Auclair

**LE ROYAUME  
ENCHANTÉ  
DE TONY BLAIR**

Parution : 2006 - 288 pages - 13,5 x 21,5

Prix TTC : 19 € (124,63 FF)

Code ISBN : 2-213-62829-7

Éditions fayard

Philippe Auclair



## LE ROYAUME ENCHANTÉ DE TONY BLAIR

fayard

Philippe Auclair aime la Grande-Bretagne où il vit depuis plus de vingt ans. Ce livre, qui n'est pas celui d'un économiste, bien qu'il soit très étayé et qu'il s'appuie sur des quantités de données vérifiables, brosse un portrait à charge contre la politique anglaise. Sans être caricatural mais convaincant, il plane un climat de colère, d'angoisse et de rage dans ces trois cent pages écrites par un anglophile déçu par l'eldorado anglais.

La force de ce Royaume enchanté de Tony Blair n'est pas l'humour british, comme pourrait le laisser penser le titre, mais celle de démonter méticuleusement la mécanique blairiste. À commencer par le langage, le fameux « newspeak » (novlangue) qui se veut neutre, objectif, aspirant à un unanimisme de la parole alors qu'elle n'est comprise que par les initiés de l'esbroufe et les rois des targets. La Grande-Bretagne néo-libérale va mal malgré l'illusoire règle d'or de l'équilibre budgétaire prônée par Gordon Brown, le

ministre des Finances. Le travail est moins productif que chez les voisins européens à cause d'une lourdeur paralysante de mécanismes de contrôle et d'une bureaucratie excessive. Le chômage monte en flèche (8,8 % de la population en réalité au lieu de 1,5 %) et fait des ravages malgré les chiffres officiels qui « oublient » de comptabiliser les malades, les inaptes et les handicapés. Le fossé entre riches et pauvres (un quart de la population) se creuse ; un enfant sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté. Le déficit budgétaire s'aggrave, le surendettement personnel devient dramatique (1,6 trillion d'euros), la consommation à crédit faisant loi, l'épargne n'existant plus. Du côté de la santé (avec le NHS) et de l'éducation, rien ne va plus : 40 % des adolescents quittent tout système éducatif à 18 ans et l'inégalité des chances devant les soins est criante d'injustice et de lenteur. Le secteur public est dilapidé au privé qui se doit de faire du profit et de la rentabilité. Et pendant ce temps, les retraites n'ont pas été provisionnées pour les fonctionnaires embauchés en masse ces dernières années.

« Ce n'est pas un livre sur la France, pas une comparaison », prévient l'auteur. La guerre n'a pas lieu d'être, tout du moins, sur ce plan. L'auteur argumente, cite, donne des exemples. Ceux qui connaissent la Grande-Bretagne ne seront pas surpris. Les autres, écarquilleront des billes de stupéfaction et d'incrédibilité, apprendront des choses incroyables et pourtant... tout n'est pas rose chez les voisins, non plus.

Normalien, philosophe de formation, Philippe Auclair vit à Londres depuis 1987. Après avoir longtemps travaillé au sein du service mondial de la BBC, il a rejoint la rédaction de Marianne en qualité de correspondant au Royaume-Uni.

Pascale Arguedas

## Avant-propos

L'Angleterre que j'avais découverte en 1976 vivait « vingt ans en avance, et un siècle en retard », comme l'avait écrit un chroniqueur contemporain. On y rendait la monnaie avec de lourdes pièces argentées frappées à l'effigie d'un souverain, George VI, mort depuis près de vingt-cinq ans. Les gueules noires du Yorkshire et du pays de Galles ne se savaient pas condamnées. On roulait en Morris, en Rover, en Austin. Margaret Thatcher n'avait pas encore détrôné Edward Heath, et Tony Blair ne deviendrait député que sept ans plus tard. Ce Royaume-Uni-là ne suscitait pas alors l'envie du reste du continent. Son industrie, trop longtemps assoupie dans le cocon impérial, n'avait pas su se réinventer. La Grande-Bretagne forgée « à la chaleur blanche de la technologie » dont avait rêvé Harold Wilson traînait, entre autres boulets, celui d'une fossilisation de la vie sociale où se confrontaient deux immobilismes, celui de l'establishment et celui du monde syndical. De ce conflit résultait une stagnation dans laquelle on croyait deviner comme un début de rigor mortis.

Trente ans plus tard, cet autre « homme malade de l'Europe » est présenté non plus seulement comme un patient guéri, mais comme un médecin en puissance capable de soigner tous les maux qui affligent le reste du continent. Admiratif, de Paris à Berlin, en passant par Rome et Madrid, on ne cesse de prôner l'exemple de cette nouvelle Grande-Bretagne, de ce vieillard qui a pris un coup de jeune, pour mieux fustiger le passéisme et le manque d'imagination de nos sociétés et de nos économies. On n'aurait pu s'arroger le thatchérisme de cette façon, bien que ce soit en digérant ses principes supposés que le blairisme s'est trouvé une identité. Thatcher ne se drapait pas dans l'étendard moelleux de justice sociale dont Blair habille sa rhétorique. Trop marquée, ou démarquée, à droite, elle pouvait difficilement devenir l'héroïne des salons parisiens. Blair, lui, prit le pouvoir aux conservateurs (lesquels s'y accrochaient depuis vingt et un ans), porté par une gauche qui était alors bien loin – c'était en 1997 – de renier l'héritage du travaillisme. Sa « troisième voie », si elle refusait de remettre en question beaucoup des acquis des administrations de Margaret Thatcher et de John Major, était exprimée en des termes progressistes qui firent espérer que ce nouveau Labour, nanti d'une majorité sans précédent dans son histoire à la Chambre des communes, laisserait une marque aussi profonde que le gouvernement de Clement Attlee au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Il laissera bien une marque, cela est sûr, mais pas celle que l'on escomptait, et fort différente de l'image qu'on en présente sur le continent, qui comprend aussi mal le Royaume-Uni du XXI<sup>e</sup> siècle qu'il comprenait celui de l'ère victorienne.

Mais est-ce si étonnant que cela ? Un grand éditeur parisien consacra il n'y a pas si longtemps une anthologie au Voyage Outre-Manche, une sélection d'écrits inspirés à des gens de lettres français par la découverte de l'ailleurs anglais. Cet ouvrage ne m'apprit pas grand-chose sur mon pays d'adoption, soi dit sans afféterie ; mais il assit un peu plus sûrement dans mon esprit l'idée que mes compatriotes, incapables de saisir cette étrange nation voisine – en laquelle Victor Hugo voyait pourtant « une sœur » –, trouvent plus simple de l'imaginer, qu'ils cèdent à l'anglo-manie ou qu'ils proclament leur détestation. Passe encore pour les voyageurs de l'Ancien Régime ou de la Restauration, auxquels John Bull n'était pas plus familier qu'un Pygmée aux premiers explorateurs du Congo. Mais mes contemporains ? Peut-être cèdent-ils toujours à ce réflexe bien français de transporter avec soi le barda de ses habitudes. Promenez-vous à Kensington un samedi après-midi ; ces coiffures, ces démarches, ces voix – voilà qui fleure le Français à cent pas. On les reconnaît d'autant plus facilement qu'ils sont les seuls passants à s'habiller en « chic anglais », brogues achetées à prix d'or chez Church's, Barbours et Burberry, chemises griffées Hacketts... Le Français lâché à Londres, et Dieu sait s'il y pullule (cent soixante-dix mille, à ce qu'il paraît), a pour première réaction de se replier sur les siens. C'est chose aisée : il peut acheter sa longe de veau dans une boucherie – française ; trouver le dernier Goncourt dans l'une des trois librairies – françaises ; aller voir le dernier Jacques Audiard à l'Institut – français ; manger – français – servi par des – Français, cela va de soi ; et s'il souffre d'indigestion, aller se faire soigner par

des médecins – français – au dispensaire – français –, tout près de Regent's Park. Que craint-il donc ? De se perdre ? Je l'ignore. Je le trouve quant à moi plus touchant que ridicule, en ce qu'il a les yeux d'un enfant et attend seulement de l'Angleterre qu'elle pérennise l'image qu'il s'en fait depuis toujours. Il regarde le Royaume-Uni et ignore qu'il contemple un miroir. Il rêve. Il croit avoir fait le tour de cette contrée exotique en descendant Sloane Street. Pareilles illusions offrent des douceurs qu'on se verrait mal refuser ; cette Angleterre, c'est un arbre dont on ne cueille pas les fruits, mais aux branches duquel on accroche le feuillage désiré, une esquisse qu'on colore au gré de son humeur.

Ce Français dont je parle, notez-le, n'est pas le touriste venu « faire » la Tour de Londres, la relève de la garde et les soldes chez Harrods. Ce touriste-là n'a pas de nationalité propre – il pourrait aussi bien débarquer de Varsovie ou d'Osaka. Il est un corps étranger auquel on donne une perfusion de typique en le soulageant de ses devises. Non, le Français dont je parle est celui qui est venu vivre ici, deux, trois ans ; il fait l'avocat, le serveur, l'étudiant – le footballeur – le correspondant de grand quotidien. Quand j'en rencontre un, je suis toujours frappé par le contraste entre son enthousiasme pour sa nouvelle vie et sa méconnaissance presque absolue du monde où celle-ci va son cours. De l'Angleterre, il connaît ce qu'il a apporté à la semelle de ses souliers, et qui lui suffit. De son histoire, il a retenu Churchill, mais ignore la Glorieuse Révolution ; de sa littérature, il apprécie Julian Barnes, mais n'a jamais lu Larkin ou Housman. Surtout, surtout, ne pas se laisser surprendre. Les vrais insulaires ne sont pas nécessairement ceux qu'on pense. Le Français est frileux, et les eaux de la Manche lui hérissent le poil. Passé le grand bain, il parlera des Anglais qu'il aura tout fait pour éviter. Vous le sentez sans doute, cette pusillanimité a le don de me rendre furieux. J'entends dire « tellement british » – et je brûle de répliquer : « Bande d'andouilles ! » Je lis « le miracle économique britannique » – j'enrage – et j'écris ce livre. Nous y voilà.

Je les entends, du PS à l'UMP, se perdre en effusions sur ce « miracle », ce « modèle », de la même oreille que celle que je tends aux stéréotypes rabâchés dans les salons d'émigrés de 2006. Les prosélytes français du blairisme sont d'une naïveté désarmante, au fond. La Grande-Bretagne leur sert d'écran sur lequel projeter leur fantasme d'un monde meilleur, leur dégoût de la France (si choquant pour qui ne revient que rarement dans son pays natal), leur haine de soi. Ils ne s'arrêtent qu'à quelques chiffres, et encore, sans les interroger, comme si l'on pouvait juger un film en visionnant son générique. Pour ces transis de Tony Blair, le Royaume-Uni n'est pas un objet d'étude ou de réflexion, mais de désir ; on n'analyse pas, on transfère. Et, tragiquement, ces abdicateurs de la raison ne sont pas loin d'avoir réussi leur coup.

Que les neuf années passées par Tony Blair à Downing Street aient vu la Grande-Bretagne devenir autre n'est pas douteux. En France, cette France épatée par d'incroyables statistiques, bilans chiffrés et autres indicateurs qui, tous ou presque, font ressembler « Britain plc » à un eldorado, c'est à qui, à gauche, au centre, à droite, pourra revendiquer avec le plus de conviction et de légitimité le modèle anglais. Devise forte. Taux de chômage si faible qu'on parle de plein emploi. Croissance soutenue. Investissements en hausse. Et, en plus, ils nous soufflent les Jeux olympiques sous le nez – tout un symbole.

Conclusion : inspirons-nous de la « flexibilité » à l'anglo-saxonne ; coupons le cou à l'État-providence qui nous mène tout droit à la faillite ; faisons-nous blairistes, ou, à tout le moins, picorons quelques recettes dans le livre de cuisine du grand Tony, même si l'Irak est une grosse couleuvre à avaler. Quand on a si faim, on n'y regarde pas de si près.

## **Mais on a tort.**

Les chiffres, ces fameux chiffres, méritent qu'on les examine plus soigneusement. Curieux que personne, par exemple, ne relève que la productivité des travailleurs français ou allemands est de plus de 10 % supérieure à celle de leurs collègues britanniques ; que le fossé entre riches et pauvres continue de se creuser au Royaume-Uni comme nulle part ailleurs en Europe occidentale ; que la chute du taux de chômage, si souvent montée en épingle, cache une explosion parallèle du nombre des sans-emploi

(mais non catégorisés comme tels), indemnisés comme « malades de longue durée » ; que la réduction du nombre de personnes travaillant pour l'État n'est qu'un leurre, cultivé par la « défonctionnarisation » d'entreprises privatisées ; que les services publics, contraints de se soumettre aux lois du marché et de la concurrence interne, quand ce n'est pas à celles de la recherche du profit, continuent de faire honte au pays qui, il n'y a pas si longtemps, possédait le meilleur système public de santé du monde ; et, surtout, que cette pseudo prospérité dissimule un endettement collectif si colossal – entretenu par les institutions bancaires, encouragé par la passivité du gouvernement – qu'il pourrait précipiter une crise sans précédent dans le monde de la finance britannique.

Or, une fois le gâteau sorti du four, on ne peut décider d'en séparer les ingrédients a posteriori. Le blairisme est bien un système, en ce sens qu'il existe un lien organique entre les vertus qu'on lui prête et ses défauts qu'on veut ignorer. Un exemple : les attaques de plus en plus brutales contre les libertés civiles (projet de carte d'identité biométrique, interdiction des grèves de solidarité, suspension du droit à être jugé par ses pairs, etc., et, hélas, etc.) au pays de la Magna Carta et de l'habeas corpus ne sont pas une aberration imputable au zèle déplacé de quelque ministre de l'Intérieur, mais une conséquence directe de la méthodologie blairiste, que l'on pourrait résumer ainsi : plus on veut donner d'espace aux forces du marché, plus on doit restreindre celui laissé aux individus. Néolibéralisme ? Néodirigisme plutôt.

Ce livre n'est pas celui d'un économiste ; s'il a été conçu et rédigé avec toute la rigueur dont j'étais capable, il n'est pas neutre non plus, et c'est à mon sens tant mieux. J'ai fait de la Grande-Bretagne mon pays, depuis près de vingt ans. Il a su m'accueillir comme aucun autre ne l'aurait fait. Mais je le vois aujourd'hui souffrir dans sa chair ; je vois ce qui en fait – toujours – une grande nation être balayé par une administration qui semble ne se soucier que du court terme, et qui mène une existence de cigale en prétendant jouer à la fourmi ; je vois des proches, des amis et des inconnus laissés sans ressources devant la maladie ; des étudiants qui n'ont pas d'université où aller ; des retraités qui vivent dans la misère ; des adolescents brutalisés ; une économie livrée aux grandes entreprises, en phase d'homogénéisation complète ; un système éducatif hypocrite où chaque réforme blairiste semble accentuer — à dessein ou non — la fracture du tissu social.

C'est ce pays-là que j'entends vous présenter, tel que Tony Blair l'a façonné. Pas celui des hommes politiques en quête de panacée. Pas celui des gobeurs de statistiques, encore que ceux-là en découvriront sans doute de surprenantes au fil des pages. Il est bien des choses dont nous autres Français gagnerions à nous inspirer quand nous rêvons du modèle anglais. On pourrait commencer par la désillusion que ceux qui le vivent au quotidien conçoivent à l'égard de l'artisan de sa création.

# Chapitre 1

## Au commencement était le verbe

Comprendre une autre nation, c'est d'abord comprendre sa langue. Voilà peut-être pourquoi tant de Français, qu'ils s'expriment dans un studio de télévision ou à la terrasse du Café des Sports, n'entendent pas grand-chose au Royaume-Uni, pays dont la langue officielle, celle du pouvoir en tout cas, n'est pas l'anglais, mais le blairien. Car Tony Blair a réussi le tour de force de faire adopter, insensiblement, et jusque par ses adversaires, un sabir dans lequel, sans s'y reconnaître expressément, s'expriment aujourd'hui presque tous ceux qui se frottent au pouvoir en Grande-Bretagne, qu'ils en soient les incepteurs, les courroies de transmission ou les victimes. Cette langue, incompréhensible pour le commun des mortels, et fort déroutante pour les étrangers, l'est aussi pour beaucoup de ceux qui la parlent et l'écrivent, y compris ceux qui sont placés tout en haut de la pyramide technocratique du New Labour, comme on s'en apercevra au fil de ces pages. A quoi ressemble-t-elle ? Le plus souvent à un avatar du baragouin élaboré par les agences de consulting de la fin des années 90, et depuis décliné à l'infini dans les bulletins et films de communication interne des grandes entreprises. Ce n'est pas pour rien qu'on parle, et si souvent sans ironie, de « Britain plc », « Grande-Bretagne SA ». L'employé qui aura dû gober « module » après « module » au fil de ses stages de perfectionnement ou le cadre qui aura subi le visionnage de films d'entreprise sauront à quoi s'en tenir sur cette langue proprement internationale en ce qu'elle n'a pas plus de sens en français qu'en anglais ou en tagalog ; ceux-là seront idéalement préparés à l'apprentissage du blairien moderne. Comme l'a écrit le philosophe Jamie Whyte, « ces mots n'ont aucune signification. Ou, à tout le moins, pas de signification assez claire pour communiquer une information. Mais ils ont un parfum » (Jamie Whyte, *A Load of Blair*, Corvo Books, 2005.).

La grammaire bancale, les accrétiions terminologiques arbitraires, les néologismes déroutants du New Labour ne servent pas seulement à dissimuler la vacuité ou le non-dit menaçant du propos, mais aussi et surtout à définir un espace linguistique dans lequel on ne peut se déplacer, et donc interroger, qu'en acceptant la validité d'un langage débarrassé de sa chair et de son sang. Mais cette langue, si absconse qu'elle paraisse, charrie un sens ; elle enfile les mots d'ordre comme des boules de buis sur un chapelet. « Objectifs », « progrès », « modernisation » – rien qu'à aligner ces trois mots, je crois entendre le timbre du Premier Ministre les énonçant depuis son perchoir à la conférence annuelle du Parti travailliste, laissant quelques secondes pleines de sens s'écouler entre chacun d'eux. Cette langue est un mot d'ordre en ce qu'elle ne détermine pas seulement le lieu d'où l'on parle, mais aussi celui d'où l'on écoute. Son pouvoir aliénant est tel que quiconque questionne ses assertions et leurs substrats se retrouve, de bon ou de mauvais gré, et le plus souvent sans en avoir conscience, contraint d'emprunter sa logique tortueuse, ses euphémismes et ses scénarios mensongers. Je me rappelle avoir entendu un féroce adversaire de la privatisation du système britannique de santé publique utiliser en l'espace d'une phrase trois termes : *healthcare delivery*, *skills outsourcing* et *incentivisation* (Grosso modo : « délivrance des soins », « externalisation des savoir-faire », « motivation », pour respecter la lourdeur et l'inélégance des termes anglais.) pour condamner l'action d'un ministre du New Labour, avant de se rendre compte de sa méprise et de s'en excuser. « Que voulez-vous, me dit-il, à force de côtoyer ces gens, j'en viens à parler comme eux. » Au cours des deux années de recherche qui ont précédé la publication de ce livre, j'ai rencontré bien des interlocuteurs incapables d'articuler leurs réserves ou leurs griefs sans ressentir la fureur inutile d'un oiselet pris dans la glu. Plus ils se débattaient dans la viscosité d'une terminologie testée et approuvée par les officiants du New Labour, plus ils s'y embourbaient, ne retrouvant le fil de leur pensée qu'au prix d'efforts qui ne manquaient pas d'un certain comique.

Il n'y a rien d'inhabituel à ce que le pouvoir – tout pouvoir – invente par son seul exercice un verbe dans et par lequel il se définit ; il est plus rare de voir ses opposants, les offensés, accepter de se battre en duel avec les armes de leur rival. Le newspeak (novlangue) imaginé dans 1984 par un autre Blair – Eric Blair, mieux connu sous le nom de George Orwell – permettait au ministère de la Paix d'expliquer au prolétariat que la guerre ne pouvait mieux se dérouler que sous ses auspices. Le newspeak blairien a ceci d'original qu'il est apparu dans une société, et un gouvernement, que nul n'aurait normalement songé à qualifier de « totalitaires » ; c'est pourtant cet adjectif qu'emploient de plus en plus de commentateurs britanniques à leur sujet, de journalistes comme Yasmine Alibhai-Brown à des chercheurs comme Andrew Robinson et Simon Tormey, grands disséqueurs du verbe blairien que nous aurons le grand plaisir de recroiser un peu plus loin. Plus subtil que la rhétorique du PCF de l'ère thorzénienne, plus pervers encore que les faux-fuyants et les silences écrasants des révisionnistes néonazis, le blairien se veut « neutre », « objectif », aspire à un unanimisme de la parole et s'étonne, tout naturellement, qu'on lui conteste ses « autoévidences ». Dans le manifeste travailliste publié peu de temps avant l'élection générale de 2001, Tony Blair avait identifié dix objectifs que son gouvernement se donnerait pour tâche d'atteindre d'ici à 2010. Dix objectifs, comme il est dix commandements. Quels étaient-ils ? « Stabilité économique à long terme – hausse du niveau de vie pour tous – élargissement de l'accessibilité à l'enseignement supérieur et élévation des standards des écoles secondaires – une nation en meilleure santé, où l'on est soigné rapidement, et gratuitement – plein emploi dans toutes les régions – opportunités pour tous les enfants, sécurité pour tous les retraités – un système de justice criminelle moderne – des collectivités locales fortes et responsables – des idées britanniques à l'avant-garde d'une Europe réformée et élargie – confronter les problèmes de la pauvreté globale et du changement climatique. » Peu importe que certains de ces « objectifs » soient vides de sens. Qu'est-ce qu'un système moderne de justice criminelle ? Des magistrats qui ne mettent pas de perruque pour rendre leurs verdicts ? Que pourrait bien signifier moderne en 2010, quand on s'exprime en 2001 ? Non, la shopping list du Premier Ministre n'avait d'autre but que de couper l'herbe sous le pied à ses adversaires politiques. Qui pourrait se dire « contre » la « liberté », le « choix », l'« épanouissement individuel », la « responsabilisation », les « aspirations légitimes », autres mots fétiches de ses partisans ? Qui diable pourrait bien l'être ? Réponse : les « forces du conservatisme », entité capitale dans les discours d'exclusion du New Labour – leurs « cent familles », si vous voulez. Ces « ennemis de la modernité », notons-le, se recrutent aussi bien à gauche (quiconque oserait encore utiliser le mot « socialisme ») qu'à droite (les ultras du Parti conservateur, bien utiles quand il faut agiter l'épouvantail de l'ère Thatcher en période électorale, le complexe oedipien de Tony Blair dû-il en souffrir) . Qui n'est pas avec nous est contre nous. Et qui ne parle pas notre langue ne mérite pas qu'on l'écoute.

Certains avaient vite pressenti les dangers de cet unanimisme, pour avoir été les témoins de sa naissance au sein du « vieux » Labour, lorsque Blair (Tony) manoeuvra superbement pour souffler le leadership du parti à son futur chancelier de l'Échiquier Gordon Brown. Le 18 juin 1998, un an à peine après que le nouveau Premier Ministre eut emménagé à Downing Street, le député travailliste Ken Coates prononça un discours de quatre-vingt-dix secondes tout juste au Parlement de Bruxelles, dans lequel il salua ainsi la fin de la présidence britannique de l'Union européenne : « Le New Labour parle ce langage [le newspeak] à la perfection, dit-il. Quand il évoque des mesures prises contre la pauvreté, les pauvres cachent leurs porte-monnaie. Et maintenant, ajouta-t'il, le Président sortant [Blair] peut retourner à ses efforts pour défricher une "troisième voie", entre la vérité et le mensonge, entre ce qui est juste et ce qui ne l'est pas (Coates paya cher son indiscipline : on se servit de son opposition à la réduction des allocations accordées aux parents célibataires et aux personnes handicapées pour l'exclure du Parti travailliste. Coates n'est qu'une victime parmi beaucoup d'autres de l'émasculature du Labour, sciemment mise en place depuis Downing Street, et dont il sera question plus loin (voir « "Le Royaume-Uni, c'est l'URSS" »). » L'attaque de Coates avait alors été perçue comme un coup de pied de l'âne futile de la part de ces « dinosaures » qui avaient rendu le Labour inéligible pendant plus de deux décennies. Ce n'est qu'aujourd'hui, alors même que l'Europe continentale fait les yeux doux à sa cible, que l'on s'aperçoit de ce qu'elle avait de prescient. Le néolibéralisme de Blair se méfie tant des

idéologies, des « anciennes distinctions qui n'ont plus lieu d'être au XXI<sup>e</sup> siècle (Il y aurait un autre livre à écrire sur l'obsession millénariste du New Labour, pour qui le calendrier semble posséder une aura quasi cabalistique. Qu'on songe au titre du livre que Tony Blair fit publier en 1998 par la Fabian Society : *La Troisième Voie : une nouvelle politique pour un siècle nouveau...*) », qu'il pose ses jalons et exprime ses aspirations en des termes soit purement mécanicistes (« rentabilité », « efficacité », « déréglementation », etc.), soit empruntés à un ordre moral qu'on imagine d'origine judéo-chrétienne (« cela est juste et bon »), mais qu'on a vidé de sa transcendance, sans doute pour ne pas froisser une nation qui a quasiment oublié ce que c'était qu'aller à l'église – un comble quand le cabinet n'a pas compté autant de chrétiens pratiquants depuis l'entre-deux-guerres. Détails ? Que non. Le Royaume-Uni est une machine qui tourne à vide, socialement, économiquement et idéologiquement, comme si la « fin de l'histoire » claironnée par Fukuyama et ses disciples l'avait été par les trompettes des anges de l'Apocalypse. On ne va quand même pas tirer la barbe de Dieu le Père. Il ne s'agit peut-être pas de folie, mais à tout le moins d'une abdication de la raison, dont les perversions du verbe blairien sont parmi les symptômes les plus clairs, et les plus inquiétants.

On verra, tout au long des chapitres qui suivent, que ces mots, « liberté », « choix », « respect », « citoyenneté », peuvent signifier une chose et son contraire au gré d'une initiative ministérielle, d'une réforme de ceci ou de cela, voire d'un sondage qui donne des palpitations à Westminster. En l'absence de tout référent idéologique distinct, ces termes si lourds de sens dans la tradition démocratique britannique sont relégués au rang d'outils par le discours blairien. Plutôt que de multiplier ici les exemples de cette dégradation des valeurs, on me pardonnera, je l'espère, de placer ce qui n'est encore qu'une assertion à titre d'avertissement, comme on donne une canne à un marcheur qui s'aventure sur un terrain incertain. Un lecteur prévenu en vaut deux.

## Chapitre 2

### Britain PLC – Les bons comptes de deux faux amis

*« La Grande-Bretagne vit aujourd'hui sa plus longue période de croissance économique soutenue depuis qu'on a commencé à la mesurer, en 1701. En termes d'inflation, d'emploi et de niveau de vie, elle n'a pas offert une telle combinaison depuis une génération. »*

Gordon Brown, *discours de présentation du budget 2005-2006*, 16 mars 2005.

### Dramatis personae

Pour Tony Blair, Gordon Brown est « le meilleur chancelier de l'Échiquier [ministre des Finances] de ces cent dernières années ». Ce n'est en tout cas pas l'endurance qui lui fait défaut ; depuis Nicholas Vantissart (1812-1823), aucun chancelier n'a réussi à survivre à ce poste aussi longtemps au Royaume-Uni. Et il est vrai qu'un politicien fait toujours plus gracieusement l'éloge de l'un de ses pairs lorsqu'il est parvenu à l'écarter de son chemin. Or c'est ce que fit l'actuel Premier Ministre en ravissant le leadership du Labour à son futur grand argentier quelques jours après le décès de John Smith, mort d'une crise cardiaque le 12 mai 1994, et ce qu'il fait toujours aujourd'hui.

Les deux hommes avaient grandi ensemble au sein du Parti travailliste. Ils partageaient une même conviction : le Labour ne redeviendrait crédible, et éligible, que s'il parachevait le processus de « modernisation » entamé par Neil Kinnock – le pourfendeur de son aile trotskiste, la loony left (« gauche allumée ») démonisée par la presse conservatrice – et poursuivi, mais dans le respect de son enracinement socialiste, par John Smith. Les deux jeunes députés (Envoyé à la Chambre des communes alors qu'il avait 32 ans seulement, Gordon Brown représente depuis 1983 la circonscription écossaise de Dumfermline East (devenue Kirkcaldy Cowdenbeath en 2005) . Blair, son benjamin de deux ans, était entré au Parlement la même année. Il représente toujours les électeurs de Sedgfield, une circonscription du nord-est de l'Angleterre.) s'attardaient souvent l'un chez l'autre, pour travailler, pour comploter, mais aussi pour boire un verre et plaisanter. Ce n'étaient pas Achille et Patrocle, non, mais c'étaient bien deux amis qui s'attablèrent un soir à Granita, une brasserie chic d'Islington, le Neuilly du New Labour, une dizaine de jours après que leur leader eut été foudroyé par une crise cardiaque. Nul ne saura jamais exactement ce qui fut dit et promis lors de ce repas passé dans la légende de Westminster, et dont certains doutent même qu'il ait eu lieu. Toujours est-il – si l'on en croit cette « légende » – que Gordon Brown accepta de se retirer de la course au leadership. En sa qualité de chancelier du « cabinet fantôme (Le « cabinet fantôme » (« Shadow Cabinet »), aussi appelé « banc du devant » (« Front Bench »), en référence à sa position juste en face de celui du gouvernement à la Chambre des communes, regroupe les parlementaires du principal parti d'opposition auxquels ont été confiés les portefeuilles qui seraient les leurs s'ils étaient au pouvoir. Chacun d'entre eux sert donc de porte-parole à son parti dans une sphère donnée (finances, éducation, défense, etc.)) », il en avait pourtant été l'un des grands favoris ; c'était compter sans l'habileté manœuvrières de Tony Blair, dont le lobbying subtil éroda suffisamment le soutien de son rival pour qu'il puisse se glisser presque inaperçu dans la brèche. Quelles garanties Brown obtint-il pour accepter de se retirer aussi soudainement ? Selon les « brownistes », que Blair lui céderait la place au terme de son premier ou second mandat ; selon les « blairistes », rien d'autre que la position de numéro deux du futur gouvernement (Ce rang revient en théorie au Deputy Prime Minister John Prescott, mais en théorie seulement. Prescott, un ancien syndicaliste venu de la marine marchande, et choisi pour apaiser les nostalgiques de l'Old Labour, a vu son champ de responsabilités se réduire comme une peau de chagrin au fil des années.), et l'assurance de disposer des pleins pouvoirs dans son administration des finances publiques. Brown n'aurait pu se

satisfaire de moins ; même ses sympathisants les plus fidèles parlent de lui comme d'un « maniaque du contrôle » (control freak), qui ne peut accepter qu'on le contredise et qui possède les capacités intellectuelles nécessaires pour s'attarder sur les moindres détails des dossiers préparés par ses assistants.

Neuf ans plus tard, Tony Blair a toujours le numéro 10 de Downing Street pour domicile, et Gordon Brown le numéro 11. La guerre, larvée ou non, se poursuit entre leurs partisans ; mais ce drôle de couple, unique dans le paysage politique européen, tient toujours, uni non plus par l'amitié, mais par l'intérêt ; par l'exercice du pouvoir ; et par le désir commun de « changer » un pays qui continue de leur faire confiance du bout des lèvres, et du bout des doigts quand il se rend aux urnes.

Tous deux sont nés en Écosse – Gordon le fils de pasteur, l'historien de formation qui consacra sa thèse de doctorat au député socialiste et pacifiste James Maxton, et Tony le second enfant d'un avocat qui fit tout pour devenir député pour le Parti conservateur, et n'échoua que parce qu'il fut victime d'une attaque cérébrale. Mais un seul des deux en a l'accent. Blair, qui a vu le jour à Édimbourg par hasard, aime se présenter comme un regular guy (un « mec normal »), guitariste à ses moments perdus, supporter de l'équipe de football de Newcastle, époux comblé (et plein d'ardeur, à en croire ce qu'il confia au tabloïd The Sun), grand frère de l'homme de la rue, en somme. Un type sympa. Brown cultive une tout autre image, celle du Calédonien bourru, sérieux jusqu'à la bougonnerie – mais auquel on peut faire confiance. Ces deux ambitieux se ressemblent donc comme la craie et le fromage, pour parler comme un Britannique. Et pourtant, pas plus que le conflit entre leurs aspirations personnelles, le temps n'a pu les dissocier. Quand on parle du Royaume-Uni de Blair, on pourrait tout aussi bien parler de celui de Brown, de ce pays qu'on appelle « Britain PLC », « Grande-Bretagne SA », managé comme une grande entreprise, avec Blair comme président du conseil d'administration, visionnaire et virtuose des généralités, et Brown pour chef comptable, le décisionnaire pragmatique, pénétré de son devoir de gardien des ressources publiques. Blair et Brown, ou Louis XIII et Richelieu, chacun entouré de sa cour, de ses Père Joseph, de ses Mousquetaires du roi ou de ses hommes du Cardinal.

L'un ne peut aller sans l'autre. Souvent, quand je cite le nom du Premier Ministre, je pourrais aussi bien me servir de celui de son chancelier. Ce dernier, soucieux de sa popularité dans l'opinion, prend grand soin de faire comprendre par ses sous-entendus que s'il est assis au côté de Blair, c'est à sa gauche, légèrement s'entend ; pas trop, pour éviter de faire peur à la City et à l'électorat flottant, mais suffisamment pour laisser supposer que si c'était Gordon, et non Tony, qui était aujourd'hui à la tête du pays, celui-ci ne s'en porterait pas plus mal. Néanmoins, ses décalages subtils et ses bouderies calculées n'ont d'autre objectif que de préserver une image plus « sociale » que celle de son associé. Aussi veillat-il à conserver une réserve étonnante pour un si grand personnage de l'État sur la question de l'intervention en Irak et de l'alignement de Londres sur Washington, le symbole le plus parlant, et le plus détesté, de la dérive droitière du travaillisme. Et pourtant, cette Grande-Bretagne dont j'ai entrepris de broser le portrait est autant la sienne que celle de son rival. Il n'a pas été que le « facilitateur » du projet blairiste, il en a été l'un des maîtres d'Oeuvre, le gardien mesuré, économe de ses mots comme de la bourse publique, le garant de sa crédibilité auprès des grandes entreprises et du monde de la finance. Ainsi que les pages qui suivent vous le montreront, le coût social du « miracle britannique » a été immense, immense comme la part de responsabilité de Gordon Brown dans sa réalisation.

## **La « règle d'or » de Gordon Brown**

Tony Blair peut se montrer un orateur inspiré ; il joue des foules en virtuose – la patte de l'homme de loi qui comprit très tôt que la politique pouvait seule lui donner le moyen de faire l'usage le plus efficace de ses talents. Brown, sous des dehors plus réservés, manie aussi les mots en expert. Seulement, quand l'un veut ouvrir des horizons nouveaux à coups de slogans, l'autre se baisse pour ramasser un penny qui traînait par terre. Son domaine est le hic et nunc, et il le délimita aussitôt entré en fonction à la chancellerie en énonçant ce qui serait, et demeure neuf ans plus tard, sa fameuse « règle d'or ». On disait les travaillistes dispendieux, sa priorité serait de préserver l'équilibre budgétaire en

s'engageant à n'emprunter que pour investir, et en maintenant les dépenses publiques à un niveau tel qu'elles puissent être épongées par les rentrées fiscales, le tout pris dans le cadre d'un cycle économique dont l'année zéro était 1999. Dans un premier temps — jusqu'en 2002 —, la tâche lui fut facilitée par l'excellent état de santé des finances de l'État. Jamais gouvernement britannique « de gauche » n'avait hérité d'un pays se portant aussi bien. Emprunter ? Pourquoi ? L'excédent budgétaire légué par les conservateurs en 1997 donnait au New Labour un sol ferme sur lequel bâtir son projet. Puis vint la manne de la vente aux enchères du spectre de fréquence aux opérateurs de téléphonie portable 3G, qui rapporta 32,6 milliards d'euros au Trésor public en avril 2000 ; c'était comme si l'on avait découvert un nouveau champ pétrolier dans les sables de l'embouchure de la Tamise. Pendant près de quatre années, du printemps de 1998 à 2002, Gordon Brown respecta sa « règle d'or » à la lettre, également aidé par un fort taux de croissance, un marché intérieur confiant jusqu'à l'inconscience (Voir « Tout doit disparaître ! »), et l'introduction d'« impôts invisibles », ou stealth taxes, acceptés sans trop maugréer par une opinion que grisait sa prospérité du moment (C'est ainsi qu'il annonça en 2002 une augmentation de 1 % des contributions d'assurance sociale des particuliers, sans distinction de revenus, qui ne prit effet qu'un an plus tard et put donc être « oubliée » lorsqu'on dut commencer à la payer... puisqu'elle n'était mentionnée nulle part dans le budget de 2003. Les rentrées fiscales ont augmenté de 80 % entre 1997 et 2005, quatre fois plus vite que l'inflation) . Voici qui surprendra sans doute ceux qui voient dans la Grande-Bretagne un modèle néolibéral au sens strict : entre 1997 et 2002, au plus haut de la vague, donc, pendant que tous les autres grands pays de l'Union européenne réduisaient leurs prélèvements fiscaux, la Grande-Bretagne les augmentait de 1,6 %. Malgré cela, le ver avait commencé à ronger le fruit. Les réformes du New Labour, dont on verra plus loin à quoi elles menèrent, s'accompagnaient d'une explosion du nombre de fonctionnaires et coûtaient trop cher pour ne pas menacer le bienheureux état de stase du Trésor public. Pendant que Gordon Brown affichait toujours un mélange tout personnel d'optimisme et de prudence dans ses discours de présentation du budget aux Communes, la pression sur les ressources de la nation faisait s'incurver vers le haut la ligne du déficit budgétaire. Zéro en 1998, quinze milliards d'euros fin 2002, trois fois plus un an plus tard. Or le gouvernement s'était engagé dans un cycle de dépenses qui supposait une économie ne connaissant du boom and bust que le boom, une croissance dont le rythme soutenu ne fléchirait pas, garantissant de la sorte une augmentation parallèle des recettes de l'État. Brown fit tout son possible pour que ce fût le cas, menant une guerre sans précédent contre l'évasion fiscale réelle ou supposée (en soi, une excellente chose, en pratique, une chasse aux sorcières qui étrangla bien des particuliers et bien des entreprises qui avaient toujours agi dans le plus strict respect de la loi) et exploitant cyniquement la hausse du prix de l'immobilier (+ 19,3 % rien qu'en 2001-2002, par exemple) pour ponctionner des milliards de plus en droits de succession : il avait pris soin de ne relever le plafond des dégrèvements qu'à un taux bien inférieur à celui de la croissance du marché. Péchés véniels, sans doute. Aperçus, aussi, de la méthodologie du New Labour dans sa version « brownienne », le « micro-management » de chaque aspect de la vie de la nation, pour reprendre l'expression de l'économiste Samuel Brittan : « Chaque allègement ou alourdissement fiscal, chaque [mesure de] contrôle, et chaque [création] d'un nouvel organisme de tutelle mis en place par le chancelier peut être justifié, s'il est pris en lui-même. Mais la somme de ces mesures aboutit à un degré de complexité et d'interférence qui ne peut être évalué isolément. » Gordon Brown n'a pas gagné sa réputation de « maniaque du contrôle » sans raison.

## **La croissance n'est plus ce qu'elle était...**

Qu'un indicateur change de couleur, du vert au rouge, et le bel édifice se mettrait à trembler, ce qui fut le cas fin 2005, lorsque les prédictions du chancelier – de 3 à 3,5 % de croissance sur le dernier exercice budgétaire – s'avérèrent aussi friables qu'une poignée de sable mouillé. Brown se vit alors contraint d'opérer une volte-face humiliante. L'économie du Royaume-Uni ne croîtrait que de 1,75 %, deux fois moins que ce que prévoyait le scénario le plus flatteur qu'il avait imaginé. Et cela, dans un pays qui avait la chance insigne de ne pas subir le moindre contre-coup des soubresauts du cours du pétrole sur les marchés mondiaux. Car, de tous les pays de l'Union européenne, la Grande-Bretagne est

le seul dont la production de brut équivaille à sa consommation. Cette béquille ne l'empêchait pas de trébucher. Notre chancelier pouvait jeter sa « règle d'or » aux orties ; un trou, un gouffre, plutôt, était apparu dans le plancher de la maison que lui enviait le reste du continent ; la firme comptable Ernst & Young l'estima à 15,9 milliards d'euros. Brown et ses assistants avaient cru à ce point en une continuation quasi magique de l'expansion qu'ils avaient évalué la progression des impôts sur les bénéfices des entreprises à + 28 % sur douze mois. Un chiffre que l'on qualifia de « ridicule » à la City, et auquel on était arrivé en se fondant sur l'idée que ce revenu augmenterait à un taux supérieur à celui des profits des entreprises. De fait, la progression ne fut que de 19 %.

Le « miracle » ne serait-il que de la poudre aux yeux ? Dans le classement officiel du championnat d'Europe de la croissance, le Royaume-Uni est tombé à la dix-neuvième place sur vingt-cinq, et, selon des économistes comme Jonathan Said, pourrait bientôt laisser passer devant lui la Pologne... et la France, l'Espagne l'ayant déjà surclassé. Lors du troisième trimestre de 2005, l'économie britannique ne crût que de 0,4 %, la performance la plus modeste des nations du G8 – oui, France comprise.

Mais on n'a pas surnommé Brown « Houdini » pour rien. Il ne pouvait se résoudre à frapper le contribuable pour combler le puits qui s'était ouvert sous ses pieds ; autant donner les clés de Downing Street aux conservateurs. Il imita donc Humpty-Dumpty, lequel, dans A travers le miroir de Lewis Carroll, justifiait comme suit les libertés qu'il prenait avec le vocabulaire : « Quand je me sers d'un mot, dit-il que je choisis qu'il veut signifier :

— La question est de savoir comment tant de choses différentes, dit Ali

\* La question est de savoir qui est le maître, évidemment, s'appelle Gordon Brown. Et le maître annonça à un Parlement éberlué que le présent cycle économique ne commençait pas (comme tout le monde le croyait vingt-quatre heures auparavant) en 1999 – mais en 1997.

Ha ! En ajoutant deux années à son cycle, et deux bien belles années, ma foi, pendant lesquelles les finances de l'État avaient affiché un surplus, Brown pouvait affirmer être demeuré fidèle à sa « règle d'or », et justifier une fois encore sa réputation d'homme aux mains sûres ; ce qui équivalait à réviser le record du monde du lancer du poids en allégeant le projectile d'un kilo ou plus. Tour de passe-passe ? Vous en verrez bien d'autres, tout aussi gratinés que celui-là. Dans le newspeak blairiste (et donc brownien), les chiffres eux aussi relèvent de la sémantique. Si un train peut arriver « à l'heure » quand il accuse dix minutes de retard (Voir « La bataille du rail »), pourquoi ne pourrait-on étirer un cycle économique comme de la pâte à pizza ? Les adversaires politiques de Brown le traitèrent de « tricheur » ; lui ressortit de l'eau où il avait bu la tasse le plumage sec, comme le canard du proverbe, en apparence tout du moins, dans la silhouette qu'il admire devant son miroir. Personne d'autre ne fut dupe.

Je ne puis résister à citer ici un parallèle qui m'a été suggéré par Francis Wheen, le plus spirituel des chroniqueurs anglais contemporains (Auteur, entre autres, de Karl Marx : biographie inattendue (Calmann-Lévy, 2003) et de Qui était le Pr Charlotte Bach ? (Le Promeneur, 2004) ; on attend hélas toujours une traduction en français de sa déconstruction des superstitions d'aujourd'hui, How Mumbo-Jumbo Conquered The World (Harper-Perennial, 2004)) . Lors d'un débat au Parlement, Michael Foot, alors leader du Labour, assassina ainsi l'un des confidents de Margaret Thatcher, Sir Keith Joseph, dont il avait repéré l'expression de malaise sur les bancs réservés aux membres du gouvernement. Le visage de Joseph, dit-il, « me rappelle celui d'un magicien que je vis enfant au Palace Theatre de Plymouth [ . . . ] qui prit la montre d'un ouvrier, l'enveloppa dans un mouchoir et la réduisit en miettes d'un coup de marteau ». Après une brève pause, Foot continua : « Il avait l'expression étonnée du right honourable gentleman. Il s'avança vers le public et dit : "Je suis navré, j'ai oublié le reste du tour." Et voilà la situation dans laquelle se trouve le gouvernement. »

## Le gouffre de l'endettement public

Celle de Gordon Brown n'est guère plus enviable aujourd'hui, et explique que le « patron des patrons » britannique, Digby Jones, ait pu dire : « [ Les chefs d'entreprise ] ne pensent plus que le

gouvernement soit du côté du business. Je crois qu'il s'agit d'un moment pivot. » Ce moment est celui où le masque a commencé à glisser, au fil de la publication de chiffres dont je m'étonne qu'ils aient pu faire si peu de bruit de l'autre côté de la Manche. Je m'en tiendrai pour le moment à l'état des finances publiques britanniques, loin d'être aussi brillant qu'on a pu l'écrire dans certains hebdomadaires français. Le déficit budgétaire croissant du Royaume-Uni, pris en soi, n'a rien de catastrophique (On notera cependant qu'en termes absolus il dépasse celui de la France : 53,65 contre 39,6 milliards d'euros au 1er janvier 2006... Le Royaume-Uni a désormais brisé la « règle d'or » définie dans le traité de Maastricht, selon laquelle le déficit budgétaire d'un pays ne devrait pas excéder 3 % du PIB. Il atteint désormais 3,3 % outre-manche, alors qu'il n'était que de 1,53 % en 2002.). Il doit malgré tout inquiéter. Pas un mot dans les déclarations de Tony Blair, de Gordon Brown ou de quelque autre membre du gouvernement travailliste n'indique que ce gouvernement envisage de mettre un frein à son programme de « renouvellement » des services publics. Or ce programme fut élaboré alors que les coffres du Trésor étaient pleins, et sa mise en place n'a pu être soutenue que parce que la chancellerie, enivrée par un taux de croissance exceptionnel en Europe, tabla sur une progression constante des rentrées fiscales, qui seule pouvait justifier pareil débours. Et voudrait-on modérer l'effort d'investissement public (Le New Labour donne un sens fort lâche au mot « investissement ». C'est ainsi que les salaires des infirmières et des enseignants recrutés par le gouvernement se voient fréquemment assimilés à des « investissements », alors qu'il ne s'agit que de dépenses publiques. Tout économiste vous dira que c'est un abus inexcusable, dont la seule vertu est de gonfler les sommes que le gouvernement a « investies » dans les services publics. Cela impressionnera peut-être quelques électeurs — mais certainement pas ceux qui connaissent le b-a-ba de la comptabilité.) qu'on aurait toutes les peines du monde à le faire, en raison du mode de financement privilégié du New Labour – les partenariats public-privé (PPP), dont les contrats roulent sur plusieurs décennies (Voir « Le "contrat faustien" des partenariats public-privé »).

De plus, le ralentissement de la croissance ne peut être perçu comme un simple accident statistique, dû à des circonstances exceptionnelles. Son moteur a été double depuis 1997 : le boom de la consommation intérieure, et le flot de l'argent public dans l'économie. Car au Royaume-Uni, néolibéralisme ou pas, le premier investisseur est l'État, pas le secteur privé. Le boom de la consommation, attisé par une culture – à mes yeux suicidaire – du crédit, donne des signes d'essoufflement ; et le flot des dépenses publiques doit impérativement ralentir si, après avoir inversé l'équilibre budgétaire, Gordon Brown n'entend pas se voir forcer la main pour augmenter les impôts et, cette fois, au vu et au su de tous, avec les conséquences électorales qui ne manqueraient pas de suivre. Et pendant ce temps, l'État s'endette, et s'endette plus qu'on ne l'avait prévu. Chaque année depuis 2001, le chancelier de l'Échiquier a sous-estimé combien il lui faudrait emprunter pour boucler son budget (2001 : 15,9 millions d'euros (prévision) — 18,85 millions d'euros (chiffre réel) ; 2002 : 22,5 millions d'euros — 25,4 millions d'euros ; 2003 : 31,9 millions d'euros — 37 millions d'euros ; 2004 : 43,5 millions d'euros — 46,4 millions d'euros ; 2005 : 44,95 millions d'euros — 53,65 millions d'euros. En 2001, Gordon Brown prévoyait d'emprunter 17,5 millions d'euros dans les cinq années à venir. Il lui fallut trouver près de dix fois plus : 169,6 millions d'euros.), et il doit lutter de toutes ses forces, et avec toute son ingéniosité, pour ne pas briser son autre « règle d'or » : l'endettement de l'État ne peut dépasser 40 % du PIB. S'il y parvenait, Brown pourrait être fier de lui ; aucune grande nation du monde industrialisé ne s'approche d'un tel chiffre. La France, par exemple, qui accusait un endettement de 1 167 milliards d'euros en octobre 2005, s'est donné pour objectif de descendre en dessous de 60 % du PIB d'ici à 2010. Elle aimerait sans doute bien échanger sa place avec le Royaume-Uni, dont le solde négatif n'atteignait « que » 644 milliards à la même époque. Elle aurait tort : le reste de l'Europe peut envier au Royaume-Uni son apparence de prospérité, certainement pas l'état de ses finances publiques.

Dans l'univers sémantique du New Labour, les chiffres aussi bien que les mots ne sont pas toujours ce qu'ils paraissent. Humpty-Dumpty est passé par là. Gordon Brown, avec l'assentiment du Bureau national des statistiques (ONS), qui est placé sous le contrôle direct du gouvernement, utilise en effet un modèle de comptabilité pour le moins original, qui lui permet de faire passer à la trappe quelques chiffres gênants. Le plus imposant, le plus inouï, même, est celui de l'argent que devra trouver

l'État pour payer les retraites des fonctionnaires... et qu'on a « oublié » de mettre de côté. On a tout simplement été incapable de suivre le rythme des créations d'emplois au sein du secteur public depuis l'accession au pouvoir du New Labour : six cent mille fonctionnaires de plus entre 1997 et 2005, ce qui est bien pratique quand on veut résorber le chômage, mais qui coûte aussi les yeux de la tête.

Les Britanniques ignorant ce qu'est une mutuelle, le paiement des retraites de fonctionnaires doit être intégralement assumé par l'État, cet État qui n'a pas voulu, ou pas su, prévoir combien ses finances en souffriraient. Accrochez-vous : ce chiffre qu'on écarte des statistiques officielles, c'est 1 000 milliards d'euros, selon une estimation faite en mars 2005 par la firme de consultants Watson Wyatt – que personne n'a remise en doute depuis. Or, si toute entreprise privée est tenue d'inclure dans son bilan les passifs découlant de son régime de retraite, Gordon Brown est d'avis que cette transparence ferait un peu désordre si l'État l'adoptait pour principe. La France « en faillite » chère aux déclinologues ferait figure de parangon de sagesse en comparaison. Il a donc évacué ces 1 000 milliards de son addition ; de la même façon, il a fait disparaître les sommes engagées dans les partenariats public-privé (145 milliards) et le passif de Network Rail (30 milliards), la société dite d'intérêt public qui gère le réseau britannique des chemins de fer. J'expliquerai plus loin en détail (Voir « Le "contrat faustien" des partenariats public-privé », et « La bataille du rail ») sur quels axiomes se fonde cette arithmétique d'illuminé dans ces deux derniers cas. Pour le moment, laissons-la de côté, et refaisons l'opération.

$644 + 1\,000 + 145 + 30 = 1\,819$  milliards d'euros. Telle est l'étendue de la dette britannique. Pas 644 milliards. 652 milliards de plus que notre république à bout de souffle. Ce qu'il faut faire pour séduire les investisseurs étrangers, tout de même... Étrange, n'est-ce pas ? Étrange comme les manipulations parfois grossières du prestidigitateur en chef du blairisme continuent d'échapper à son public. Celui-ci ne voit que ce qu'il veut voir. Il ressemble à un marin perdu en mer, qui trouve une bonbonne d'eau dans son canot ; tout à son bonheur, il se croit sauvé, alors qu'il mourra de soif — un peu plus tard, c'est tout. « Encore un instant, monsieur le bourreau. » 1 175 milliards ne devraient pas pouvoir être effacés de la sorte. Et pourtant, si, alors que l'information est là, facile d'accès, disponible pour tous. Pardonnez-moi cet oxymoron : le Royaume-Uni vit dans une sorte d'amnésie du présent, qui peut passer pour de l'optimisme, mais n'est le plus souvent qu'une manifestation d'ignorance. Les partis d'opposition ont bien relevé l'étrange disparition des « mille milliards de Brown », et s'en sont émus, mais fort poliment, lors de la discussion du prébudget de 2006. Le chancelier du cabinet fantôme, le conservateur George Osborne, a fait circuler un mince dossier sur la question, lequel fit si peu de bruit que lorsque j'en demandai une copie à mon député — lui aussi conservateur — celui-ci m'avoua tout en ignorer. L'un de ses assistants parlementaires dut fouiller une semaine pour en retrouver la trace. Dans ces conditions, vous ne vous étonnerez pas que son seul effet ait été de pousser Gordon Brown à promettre que le Bureau national des statistiques deviendrait bientôt un organisme indépendant du pouvoir. Mais quand ? Il ne l'a pas précisé.

## **S'ils produisent moins que nous, au moins, eux travaillent...**

Endettée jusqu'aux sourcils, la Grande-Bretagne présente pourtant un visage attrayant à qui n'aime pas son nez et rêve de passer sous le scalpel du chirurgien. Elle dégage une impression de confiance qui doit être frappante pour quiconque compare la morosité de la gare du Nord avec l'animation de Waterloo Station. Qu'on tripote quelque peu les statistiques (qui ne le fait pas ?) n'empêche pas ce pays de réussir.

Mais là encore, il ne faudrait peut-être pas s'en tenir aux premières impressions, à ce qu'on voudrait croire pour établir un contraste encore plus saisissant avec ce qu'on rejette : la France qui perd, et se perd, la France exsangue, etc. Quand on ne peut parler du chômage qu'en prononçant le mot « fléau » dans le même souffle, on a bien le droit de jalouser et de vouloir imiter une nation où les sans-emploi sont deux fois moins nombreux en proportion. L'imagination, saisie par un tel « miracle » (qui fournira la matière du chapitre à venir), en oublie de s'arrêter à d'autres caractéristiques de cet animal plein de fougue qu'est le Royaume-Uni. Cette fougue, par exemple, n'est guère perceptible lorsque les Britanniques se mettent au travail. À considérer les statistiques de productivité, on pourrait

croire qu'ils s'endorment à l'ouvrage — à se demander pourquoi la Grande-Bretagne continue d'attirer un si grand nombre d'investisseurs étrangers. « Discuter de la productivité médiocre du Royaume-Uni, c'est un peu comme lutter avec un plat de gelée », a écrit l'économiste Hamish McRae. Pourquoi diable un worker britannique est-il de 10 % moins productif qu'un travailleur français ou un Arbeiter allemand ? Le worker n'est pourtant pas un fainéant ; de tous les Européens, Grecs exceptés, aucun ne demeure plus longtemps sur son lieu de travail. Mais il a beau être plein de bonne volonté, il n'en traîne pas moins derrière les autres. C'est la faute de l'État, disent certains, cet État dont les dépenses représentent 40 % du PIB. Pour McRae, le New Labour s'est révélé incapable de gérer convenablement le secteur public : « Au lieu d'essayer de créer une culture d'efficacité, le contrôle [par les pouvoirs publics] s'exerce par audit, après coup. » Bref, retournez à l'école, élève Brown, vous ignorez tout des méthodes de management. Vous avez créé une économie schizophrène. D'un côté, des services — financiers en particulier — qui font la leçon au reste du monde en termes de productivité ; et c'est tant mieux, car de l'autre, cette productivité croît à un rythme déprimant, le plus bas depuis une génération (0,5 % par an, au 31 décembre 2005.), bien en deçà de ce qui est accompli en Europe. Réplique immédiate : mais en tout cas, s'ils sont moins efficaces, eux ont un emploi !

Pas si sûr. Et voici pourquoi.

## Chapitre 3

### Chômage, mode d'emploi

#### Labour isn't working !

C'est le slogan le plus célèbre de l'histoire politique récente du Royaume-Uni : Labour isn't working. Ce fut aussi l'un des plus efficaces. « Le Labour ne marche pas », ou encore : « Le Labour, c'est ne pas travailler. » Ce slogan avait été imaginé par les « créatifs » employés par le publicitaire Maurice Saatchi, et contribua à propulser Margaret Thatcher à Downing Street en 1979 lorsqu'il fut reproduit sur des milliers d'affiches, au-dessus de la photographie en noir et blanc d'une queue interminable pour laquelle plus de deux millions de Britanniques auraient pu poser — tous ceux et celles qui cherchaient un emploi à l'époque, et n'en trouvaient pas. Albion faisait peine à voir à la fin des années 70. On avait recensé le millionième chômeur en 1972 ; le Premier Ministre était alors un conservateur de la vieille école, un de ces « mous » (Mets) tant détestés de Thatcher — Edward « Ted » Heath, yachtsman et chef d'orchestre amateur, europhile convaincu et administrateur falot du déclin semblait-il inéluctable de feu l'Empire britannique. Ses successeurs travaillistes Harold Wilson et James Callaghan n'avaient pas fait mieux. Le gouvernement britannique en avait été réduit à quémander (en 1976) un prêt humiliant de 3,9 milliards de livres sterling au Fonds monétaire international, la casquette en main, la culotte abaissée sur les chevilles. Les agences de placement ne désemplissaient pas. En 1977, l'année du jubilé d'argent de la reine Élisabeth, *Anarchy in the UK*, la chanson des Sex Pistols, avait atteint la première place du hit-parade. Non, le Labour « ne marchait pas ». Sa social-démocratie vieillotte, sclérosée par sa dépendance vis-à-vis des grands syndicats, enfonçait toujours plus profondément le pays dans l'échec. Autant se mettre une épingle à nourrice dans le nez et renifler de la colle pour oublier.

Mais si le Labour c'était ne pas travailler, le thatchérisme, dans un premier temps tout au moins, ne fut pas autre chose. Inspirée par le monétarisme absolu de Milton Friedman, Margaret la blonde entreprit de balayer l'échoppe empoussiérée du travaillisme avec une vigueur effrayante. Le 26 janvier 1982, pour la première fois depuis la grande dépression des années 30, on comptait plus de 3 millions de chômeurs au Royaume-Uni ; 3 070 621 pour être précis. Une personne en âge de travailler sur huit s'en voyait refuser la chance ; en Irlande du Nord, c'était une sur cinq. Pour chaque emploi disponible, on avait trente deux candidats en moyenne. De tous les pays de la Communauté européenne, seule la pauvre Belgique affichait des statistiques encore plus déprimantes. Les conservateurs s'accrochaient pourtant à leurs convictions et à leurs méthodes — dérégulation, baisse des impôts, privatisations massives ; un organisme aussi gravement malade que le Royaume-Uni ne pourrait recouvrer la santé que si on lui administrait un traitement de choc. Déclin ? Non. Restructuration. Tant pis pour les oeufs un peu moins frais que les autres ; une omelette comme celle-là se travaille au fouet. De temps à autre, comme en 1981 à Toxteth, un faubourg de Liverpool, les laissés-pour-compte se transformaient en émeutiers. Ce n'étaient que quelques taches sur le soleil qui, enfin, se leva. Le marché de l'emploi se ressaisit lors du second mandat de Thatcher (1983-1987) . De puissance industrielle fossilisée par l'archaïsme de ses relations sociales, le Royaume-Uni devint le coeur et l'épine dorsale du secteur des services en Europe ; le rythme de ses battements s'affermir, son dos se redressa. On commença à parler de cette île qu'on considérait avec pitié quelques années plus tôt comme d'un laboratoire pour des idées nouvelles, comme d'un modèle possible, même ; car, pendant que les queues s'allongeaient aux portes des bureaux de l'ANPE, en France et ailleurs sur le continent, le phénomène inverse s'observait en Grande-Bretagne. Oh, certes, pas immédiatement, et pas aussi spectaculairement qu'on a pu le dire. On ne passa sous la barre des 3 millions de chômeurs qu'en 1987, et cela, après avoir tout fait pour dégraisser artificiellement ce chiffre, en excluant les travailleurs à temps partiel (octobre 1982), en révisant le calendrier de publication des statistiques officielles (mars 1986), en mettant en place des

tests bien plus rigoureux pour l'attribution d'allocations chômage (octobre 1986), trois mesures parmi dix-sept autres de la même espèce qui furent prises par le gouvernement conservateur entre octobre 1979 et juin 1988, date à laquelle on ne comptait plus « que » 2,5 millions de sans-emploi au Royaume-Uni. Mais dans quel pays d'Europe ne se livre-t-on pas à pareille cuisine ? Il ne s'agissait pas seulement d'apaiser les électeurs, de leur apporter la preuve en chiffres que les choses allaient mieux, fût-ce en les leurrant ; il s'agissait aussi d'alléger le poids du chômage sur les finances publiques, et d'aider ainsi le parti au pouvoir à respecter son engagement de réduire les impôts.

Lorsque Tony Blair permit enfin au Labour devenu « New » d'être à nouveau ce parti en 1997, il héritait d'un marché du travail engagé dans un processus d'assainissement unique en Europe, qui avait vu la proportion de chômeurs dans la population en âge de travailler chuter de plus de deux points, de 9,93 à 7,73 %, entre les premiers trimestres de 1994 et de 1997. La tendance s'affermir pendant les quatre premières années d'administration travailliste, avant de se stabiliser aux alentours de 5 %, et même de descendre sous ce seuil « miraculeux » entre les automnes 2003 et 2005. Le ralentissement de la croissance au cours de l'année 2005 s'est accompagné d'une augmentation substantielle du nombre de sans-emploi (Le modèle utilisé est celui de l'Organisation internationale du travail, qui a été adopté par Eurostat pour établir ses statistiques « harmonisées » du taux de chômage dans les pays de l'Union européenne, à savoir : un chômeur est une personne âgée de 15 à 74 ans qui 1) est sans travail ; 2) est disponible pour commencer à travailler dans les deux semaines à venir ; et 3) a activement recherché un emploi dans les quatre semaines précédentes. Ce modèle permet d'ajouter au nombre des sans-emploi les personnes qui ne sont pas en mesure de solliciter une allocation chômage en raison des réglementations en vigueur dans leur pays de résidence.). Ceux-ci sont désormais – officiellement – 1 490 000 au Royaume-Uni, ce qui représente un accroissement de 121 000 personnes entre décembre 2004 et décembre 2005, et de 72 000 rien que sur les trois mois allant d'août à octobre 2005 (En proportion, la progression la plus forte qu'on ait relevée sur un trimestre depuis février 1992.). Mais même cette « aggravation » n'empêche pas que, au vu des statistiques publiées par les principaux partenaires au sein de l'Union, le royaume de Tony Blair mérite amplement qu'on le qualifie d'« enchanté ». Gordon Brown ne manque d'ailleurs pas une occasion de rappeler à ses compatriotes leur situation de privilégiés ; il prend soin, lors de chacun de ses discours de présentation du budget, de comparer le presque plein emploi dont jouit l'économie du Royaume-Uni à l'ornière d'inactivité dans laquelle sont toujours embourbés la plupart des autres pays d'Europe occidentale. Quand la France accueille avec un certain soulagement la nouvelle que l'on est enfin passé sous le plancher des 10 % de chômeurs, la Grande-Bretagne s'inquiète sotto voce d'en compter deux fois moins. S'il est un domaine dans lequel on peut et doit se montrer jaloux – et curieux – de la réussite britannique, n'est-ce pas celui-là ? Que font-ils donc que nous ne savons pas faire, ou que nous n'avons pas le courage d'imiter ? N'est-ce pas là la preuve irréfutable que le coût social et humain du thatcherisme et du blairisme mérite qu'on le supporte si, à l'arrivée, c'est une nation plus saine, plus forte, plus heureuse qui émerge de cette douleur passagère ?

## **Le chômage, une affaire de sémantique**

Comme tant d'autres, je me suis souvent posé ces questions, tout en me demandant comment il se fait que cette nation plus saine, plus forte et plus heureuse n'affiche pas unanimement l'optimisme qui devrait être sien si elle était si bien lotie. Un premier élément de réponse me fut fourni par la lecture d'un document au titre aride qu'avaient publié en 2004 deux chercheurs de l'université Hallam de Sheffield, Christina Beatty et Stephen Fothergill, *Le Glissement* (Le terme anglais est *diversion* : il ne désigne pas un phénomène naturel mais implique une action volontaire) du « chômage » vers la « maladie » dans les districts et régions britanniques. Je tombai des nues lorsque je parcourus ces trente-six pages qui, je l'appris bientôt, complétaient un long travail de collecte et d'analyse de données entamé par ces sociologues depuis 1996. Ce n'étaient pas seulement les résultats de leurs recherches qui me sidéraient – j'y viens –, c'était aussi le fait qu'elles n'aient eu qu'un écho aussi faible dans le débat public sur les prouesses du New Labour (Je nuancerai ce dernier point en relevant que le long article que

j'avais écrit sur cette étude dans *Marianne*, en 2005, a fait quelques petits depuis, dans la presse française en tout cas. Tant mieux. Mais je regrette que si peu de mes confrères aient pris le soin de remonter à sa source – les travaux de Beatty et Fothergill – et tenté d'aller au-delà des avantages qu'on pouvait retirer de son exploitation politique, au sens le plus réducteur de ce terme. Le lièvre étant levé, on aurait pu se donner la peine d'examiner son gîte d'un peu plus près). En fouillant un peu plus, je trouvai bien par-ci par-là quelques références à ce duo d'hérétiques qui avaient le toupet d'interroger les chiffres du Bureau national des statistiques, et de ne pas être satisfaits de leur réponse. Nul ne mettait en doute le sérieux et la rigueur de leur entreprise. S'ils sont proches du groupe de réflexion Catalyst, et se placent donc dans une mouvance plus radicale que la social-démocratie blairiste, Beatty et Fothergill n'ont pourtant jamais été soupçonnés d'avoir un compte à régler avec Tony Blair ou quelque autre incarnation que ce soit de la « troisième voie » néolibérale. On devinait de la surprise dans leur propos ; mais d'animosité, point. Mais qu'avaient-ils donc découvert qui les étonnât autant ?

L'intitulé de leur étude, pour sévère qu'il soit, en donnait la clé. Depuis 1979, les courbes du taux de chômage et du nombre de Britanniques touchant une pension d'invalidité ou une allocation maladie de longue durée (Ces deux types d'allocations sont regroupées sous l'intitulé Unique de incapacity benefit (ou IB) au Royaume-Uni) avaient suivi un cheminement contraire – et parallèle, si les mathématiciens m'excusent de prendre une telle liberté avec cet adjectif. Dans un premier temps, de 1979 à 1983, elles s'étaient infléchies de concert vers le haut ; puis la courbe du chômage s'était stabilisée (1985-1987), avant de chuter spectaculairement (1987-1991), tandis que celle des invalides et des handicapés poursuivait sa progression à un rythme plus soutenu. La récession subite du début des années 90 causa une secousse sévère (mais temporaire) dans la première ; la seconde, inéluctablement semblait-il, allait toujours son chemin – toujours plus haut. En 1996, les effets de la récession s'étant dissipés, pour la toute première fois, les deux lignes se croisèrent ; pour la toute première fois, on comptait désormais davantage de handicapés et de malades de longue durée que de chômeurs en Grande-Bretagne. Et depuis ? Aucun changement, si ce n'est dans les chiffres pris en valeur absolue. Toujours plus de « malades », toujours moins de chômeurs, jusqu'à ce que le nombre de ceux-ci augmente à nouveau, en 2005.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, on dénombrait 1 530 000 sans-emploi au Royaume-Uni. Pour 2,7 millions de « malades » — 1,6 million d'hommes et 1,1 million de femmes qui ne pouvaient être pris en compte dans les statistiques du chômage par la grâce d'un certificat médical.

On aura peut-être du mal à mesurer l'énormité de ces chiffres si on ne les met pas en rapport avec ce qu'ils étaient dans un passé pas si lointain, et avec ceux que l'on relève ailleurs en Europe. Le nombre de ces « malades » incapables de travailler n'atteignait pas 600 000 en 1981. Vingt-cinq ans plus tard, il avait donc été multiplié par près de quatre ! Et encore, en ne prenant pas en compte ce demi-million de Britanniques qui n'ont pas suffisamment cotisé au système d'assurance sociale pour percevoir une allocation. Au total, 2,7 millions de malades... en proportion, deux fois et demie plus qu'en Allemagne ; quatre fois plus qu'en Italie ! Le système de santé britannique a beau avoir périclité, ce n'a pas été à ce point. L'espérance de vie de ceux qui l'utilisent (78,38 ans) a continué de progresser tout au long de cette période d'explosion du nombre des invalides, et, si elle est inférieure d'un peu plus d'un an à celle des Italiens et des Français, elle demeure comparable à celle des Allemands. Non, l'explication est ailleurs. On remarque alors que, comme par hasard, les régions dans lesquelles on recense le plus de « malades inemployables » sont celles où la désindustrialisation a été la plus brutale, celles que l'on dit dans le newspeak blairiste « en phase de régénération » ; à savoir les environs de Liverpool, le nord-est de l'Angleterre, les anciens bassins miniers du pays de Galles, le désert économique des quartiers populaires de Glasgow, où vivaient autrefois les dockers et les ouvriers des chantiers navals écossais.

Beatty et Fothergill sont allés plus loin ; ils ont voulu déterminer l'évolution arithmétique du « glissement » du « chômage » vers la « maladie » dans chacune de ces régions (Comment évaluer ce chiffre ? Car évidemment il ne peut s'agir que d'une évaluation. Voici comment Beatty et Fothergill ont procédé : « Nous avons entrepris d'établir le nombre de personnes qui reçoivent une pension

d'invalidité et qui, dans une économie de plein emploi, auraient normalement dû travailler. » On établit ainsi un « repère », ou « mètre étalon » (benchmark), qui peut être comparé aux taux d'invalidité relevés sur le terrain. Les niveaux supérieurs au repère sont assimilés à un « chômage caché ». D'où le terme de « glissement » employé par les chercheurs de Sheffield. A ceux qui trouveraient cette méthodologie trop vague, une précision : elle est désormais acceptée par l'immense majorité des économistes britanniques, y compris ceux qui questionnent le bien-fondé de la notion de « glissement ». À Glasgow, 41 400 personnes étaient concernées (« glissement » de 11,2 % de la population en âge de travailler) ; à Liverpool, 29 000 (10,4 %) ; à Londres, la cité qui « flambe », 103 000 (2,1 %) . Au total, sur l'ensemble du Royaume-Uni, ce « glissement » affecterait selon les chercheurs 42,2 % du nombre de « malades » et de « handicapés », soit 1 130 000 personnes. Ajoutez ce chiffre aux 1 530 000 chômeurs identifiés par le Bureau national des statistiques – ce chiffre sans cesse repris par les admirateurs du blairisme, avec lequel on essaie d'aveugler l'opinion ailleurs dans l'Union –, et vous obtenez 2 660 000 chômeurs, soit 8,8 % de la population en âge de travailler. Ne jamais, jamais oublier : les chiffres eux aussi relèvent de la sémantique ; ou, comme l'a écrit Matthew Lymn, un analyste de la firme financière Bloomberg, au Royaume-Uni le chômage lui aussi « est affaire de sémantique ». En vérité, la Grande-Bretagne, cet eldorado, ne compte pas beaucoup moins de chômeurs – en proportion – que d'autres nations qu'on dit « en déclin », voire « en faillite ». Ils sont seulement passés dans une catégorie politiquement et économiquement plus acceptable, celle des malades et des handicapés, bien que cela soit une solution fort onéreuse pour le Trésor public, comme vous allez le voir. Un autre indicateur – une autre preuve – de cette ingénierie statistique est le gonflement en Grande-Bretagne de la proportion d'inactifs en âge de travailler, particulièrement dans la population masculine : + 400 % depuis 1975 ! Certes, ce phénomène a été observé ailleurs en Europe, mais pas avec une telle ampleur, comme l'ont montré les travaux de deux autres socio-économistes, Giulia Faggio et Stephen Nickell (*Inactivity among Prime Age Men in the UK*, cité in R. Dickens, P. Gregg et J. Wadsworth, *The Rise of Inactivity among Adult Men*, Palgrave-Macmillan, 2003) . Le taux d'inactivité des hommes de 25 à 54 ans (la tranche des prime age men, des hommes « dans la force de l'âge », dans la terminologie des économistes anglo-saxons) est de 8,6 % au Royaume-Uni... contre 7,8 % en moyenne dans les autres pays de l'Union avant son élargissement à vingt-cinq nations. En fait, jamais le nombre d'inactifs de sexe masculin n'a été aussi élevé en Grande-Bretagne depuis qu'on les recense, c'est-à-dire depuis 1971.

Comment a-t-on pu en arriver là sans que la classe politique ou l'opinion s'en émeuvent ? Le déficit d'information n'explique pas tout. En fait, les conservateurs comme les travaillistes ont tout intérêt à ce qu'on ne sente pas les roses qu'ils ont plantées dans leur pot. Il est inutile de suggérer qu'on serait en face d'une « conspiration » des pouvoirs. Au départ en tout cas, la mutation de chômeurs en malades n'avait rien de calculé ; il s'agissait plutôt d'un effet pervers du système de protection sociale britannique. Celui-ci est fait de telle sorte qu'il était et demeure plus aisé (et plus intéressant, financièrement parlant) pour un sans-emploi de percevoir un incapacity benefit qu'une job seeker's allowance (allocation chômage) . Le chômeur doit pointer à son agence pour l'emploi toutes les deux semaines s'il veut recevoir l'équivalent de 81,50 euros par semaine ; et s'il se trouve que son conjoint travaille, son allocation sera réduite, voire supprimée. Un ou une « malade », pour autant qu'il ou elle ait accumulé assez de points sur son compte d'assurance sociale, ne devra se soumettre à une visite médicale que tous les deux ou trois ans, et les revenus de son conjoint ne seront pas pris en compte pour calculer le montant qui lui est dû : 110,85 euros par semaine. Dans ces conditions, mieux vaut être malade que bien portant, surtout dans ces régions où l'on attend toujours que la « régénération » promise par les gouvernements successifs prenne effet. À Easington, une zone particulièrement sensible du comté de Durham, dans le nord-est de l'Angleterre, plus de 20 % de la population en âge de travailler survit grâce à une pension d'invalidité. On assiste au même « glissement » partout où se poursuit la désindustrialisation du Royaume-Uni, et ce n'est pas la décomposition soutenue du secteur secondaire britannique qui changera quoi que ce soit pour le mieux à cet état de fait. En l'espace de trois mois, entre septembre et novembre 2005, 109 000 emplois de plus ont été perdus dans ce secteur au Royaume-Uni.

Confronté à un déficit budgétaire qui n'a cessé de s'aggraver depuis 2001, le New Labour a bien fini par ouvrir un œil — mais un seul ; il ne faudrait pas réveiller tout le monde. Le problème est que ces malades, dont beaucoup pourraient travailler, coûtent fort cher : 28 milliards d'euros par an. Aucun autre département de Whitehall ne saigne autant la bourse publique. Mais comment se débarrasser de ces sangsues sans faire gonfler l'armée des sans-emploi de plusieurs bataillons ? Fin 2005, le ministre du Travail et des Retraites, John Hutton, perdit patience : « Il est temps que nous mettions fin à cet héritage honteux du thatchérisme », s'exclama-t-il à la Chambre des communes. Évidemment, tout est la faute des conservateurs, cela ne fait que neuf malheureuses années que nous sommes au pouvoir, on allait voir ce qu'on allait voir, etc. Hutton sortit donc une petite carotte et un gros bâton de sa besace. La carotte ? Une enveloppe de 520 millions d'euros destinée à aider à la réinsertion des handicapés et des malades de longue durée dans le marché du travail. Le bâton ? Si ces malades et ces handicapés n'acceptaient pas de se plier aux nouveaux contrôles de l'administration, s'ils refusaient les incentives si généreusement offertes par le gouvernement, ils verraient leurs allocations réduites de 30 euros par semaine en moyenne ; autant dire qu'ils toucheraient presque exactement le montant versé aux demandeurs d'emploi... mais sans changer de statut ! Astucieux. Hutton espère ainsi faire travailler à nouveau un million de « malades » au cours des dix années à venir, ce qui ferait économiser un peu plus de 10 milliards d'euros à l'État par exercice budgétaire ; un vœu pieux, qui présente l'immense avantage de n'accroître en rien le nombre de chômeurs dans les statistiques officielles. C'est ainsi que les chats cachent la proie qu'ils ont occise sous le tapis ; on ne la voit plus, mais on ne la renifle pas moins. Dommage que l'odorat des admirateurs de Blair soit aussi peu développé.

## Chapitre 4

### Treize millions de pauvres

*« Depuis 1997, le nombre de ceux qui gagnent plus de 30 000, 50 000 et 100 000 livres sterling par an a doublé. »*

*Gordon Brown, discours de présentation du budget 2005-2006, 16 mars 2005.*

L'argent n'effarouche pas le New Labour, et c'est tant mieux : le pays nage dedans, et s'y sent comme un poisson dans l'eau. Une eau croupie, peut-être, mais on n'a pas le nez trop délicat dans les affaires de gros sous en Grande-Bretagne. C'est peut-être pour cette raison que Londres est devenue London grad pour les agents immobiliers des beaux quartiers de la capitale. Une volée de milliers de drôles d'oiseaux venus de l'Est, et plus précisément de Russie, s'est abattue sur Mayfair et Belgravia (16 % des maisons vendues 7,5 millions d'euros ou plus en 2004 l'ont été à des clients russes (rapport de l'agence immobilière « haut de gamme » Knight Frank, 2005)) . Tous n'ont pas la fortune d'un Roman Abramovitch ou la notoriété d'un Boris Berezovsky. Mais tous ont des moyens suffisamment considérables pour que les joailliers de Regent Street et les boutiques de mode de Sloane Street emploient désormais à temps complet des interprètes à l'intention de cette nouvelle race de clients. On a les maharadjahs qu'on peut. Il est vrai qu'on n'est pas trop regardant : no questions asked, la discrétion avant tout. Il est aussi vrai que la culture britannique, sans sacraliser l'argent, sait se montrer accommodante envers ceux qui en possèdent beaucoup. Au lieu de rayer la carrosserie de la Rolls, le petit voyou rêve de posséder la sienne. On envie – on ne jalouse point. Dans cette distinction doit se lire un respect de l'autre et de soi-même (« ce n'est pas parce que je suis plus pauvre que je suis inférieur ») qui fut l'une des premières leçons de tolérance que m'enseigna le Royaume-Uni. Je n'y ai jamais entendu ces mots, « richards » et « gros », que l'on employait pour désigner ma famille en Normandie parce qu'elle avait le malheur d'être propriétaire de sa ferme, et de ne pas la louer. Je n'aurais d'ailleurs pas pu les entendre, car il n'en existe pas de traduction en anglais.

Ce préambule n'est pas gratuit, si l'on me pardonne ce mot. Il permettra peut-être de mieux comprendre pourquoi la disparité criante qui existe entre riches et pauvres au Royaume-Uni n'indigne guère qu'une frange extrêmement réduite de la population, et comment la réputation du New Labour est sortie quasiment indemne de son échec total dans la lutte contre les inégalités sociales. Les propos cités en exergue de ce chapitre n'auraient rien d'embarrassant pour Gordon Brown, bien au contraire, s'ils ne servaient pas à passer une couche de vernis sur une fracture économique qui s'est aggravée depuis l'accession du New Labour au pouvoir. En 1986, point de la marée haute du thatchérisme, le 1 % le plus riche de la population britannique détenait 18 % du patrimoine de la nation ; en 2002, date de la dernière enquête du Trésor public, il en détenait 23 %. Si l'on ôtait les biens immobiliers de l'équation – la majorité des Britanniques sont propriétaires de leur logis –, la disproportion était encore plus marquée : ce 1 % le plus riche avait vu sa part du gâteau passer de 25 à 35 %. Parallèlement, toujours en 2002, la moitié la plus « pauvre » du Royaume-Uni ne possédait que 6 % de la « richesse nationale ». Il s'agit, faut-il le préciser, de chiffres records en Europe, qu'on voit mal être battus par un autre pays dans les années qui viennent.

The rich get richer, while the poor get nothing. Les riches s'enrichissent, les pauvres n'ont rien. La « troisième voie » est loin d'avoir envoyé le vieil adage à la poubelle, bien que la « lutte contre la pauvreté » demeure l'un de ses cris de rassemblement. Si certains progrès ont été enregistrés au cours de la décennie passée, notamment pour ce qui est de la situation des enfants et des retraités, la Grande-Bretagne reste à la traîne du continent en la matière, et la situation continue de se détériorer pour les adultes en âge de travailler (Households Below Average Income, rapport du ministère de l'Emploi et

des Retraites, 2004) . Lorsqu'on adopte la définition de la « pauvreté » sur laquelle s'accordent les économistes et les sociologues européens, la terre enchantée de Tony Blair est éclairée d'une lumière moins flatteuse que celle dont on la baigne dans le reste du continent. Un « pauvre », en Europe, c'est cela : un individu dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu net médian (Le revenu médian est calculé en coupant la population en deux catégories : les 50 % qui gagnent plus que ce revenu, et les 50 % qui gagnent moins, alors que le revenu moyen est établi en rapportant la masse des revenus bruts au nombre de personnes concernées. Le revenu moyen est supérieur d'un cinquième environ au revenu médian) . En Grande-Bretagne, cela représente une barre maximale de 178 euros par semaine pour une personne vivant seule, 292 euros pour un couple sans enfant, 312 euros pour un parent avec deux enfants à charge. Ce n'est pas le Pérou, dira-t-on, mais ce n'est pas le Bangladesh non plus. La misère absolue qui peut épouvanter le touriste européen se promenant à Dacca n'a rien de comparable avec le dénuement plus relatif des laissés-pour-compte du Royaume-Uni. Et c'est vrai, il y aurait quelque chose d'obscène à mettre en rapport l'une avec l'autre ; mais qu'on ne croie surtout pas que, dans un pays aussi riche que la Grande-Bretagne, cela indique que le « pauvre » vivra dans une certaine mesure de confort. Et Dieu sait s'il y en a, de ces pauvres, dans la nouvelle Jérusalem blairiste : près de treize millions. Près d'un quart de la population.

Égrenons les chiffres, car ils nous parlent d'une autre Grande-Bretagne, de celle qu'ignorent les expatriés français agglutinés autour de Kensington, et qui n'est pas plus reluisante que les banlieues infernales de La Courneuve ou de Vénissieux. Qui l'est encore moins, en fait. Le miracle blairien, c'est aussi cela : un enfant sur trois qui vit en dessous du seuil de pauvreté. Un enfant sur cinq qui mange moins de trois repas par jour. (Tony Blair avait promis lors d'un discours prononcé à Toynbee Hall en 1999 que « la pauvreté des enfants [ serait] éradiquée d'ici une génération ». Combien d'années une génération représente-t-elle pour le Premier Ministre ?) . Près de cent mille de ces enfants qui dorment dans une cuisine ou une salle de bains, faute de place, et pour cause : il faut remonter à 1925 pour voir un gouvernement britannique construire moins de logements sociaux que le New Labour (Le Housing Act thatchérien, devenu loi en 1980, donnait aux occupants d'un logement social le droit de l'acheter à 40 % (30 % dans le cas des appartements) de son prix sur le « marché libre » ; cette disposition permit à des millions de Britanniques de devenir propriétaires de leur logement, et fut le principal moteur du boom de l'immobilier des années 80. Mais aucune disposition ne fut prise (ni par les conservateurs ni par les travaillistes) pour compenser cette réduction du parc immobilier pour les plus défavorisés. Or, une fois achetés, ces ex-logements sociaux pouvaient être remis en vente par leurs nouveaux propriétaires — au double, au triple, voire à plus du décuple de leur prix d'achat ! À court terme, une excellente affaire pour les anciens locataires ; sur la durée, un facteur supplémentaire d'exclusion et de fragmentation sociale, puisque ce sont autant de logements qui devenaient inabordables pour les couches sociales les plus pauvres. Un exemple : une maisonnette de Chelsea achetée 72 500 euros par son locataire en 2000 fut revendue 1 300 000 euros cinq ans plus tard !) ! Dix millions d'adultes qui n'ont les moyens ni d'épargner, ni d'assurer leurs quelques biens. Six millions d'entre eux qui n'ont pas de quoi se vêtir convenablement en hiver (UK Poverty Programme, Oxfam, 2005.). Deux millions de foyers qui n'ont pas de chauffage adéquat — pour la plupart, des retraités, dont on estime qu'ils furent plus de vingt-cinq mille à mourir des conséquences du froid en 2004 (Allan Asher, Fuel Poverty. A New Social Evil, Energywatch, 2005).

Tout cela dans un pays où le taux de chômage serait inférieur de moitié à ce qu'il est dans les démocraties du reste de la (très) vieille Europe. On a déjà vu ce qu'il fallait penser du « plein emploi » tel que l'entend le newspeak blairiste : une affaire de sémantique. De toute manière, travailler outre-Manche ne signifie pas nécessairement s'extraire de l'échec économique.

## Les « McJobs »

L'expression se comprend d'elle-même. Un McJob, c'est un emploi précaire, sous-payé, sans perspective de promotion, pour lequel aucune qualification n'est nécessaire, voire souhaitable. C'est faire griller un hamburger surgelé, un bonnet de carton sur le crâne. Des millions de Britanniques

exercent pareils métiers ; la plupart en changeant comme on change d'uniforme. Les deux cinquièmes de la population active britannique enlisés dans ces caricatures de « carrières » perdent leur emploi en l'espace de six mois (New Policy Institute, octobre 2005) . Tel est le visage du néoprolétariat, de l'underclass, qui est apparu dans le monde postindustriel ; il lui est indispensable, mais ses besoins et ses aspirations sont ignorés des gouvernants. Ceux du Royaume-Uni lui ont jeté quelques miettes en introduisant en 1999 un salaire minimum qui, compte tenu du coût de la vie dans le pays, et particulièrement dans le Sud-Est, est l'un des moins « généreux » de toute l'Europe. Au 1er décembre 2005, son taux horaire était de 7,35 euros (contre 8,03 en France) . Et encore : les 18-21 ans devaient se satisfaire d'un « salaire de développement » de 6,2 euros (la Grande-Bretagne est l'un des seuls pays d'Europe occidentale à pénaliser de la sorte cette tranche d'âge), les 16-17 ans de 4,4 euros ; les « apprentis » ne sont quant à eux pas couverts par cette réglementation. Leurs employeurs peuvent leur verser ce que bon leur semble. Voire rien du tout. Ajoutons que ces chiffres sont trompeurs : pas même le plus menu fretin n'échappe au filet tendu par le Trésor public. Un smicard britannique travaillant ses quarante heures par semaine « gagnera » 15 230 euros annuels – mais ne déposera que 12 872 euros sur son compte en banque, une fois qu'on aura déduit de son salaire impôt sur le revenu et national insurance (cotisation sociale) . Le taux réel du salaire minimum d'un employé à temps complet est donc de 6,2 euros par heure.

La sous-syndicalisation chronique de ces travailleurs précaires (Le taux de syndicalisation est passé de 32,7 à 29 % des salariés entre 1995 et 2004. Il n'est que de 25 % pour les moins de 25 ans (Office of National Statistics, septembre 2005) . Il s'agit bien sûr d'un phénomène européen, mais qui prend une autre dimension au Royaume-Uni en raison des liens historiques entre les trade-unions et le mouvement travailliste, qui sont en voie d'être dissous par la politique des gouvernements successifs de Tony Blair) contribue un peu plus au silence dont leur sort est entouré. La plupart d'entre eux, les plus jeunes surtout, ne prennent pas la peine de voter. Qu'est-ce qu'un gouvernement a à craindre de citoyens qui ne passent pas par l'isoloir, dans l'une des nations les plus apathiques – politiquement parlant – de toute l'Europe (La participation aux élections législatives britanniques est passée de 71 à 61, 3 % entre 1997 et 2005) ? Rien. Et la maigreur des salaires, la précarité et l'absence de quelque représentation syndicale que ce soit ne sont pas les seules caractéristiques des McJobs. Il y a aussi la longueur de la semaine de travail à laquelle s'astreignent ceux et celles qui vont de « petit boulot » en « petit boulot », les hobos du marché britannique de l'emploi. La loi du Royaume-Uni interdit qu'un employeur fasse travailler son personnel plus de quarante-huit heures par semaine, encore que cette limite puisse être franchie dans des circonstances exceptionnelles, ou si le salarié en formule le vœu. Cela fait déjà des Britanniques les Européens qui travaillent le plus – ou le plus longtemps, en tout cas –, à l'exception des Grecs. Pour ces derniers, qui passent en moyenne près de quarante-cinq heures par semaine sur leur lieu de travail, il ne s'agit pas tant d'un choix que d'une nécessité économique. Les salaires de misère que perçoivent les fonctionnaires de la démocratie hellène font que ceux-ci exercent fréquemment un second métier. La situation est tout autre en Grande-Bretagne, où beaucoup de salariés sont non seulement contraints de se conformer à la lettre aux quarante-huit heures, mais sont de plus soumis à une énorme pression, tacite ou pas, pour aller au-delà, en effectuant des heures supplémentaires qui ne seront ni décomptées, ni payées, puisque « hors contrat ».

La journaliste Paula Dear a pu parler d'un « nouveau visage de l'esclavagisme » sans qu'on l'accuse d'avoir perdu la raison. Que les banquiers de la City ou les chirurgiens de Harley Street travaillent soixante-dix, voire quatre-vingts heures par semaine, tant mieux pour eux, ou tant pis. Ils en retirent ou une grande satisfaction personnelle, ou des revenus plus que confortables – et souvent les deux. On ne peut en dire autant des caissières de supermarché que la « culture de la présence » contraint à retarder leur départ du magasin, et à effectuer ainsi de quatre à cinq heures supplémentaires non payées par semaine, selon un rapport du Trades Union Congress rendu public en février 2005. C'est également le sort de 55 000 « opérateurs de machines » du secteur secondaire. Le secteur public ne le cède en rien au privé dans cette culture de l'excès : les enseignants britanniques consacrent cinquante-quatre heures de leur semaine à remplir les multiples tâches auxquelles les astreint leur travail, parmi lesquelles les démarches administratives occupent une part de plus en plus importante.

Les policiers, eux, ne reçoivent aucune compensation pour leur première demi-heure supplémentaire : l'équivalent de trois heures par semaine (non payées) lorsqu'ils sont de service. Quand la BBC leva le lièvre en menant une enquête sur ces « nouveaux esclaves » en juin 2005, son site fut inondé de messages personnels comme celui-ci, signé Alexandra : « J'ai lu dans ma dernière évaluation que je ne serais pas prise en considération pour une promotion ou une augmentation de salaire tant que je n'aurais pas prouvé à mon entreprise que j'en "valais la peine". On m'expliqua que cela pouvait signifier que je devrais "travailler pendant ma pause déjeuner ou rester deux heures de plus le soir à mon poste de travail". » Le phénomène n'est pas en soi spécifique au Royaume-Uni ; ce qui l'est, c'est que même les employés situés au plus bas de l'échelle des salaires en sont les victimes.

## Qu'est-ce qu'un « gros matou » ?

Pendant ce temps, les riches s'amuse. Voici comment. Octobre 2005 : deux banquiers de la firme Goldman Sachs célèbrent une prime « à sept chiffres » dans un bar de Soho, Umbaba. Aucun des cocktails proposés sur la carte ne leur convient. La raison ? Pas assez chers. « Inventez-nous quelque chose », demandent-ils au garçon, qui s'exécute illico.

Une dose de cognac Hennessy hors d'âge (à 4 380 euros la bouteille), une rasade de Dom Pérignon, quelques gouttes de crème de mûre, citronnelle et lychees, le « Magie Noir » (sic) était né, facturé à 333 livres le verre (486 euros) . Nos banquiers en burent quatre. Si le Stock Exchange est l'un des plus grands casinos du monde, pourquoi ne pas continuer de jouer quand on veut dépenser l'argent qu'on y gagne ? Il y en a tellement. Le droit de timbre perçu sur les transactions boursières à Londres est peut-être le plus élevé d'Europe (Son taux est actuellement de 0,5 %, comparé à 0,13 % à Paris et à 0,003 % à Wall Street. Ce droit a été supprimé sur les places financières allemande, italienne, espagnole, néerlandaise et luxembourgeoise), mais on attend toujours la « crise » prédite par certains spécialistes. En fait, l'exercice 2004-2005 vit une progression de 15 % du volume de ces transactions, dont la valeur cumulée atteignit 6,8 trillions d'euros. Dans un contexte aussi florissant, les primes « à sept chiffres » et autres bonus de fin d'année font seulement hausser les sourcils lorsque ceux qui en bénéficient les flambent un peu trop ouvertement. Le marché a beau avoir eu bien du mal à digérer l'aventure irakienne, et en être encore à avaler les retombées de l'explosion du prix de l'énergie, cela n'a pas empêché le Père Noël de se montrer particulièrement généreux avec les fat cats l'an passé. Trois mille d'entre eux reçurent une prime supérieure à 1,45 million d'euros le 25 décembre 2005. L'Angleterre a le sens des traditions.

Le fat cat, autrement dit le « gros matou », est un animal d'apparition relativement récente dans le zoo de la haute finance. Lorsqu'un bol de crème lui est placé sous le nez, ce descendant du yuppie thatcherien n'en laisse pas une goutte. Il est la preuve a contrario de l'existence de la fameuse « main invisible », à moins qu'on ne parle de la main invisible qui happe tout et ne distribue rien, sinon en pourboires à Umbaba et ailleurs. Ce n'est pas un gourmand, c'est un goinfre. De l'argent apparaît ? On voit aussitôt poindre le bout de ses narines. Aidé par un odorat d'une finesse extraordinaire, il a la City pour fief, mais il rôde partout, ce qui explique pourquoi il est particulièrement abondant là où l'État s'engage dans ces partenariats public-privé et autres PFI que j'évoquerai par le menu dans les pages qui suivent. Il est un symbole du blairisme dont le New Labour voudrait bien se passer, mais qui s'accroche à ses basques sans qu'on essaie de lui rogner les griffes. Les caricaturistes des grands quotidiens le préfèrent désormais aux porcs enfonceant leur groin dans l'auge d'antan. Le régime fiscal britannique, auquel les travaillistes n'ont touché que pour réduire le poids de l'impôt sur le revenu (tout en alourdissant les contributions indirectes, qui frappent riches et pauvres à l'aveugle), y est pour beaucoup. Tous les contribuables du pays sont soumis à la règle des quatre tranches : exonération jusqu'à hauteur de 7 100 euros annuels, 10 % de 7 100 à 9 810 euros, 22 % de 9 810 à 52 410 euros, 40 % au-dessus. Un fat cat ne paiera donc proportionnellement pas plus d'impôt sur le revenu qu'un généraliste ou un cadre de PME.

Le New Labour est farouchement opposé à toute idée de redistribution par le biais de la fiscalité directe. Lorsque le Parti libéral-démocrate suggéra de créer une tranche d'imposition supplémentaire,

qui permettrait le prélèvement de 50 % sur les revenus supérieurs à 145 000 euros annuels, les travaillistes se gaussèrent de la « naïveté » de cette proposition qui, selon eux, « désincentiverait » les entrepreneurs en pénalisant leur réussite. On en est donc resté là. Un ministre ou deux appelèrent à la « retenue » dans la City ; on demanda aux gros matous de ne pas vider la laiterie ; autant demander aux dindes de voter pour Noël, comme on dit outre-Manche. Ce qui était mis en cause n'était pourtant pas le droit d'être récompensé de son labeur ou de son talent, mais d'abuser de ce droit comme cela est devenu, plus qu'une habitude, un *modus operandi*.

Entre 1993 et 2003, les Britanniques pris dans leur ensemble virent leurs revenus augmenter de 45 % en moyenne ; on leur envierait cet accroissement spectaculaire s'il n'avait été surtout alimenté par l'explosion des plus hauts revenus. Pour ceux qui appartiennent à la strate dite « exécutive » de la population active, cette croissance fut de... 288 %, près de cinq fois plus que la moyenne (Étude de la société de consulting Income Data Services, 2003). Le dernier rapport en date de ce même institut (novembre 2005) a fait apparaître que le différentiel entre les revenus des (très) riches et les autres continuait de s'accroître à un rythme toujours plus soutenu : + 18 % en 2004), atteignant des niveaux inégalés dans le reste du monde, à l'exception des États-Unis. Et plus on s'élève dans la hiérarchie des entreprises, plus le contraste s'accroît, à en devenir hallucinant. La rémunération moyenne des directeurs d'entreprises cotées à l'indice Footsie 100 du Stock Exchange a dépassé les 3 millions d'euros annuels pour la première fois de l'histoire en 2005, alors que leurs employés doivent se contenter d'augmentations de salaires indexées sur le taux d'inflation. Le PDG de la banque HSBC se vit attribuer un *pay package* de 54 millions d'euros sur trois ans en 2003, sans oublier des primes annuelles de 3,65 millions d'euros... et la garantie de soins dentaires gratuits pour son épouse et lui-même *ad vitam aeternam*. Sir Martin Sorrell, PDG du groupe de communication WPP, a fait encore mieux : 25 millions d'euros pour la seule année 2004. Un appétit pareil doit user les crocs. Mais le plus rond, le plus gras et le moins complexé de ces gros matous écrase tous les autres : il s'agit de Philip Green, PDG d'Arcadia (l'un des géants de la distribution dans le marché de l'habillement) et intime du prince Albert de Monaco, qui s'est octroyé un dividende de 1,75 milliard d'euros en octobre 2005, alors que le bénéfice d'exploitation de son entreprise ne représentait que le tiers de cette somme fabuleuse... sur laquelle le Trésor public britannique ne percevra pas un penny. M. Green a en effet pris la précaution de faire assumer la propriété du groupe par son épouse, qui a le statut de résidente monégasque, et échappe donc à l'impôt sur le revenu.

La chroniqueuse Polly Toynbee (du quotidien *The Guardian*) a pu parler d'un « pillage » des conseils d'administration, et comparer les salaires effarants que se votent les *fat cats* aux « camions-remorques de Qusay Hussein, bourrés de billets de banque – à cette différence qu'ici tout est fait dans le cadre de la loi ». S'insurger, comme certains petits actionnaires le font maintenant régulièrement, ne sert à rien. Ils n'ont de toute façon qu'un rôle « consultatif » dans les assemblées générales. Le gouvernement de Tony Blair pourrait intervenir, et convaincre les grandes entreprises d'adopter une charte d'autorégulation dans le domaine des rémunérations. Dans son espoir, ou son désespoir, de se faire un ami du grand business, il a choisi de fermer les yeux, de « laisser faire », bien que cet affolement des salaires ait un double impact sur le bien-être du pays. Il contribue d'une part à creuser un peu plus profondément le fossé entre les revenus des deux pôles extrêmes de la société ; de l'autre, il est un facteur plus important qu'il n'y paraît dans le ralentissement des investissements, dont la croissance est depuis 2000 inférieure à ce qu'elle était du temps du Premier Ministre conservateur John Major. Le New Labour se pose ici, comme en tant d'autres domaines, en digne héritier du thatcherisme le plus inflexible dans sa foi en la « main invisible » ; ce n'est plus un retournement de veste — c'est un changement complet de garde-robe.

## Chapitre 5

### Tout doit disparaître !

#### Mort à crédit

Une retraite sans histoire aurait dû attendre Richard Cullen, grand-père de dix petits-enfants. A 65 ans, il ne pourrait plus s'occuper longtemps de son entreprise de mécanique de Trowbridge, dans le comté du Wiltshire ; et il devait aussi songer à son épouse Wendy, en rémission d'un cancer diagnostiqué cinq années plus tôt.

Mais Wendy Cullen devra lutter seule contre la maladie. Le 12 janvier 2005, Richard Cullen périt asphyxié au monoxyde de carbone dans le garage de sa maison, dont il avait soigneusement calfeutré les issues. Le coroner rendit un verdict de suicide ; il aurait aussi bien pu écrire dans son rapport « mort à crédit », voire « assassiné par les prêteurs ». Car on retrouva vingt-deux cartes de crédit dans le portefeuille du suicidé (Le cas de Richard Cullen n'est pas unique. En juillet 2004, Stephen Lewis, 37 ans, père de deux enfants, se donna la mort après avoir emprunté 100 000 euros sur ses dix-neuf cartes de crédit. Trois mois plus tard, Derek Rawson, manutentionnaire de 54 ans, salaire annuel : 25 600 euros, se pendait à son domicile ; il était débiteur de 145 000 euros sur ses seize cartes de crédit. En juillet 2005, une jeune femme de 26 ans, Lisa Taylor, mettait fin à ses jours pour des raisons identiques. Etc. Et combien de noms de ces « morts à crédit » la honte de la faillite a-t-elle fait demeurer inconnus ?) . Le papy comme les autres avait accumulé près de 200 000 euros de dettes en l'espace de six ans — ce dont sa femme, comme on s'en doute, ignorait tout. Il avait succombé à la tentation de l'argent facile avant de succomber tout court, de sa propre main. Il s'était ouvert les veines avec ces rectangles de plastique qui promettent une espèce de bonheur tout de suite et dont les Britanniques sont les plus avides collectionneurs d'Europe. Cent quatre-vingt-dix millions de ces passeports pour la consommation circulent aujourd'hui au Royaume-Uni ; 75 % de leur nombre total sur notre continent ; plus de quatre par adulte ; et Dieu sait qu'ils s'en servent : le nombre annuel de transactions de ce type est passé de 1 400 à près de 2 000 milliards par an entre 2000 et 2004. Voilà deux records de plus pour Albion, mais pas de ceux dont Gordon Brown truffe son discours de présentation du budget.

Ouvrons aussitôt une parenthèse pour le lecteur français, qui ignore sans doute presque tout de ce qu'est une carte de crédit dans le monde anglo-saxon. À la différence de la carte bleue — quelle que soit son estampille —, la carte de crédit telle qu'en usent et en abusent les Britanniques n'est pas seulement un instrument d'achat, qui remplace avantageusement pièces de monnaie, billets et carnets de chèques. Non : elle est avant tout un banquier virtuel, qui consent emprunt sur emprunt sans poser de questions, à des taux usuraires qui font fi de toute logique, hors celle du profit pour qui l'émet. Ses utilisateurs — et c'est là ce qui tua Richard Cullen — ne sont pas tenus de régler leur facture à la fin de chaque mois. Au contraire ! On leur « permet » de n'en honorer que 2 %, une sorte de prime à la (sur)consommation, sans jamais avoir à rembourser l'intégralité de leurs dettes. Quoi de plus facile que de céder à la tentation et d'oublier le coût réel de cet argent qui n'existe que sur les relevés de compte ? D'oublier qu'aux taux d'intérêt pratiqués par Visa, Mastercard et Cie un emprunteur devant 1 500 euros à son créancier mettra dix-huit ans à remettre son compte à zéro, s'il se contente de ne payer que ce qui est exigé de lui ?

Ces taux, disais-je, peuvent être qualifiés d'usuraires : 15,5 % en moyenne, 13 % de plus que le taux d'inflation, 11 % de plus que le taux de base de la Banque d'Angleterre. Notez bien que les banques et autres organismes financiers qui émettent les cartes de crédit sont des anges, des parangons de réserve et de vertu comparés à ces chaînes de magasins grands et petits qui, toutes, proposent des store cards (cartes d'achat) conçues non pour fidéliser leurs clients mais pour faire gonfler leurs marges. On s'en sert comme de cartes de crédit ordinaires, à cette différence que les store cards ne permettent

pas de conclure une transaction dans un environnement autre que le magasin lui-même. Leurs taux d'intérêt ? 30 % annuels en moyenne. La commission de Contrôle de la concurrence a établi que la réticence (ou l'incapacité) des débiteurs à régler l'intégralité de leurs factures permettait à l'industrie des store cards de dégager un bénéfice annuel de 390 millions d'euros, intégralement généré par les 3,6 milliards d'euros de dettes consentis de la sorte. Et cela, pour des bouts de plastique qui n'ont d'autre « avantage » que de déréaliser l'achat, de rendre la transaction aussi indolore qu'il est possible de le faire pour le consommateur aveuglé par le désir d'acheter. Au vu du comportement des

Britanniques, ces taux d'intérêt, usuraires sans le moindre doute, ne sont pas rédhitoires pour autant. Les trois quarts des habitants de Grande-Bretagne vivent dans le rouge permanent, inconscients semble-t-il des dangers qui guettent leur équilibre financier. Les banques exploitent sans vergogne cette ignorance. Chaque année, rien qu'entre septembre et novembre, à l'approche de la curée de Noël et des soldes de janvier, elles envoient plus de cent millions de formulaires préagrés à leurs clients, sans que ceux-ci les aient sollicités. Une enquête de uSwitch.com, menée au début de 2006 auprès de deux mille particuliers, a révélé que l'on avait accordé des cartes de crédit à 88 % d'entre eux sans qu'il leur ait été demandé de fournir la moindre justification de revenus. L'un de ces particuliers, dont le salaire n'atteignait pas 15 000 euros, se vit proposer un plafond de 17 400 euros ; l'aurait-il accepté, et en aurait-il usé, qu'il se serait retrouvé à payer le tiers de son revenu rien que pour honorer les remboursements mensuels minimum, pendant... vingt-huit ans, engraisant son banquier de 12 500 euros d'intérêts au passage. Quoi d'étonnant à ce que la presse britannique ait rebaptisé Christmas Stressmas ? Six mois après la Nativité, un Anglais sur cinq en est toujours à payer pour son orgie saisonnière. J'ajouterai un détail macabre : onze mois après le suicide de Richard Cullen, son épouse Wendy recevait encore de ces « offres garanties » établies au nom du défunt. Cochez quelques cases, apposez votre signature sur ces formulaires, comme le suicidé de Trowbridge l'avait fait à vingt-deux reprises sans que quiconque s'en émeuve, et vous recevrez une carte de plus. Qu'importe qu'on paie si cher la corde avec laquelle se pendre ; on se dirige vers la potence le sourire aux lèvres, les bras encombrés de paquets.

## Chaque jour, cent soixante-dix faillites de plus

Le gouvernement ? Le gouvernement ne fait rien. Le bon sens, autant que la sympathie envers la détresse des endettés, voudrait qu'on s'interroge à nouveau sur le bien-fondé du Consumer Act de 1974, voté alors que le taux d'inflation avait passé la barre des 20 % annuels. Cette loi avait fait sauter le plafond imposé aux prêteurs, de nouveau libres de fixer leurs taux d'intérêt comme bon leur semblait. Or ces prêteurs opèrent toujours dans le même cadre réglementaire ; le New Labour est fidèle à lui-même : seul le marché est censé servir de garde-fou, ou plutôt de garde fous, et tempérer les excès des bailleurs de fonds par le jeu de l'offre et de la demande. Et ce marché joue son rôle à la perfection – pour autant qu'on soit du bon côté de la vitre. Les travaillistes se verraient mal pénaliser des institutions financières dont dépend la « prospérité » de la nation en exigeant qu'elles modèrent leur appétit. Tant pis pour l'emprunteur, qui reçoit une éducation rude, mais bénéfique, sur les effets secondaires de cette « prospérité ».

L'emprunteur, qui a mis le petit doigt dans l'engrenage du crédit facile, est alors encouragé à passer la main, le poignet, le bras tout entier dans le hachoir. Spend, spend, spend... acheter, acheter, acheter – oublier. Atteint-il le plafond du crédit dont il dispose sur l'une de ses cartes ? Pas d'autre punition qu'une proposition de rehaussement de ce plafond. Plutôt fourmi que cigale par nature, j'ai vu – sans l'avoir jamais requis moi-même – le plafond de ma Mastercard passer ainsi de 1 500 à 15 000 euros en l'espace d'une décennie. No questions asked. Je ne devais pas assez dépenser aux yeux de mon banquier. Heureusement pour celui-ci et ses confrères, tous les Britanniques ne sont pas nés fils de paysans. En octobre 2005, leurs arriérés se montaient à 81 milliards d'euros ; je dois insister : uniquement sur les cartes de crédit, ce qui ne saurait étonner lorsqu'on sait que chaque mois 25 milliards s'ajoutent au solde débiteur de leurs utilisateurs, qui n'ont tout simplement pas les moyens d'honorer pareille dépense. On s'habitue si facilement à l'ivresse d'acheter sans payer – enfin, sans payer

maintenant. Pour certains économistes néolibéraux, affriolés par l'idée d'une croissance qui ne s'épuise jamais, ballon gonflé à l'hélium qu'aucune aiguille ne peut percer, c'est là le signe d'un peuple qui, confusément peut-être, a assimilé cette « vérité » du marché : consommer, c'est croire en demain, c'est participer pleinement à l'expansion ; c'est comprendre, confusément sans doute, qu'on ne court pas à sa perte, mais à sa sauvegarde quand on fuit en avant.

Allez donc dire cela à Wendy Cullen. Allez dire cela aux faillis sans cesse plus nombreux qui tombent sur le bord de la route, en se demandant comment ils ont pu être assez naïfs pour en arriver là. Chaque jour, cent soixante-dix Britanniques doivent se déclarer « en faillite », soit soixante mille individus rien qu'en cette belle année 2005, qui vit le Stock Exchange faire un bond de 17 %, et la Royal Bank of Scotland annoncer qu'elle avait établi un nouveau record des bénéfices (11,7 milliards d'euros pour une capitalisation de 72,5 milliards. Record depuis battu par HSBC, qui a dégagé un bénéfice de 16,7 milliards d'euros pendant l'exercice 2004-2005) . Et le rythme de ces tragédies personnelles continue de s'accélérer. Rien qu'entre juin et septembre 2005, le cortège des faillis a grossi de 17 562 victimes supplémentaires ; + 46 % par rapport à la même période en 2004 ; + 100 % depuis 2002 ; + 250 % depuis la glorieuse année 1997. Et l'on ne va pas s'arrêter en si bon chemin. Selon une estimation du géant de la comptabilité Grant Thornton, le premier trimestre 2006 a vu 20 000 faillites personnelles de plus, un chiffre sans précédent depuis que pareilles statistiques peuvent être compilées de manière fiable, c'est-à-dire depuis 1960.

## Une nation d'oniomanes

Loin d'être les consommateurs « confiants » et « dynamiques » chers à l'épinalerie néolibérale, les Britanniques ont l'innocence de rosières quand il s'agit de leurs finances personnelles. Ils ignorent quasiment tout du *modus operandi* du système qui les étouffe. Une enquête de l'institut de sondage MORT menée en 2005 a entrepris de mesurer cette incompréhension, avec des résultats qui ne surprendront pas quiconque aura lu les chapitres que je consacre au système éducatif du Royaume-Uni (Voir « Éducation, éducation, éducation » — I, II et III), en situation d'échec chronique quand il s'agit d'équiper les travailleurs de demain des connaissances en anglais et en algèbre qui leur donneraient les moyens d'être les auteurs de leurs vies, pas seulement l'ordinaire d'un système économique glouton. Un adulte sur cinq est incapable de donner un semblant de définition au mot « inflation » ; plus de deux sur trois ne peuvent calculer le montant des intérêts qu'ils devraient payer sur un prêt de 3 000 euros à 4 % sur trois ans. Ils s'endettent sans le savoir — et ne s'en rendent compte que trop tard ; et quand il est trop tard, honteux, ils font le gros dos.

Les socio-psychologues ont donné un nom à cette frénésie de la consommation à crédit : l'oniomanie. Un oniomane achète ce dont il n'a pas besoin, obéit à une impulsion sans s'interroger sur les conséquences ; c'est un junkie, un accro, qui entre dans un magasin comme on va voir son dealer. Le junkie vole pour assouvir son manque — l'oniomane emprunte. Dans le cas du Royaume-Uni, c'est une nation tout entière qui est devenue oniomane. C'est ainsi qu'on entretient l'illusion de la prospérité, pour le plus grand bonheur de qui cultive cette folie, les banques pour les particuliers, les partenaires privés pour l'État. Le premier contrepoids du balancier économique britannique est sa réinvention en puissance postindustrielle, en centre de services global ; le second est le flot consumériste qui irrigue son marché intérieur. L'un ne peut aller sans l'autre. Comme dans l'île de Ruach imaginée par Rabelais, on se nourrit de vent, d'un vent mauvais qui, à force de gonfler les voiles, finira bien par faire craquer les haubans. Les chiffres sont effarants, hallucinants, proprement incroyables — choisissez votre épithète, le piège de l'hyperbole ne vous guette pas. Car je suis entré dans la description de cette démente collective à pas de loup. La prolifération des cartes de crédit ne m'a servi que d'amuse-gueule, de mise en bouche pour ce qui suit.

L'endettement personnel des Britanniques a dépassé 1,6 trillion d'euros en juillet 2005 — plus du double de ce qu'il était lorsque le New Labour prit le pouvoir.

Écrivons en chiffres cette somme faramineuse : 1 600 000 000 000 euros.

L'équivalent du PIB cumulé des cent cinquante-cinq pays les plus pauvres du monde.

## Une catastrophe qui n'intéresse personne

Seuls les Pays-Bas, en Europe, jouent ainsi leur avenir à crédit. Les banques, je l'ai dit, cultivent cette aliénation oniomane. Pourquoi se gêner ? Rien de plus légal. Il faudrait que les soixante millions de Britanniques versent l'intégralité de leurs revenus pendant un an et demi pour éponger leur dette personnelle, qui s'est accrue de 11,7 % rien qu'en 2004 – la progression la plus forte qu'on ait enregistrée depuis la création de la Banque d'Angleterre en 1694. Chaque foyer du Royaume-Uni doit 66 000 euros en moyenne, qui à une institution bancaire, qui à un bailleur de crédit. Le découvert de chaque adulte – prenant en compte prêts non sécurisés et factures de cartes de crédit – se monte à plus de 6 000 euros, 2 700 de plus qu'il y a cinq ans. Mais le plus extraordinaire n'est pas cette litanie de statistiques – le plus extraordinaire est que cette apocalypse au quotidien, ce meltdown financier dont les effets se font déjà sentir, comme on l'a vu, n'ont semblé mériter jusqu'à présent que quelques entrefilets dans les pages « affaires » des quotidiens, et sont systématiquement ignorés par les admirateurs du libéralisme intégral embrassé par l'administration de Tony Blair. Ceux-là préfèrent s'attarder sur le plein emploi (tout relatif), le taux de croissance (chancelant) et l'inflation « contrôlée » (par qui ?) qui font de la Grande-Bretagne un exemple à suivre pour le reste de l'Europe. Ce qu'à Dieu ne plaise.

Vicky Redwood, une économiste de la société de consulting londonienne Capital Economics, illustre cette spirale de l'endettement par une autre statistique : « Les gens paient l'équivalent de 20 % de leurs revenus aliénables rien qu'en intérêts et en remboursement de prêts ; on n'avait pas vu cela depuis la récession du début des années 90. » Mais il en faudrait plus pour décourager les oniomanes britanniques, qui peuvent toujours se sortir de leurs difficultés – en empruntant encore plus. Et quand cela ne suffit plus, en allant voir leur banquier, lequel leur proposera un « refinancement » de leurs dettes. On estime qu'un tiers des prêts consentis par les banques britanniques en 2005 auront été accordés pour cette raison, représentant un alourdissement de la dette de 18 milliards d'euros pour leurs clients.

Le coût social de cet étranglement financier n'a pas encore été pleinement mesuré, quoique les analystes aient tous les indicateurs à leur disposition. La différence culturelle anglo-saxonne explique en partie pourquoi, mais en partie seulement. Dans un pays où l'ambition de tous semble être de posséder son home à soi, et où le coût du logement locatif est tel qu'emprunter pour acheter est un must (Prix moyen d'une maison dans le Grand Londres : 390 000 euros (mai 2005) . A comparer avec le prix moyen d'une maison en Île-de-France : 254 000 euros en grande couronne, 214 000 en petite couronne. Le loyer moyen pour une maison du Grand Londres est de 4 000 euros mensuels), la devise « qui paie ses dettes s'enrichit » n'a pas d'équivalent dans le dictionnaire des proverbes et dictons populaires de la langue anglaise. On vit avec, on fait avec ce qui n'est pas perçu comme un facteur d'insécurité, mais un passage obligé pour quiconque n'a pas hérité d'un domaine dans les Home Counties ou d'une maison de ville à Mayfair. La situation chaotique du système de retraite britannique – l'un des moins généreux et des plus risqués d'Europe (La « pension d'État », financée par les cotisations versées au titre de l'« assurance nationale », n'est que de 6 360 euros annuels — maximum — pour une personne vivant seule, et de 10 165 euros pour un couple. Selon la Convention nationale des retraités (NPC), un retraité britannique sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. Le concept de mutuelle étant quasiment ignoré dans le monde anglo-saxon, la minorité de particuliers (40 %) qui essaie d'épargner est contrainte de s'engager dans des plans de retraite gérés par des institutions privées, lesquels, pratiquement sans exception, consistent en des portefeuilles d'actions soumises aux aléas du Stock Exchange) – pousse de plus en plus de membres de la middle class à se transformer en spéculateurs pour assurer le confort de leurs vieux jours : ce qu'on appelle le buy-to-let – « acheter pour louer » – outre-Manche. Déjà grevés pour vingt, trente, voire quarante ans par un mortgage (prêt hypothécaire) sur leur domicile, ces néospéculateurs se servent de leur bien pour garantir un second prêt, lequel leur permet alors d'acquérir une autre propriété. Celle-ci, une fois louée, financera les

remboursements du nouveau mortgage, pour être mise sur le marché lorsque l'intéressé aura atteint l'âge de la retraite. Richard, un concepteur Web de 35 ans, m'a expliqué comment il en était venu à faire ce choix : « Mon salaire est OK [45 000 euros annuels] , mais, même avec celui de ma copine, nous ne pourrions jamais économiser assez pour nous garantir une retraite correcte. Autant placer mon argent dans quelque chose de solide. » Solide ? Vraiment ? Qu'advierait-il, lui demandai-je, si le marché de l'immobilier venait à implorer, comme on le prédit depuis si longtemps ? Richard haussa les épaules. « De toute façon, nous n'avons pas vraiment le choix. Tu as vu ce que rapportent les plans de retraite ? Des cacahuètes. » Il n'est pas le seul à penser ainsi – et donc à emprunter, encore et toujours plus, pour « s'enrichir ». Selon une étude que vient de publier la compagnie d'assurances Prudential, 18 millions (vous avez bien lu : millions) de Britanniques songeraient à imiter Richard et à faire du toit qui leur a tant coûté le bas de laine de leur vieillesse. L'absurdité de la situation – comment diable tous ces logements pourraient-ils trouver acheteur ou locataire ? – devrait sauter aux yeux de tous ; le marché de l'immobilier, veau d'or autant que vache à lait, ne peut constituer une panacée. Mais la foi rend aveugle.

## **Que les pauvres paient !**

Qu'on n'imagine pas que ces Pangloss sont les plus menacés d'être engloutis dans le tourbillon de l'endettement. Ceux-là font partie des privilégiés. Les vraies victimes sont à chercher ailleurs, parmi ces Britanniques qu'on qualifie d'« exclus financiers », ces naufragés qui s'accrochent aux bouées lancées par une nouvelle génération de loan sharks – de « requins prêteurs » –, lesquels, bien souvent, ne sont que ces mêmes banques qui leur refusent toute assistance, pour leur « venir en aide » par le truchement de sociétés paravents. C'est ainsi que, en 2003, HSBC prit le contrôle des deux cents succursales britanniques de deux usuriers notoires, HFC Bank et Beneficial, jusque-là sous le contrôle du géant américain Household International. Ni sa réputation, ni le cours de ses actions n'en souffrirent, et pour cause. A elle seule, HSBC dégage plus d'un tiers du bénéfice cumulé des banques britanniques, lequel a atteint 50 milliards d'euros en 2004-2005.

Quatre cent cinquante mille millionnaires, en livres sterling s'il vous plaît, vivent aujourd'hui au Royaume-Uni, deux fois plus qu'en 2001. Mais aussi treize millions de pauvres. Et, parmi ces treize millions, huit incapables d'offrir les garanties dont les grandes banques ont besoin pour donner leur accord à l'ouverture d'un compte, ou pour la cession d'un prêt. Dieu sait pourtant que ces banques ne sont guère regardantes. Mais l'on peut descendre encore plus bas dans cette échelle de la misère ; quand on n'a même pas les moyens de quémander un sou auprès de HFC et Cie, auprès de cette nouvelle race d'usuriers qui a vu le jour aux États-Unis, on fait appel à l'ancienne, à ces criminels en costume-cravate qui proposent leurs services de porte à porte, les doorstep lenders, ou spécialistes du home credit. Peut-être devrais-je ajouter que ces criminels n'ont rien à craindre de la justice ; c'est moi qui les nomme ainsi ; et l'on verra sans peine pourquoi.

Une association qui a pour vocation de faciliter l'accès à un logement, la Housing Corporation, s'est penchée sur le cas de quelque 570 000 familles d'« exclus financiers » qui, rien qu'en décembre 2005, se sont endettées de 198 euros par enfant en moyenne. Elles ont été chercher cet argent auprès de ces vautours déguisés en Pères Noël ; en moyenne, elles devront le rembourser sur vingt-trois semaines, à un taux de... 497 %. Certaines firmes de home credit font payer jusqu'à 900 % à leurs « clients ». Car il ne s'agit pas de voyous tels que celui décrit dans le film déchirant de Ken Loach, Raining Stones, mais de plusieurs centaines de sociétés établies au grand jour qui se partagent un marché de 2,9 milliards d'euros annuels. Ce marché a son géant, Provident Financial, qui en contrôle près de la moitié, soit plus de 2 millions de clients, et a dégagé un bénéfice avant impôts de 120 millions d'euros sur les six premiers mois de l'année 2005. La lutte contre la pauvreté dont Tony Blair a fait une priorité, à en croire ses discours, ne peut être une lutte contre le business, fût-il de l'espèce la plus exécrationnelle.

## Épargner ? Pour quoi faire ?

Mais que faire quand on est désespéré, et qu'on vit dans une société où être, c'est consommer ? On paie, enfin, on essaie de payer. Un tiers des contribuables du Royaume-Uni ne planifie aucune de ses dépenses, ce qui a fait dire à Ray Greenshields, directeur exécutif du service clientèle de la banque Barclays : « Nous ne sommes pas une nation qui prend ses décisions à l'avance. Un tiers d'entre nous ne prévoyons même pas où nous allons passer nos vacances. » La légèreté du commentaire pourrait choquer, au vu de l'apocalypse qui menace les clients de M. Greenshields ; mais les Britanniques, tout à leur carpe diem collectif, sont doux comme des agneaux, et aussi faciles à tondre. On ne se révolte pas quand on est à ce point ignorant de la gravité de sa situation : entre 1974 et 2004, vingt-neuf actions en justice seulement ont été intentées au Royaume-Uni par des particuliers contre leurs créanciers usuraires. Et, dans vingt-sept de ces cas, les plaignants ont été déboutés...

De temps à autre, avant une élection, par exemple, les gouvernements successifs promettent de réformer un système de crédit dont les effets devraient engendrer la panique, mais ne suscitent en fait qu'un vague malaise, oublié aussitôt qu'on sort l'une de ses cartes de plastique. Cinquante-deux pour cent des foyers britanniques ne font même plus l'effort d'épargner le moindre penny. En 1995, les ménages épargnaient encore 10 % de leurs revenus ; en 2004, ce n'était plus que 4,4 % qu'ils mettaient de côté. Dire qu'il est des économistes français qui tancent leurs compatriotes, trop « frileux » à leurs yeux ! S'ils dépensaient plus, disent ces experts, ils pourraient donner à l'économie de la république le coup de fouet dont elle a désespérément besoin. Tant pis si le fouet fait s'emballer les chevaux – tant pis s'il fait verser la voiture – ou la fait s'écraser contre un mur. L'hédonisme financier des Britanniques ne saurait être une preuve de maturité quand il conduit à l'exclusion, à la ruine, au désespoir. Je n'emploie pas ces mots à la légère. Lors des trois premiers mois de 2005, vingt-six mille familles britanniques ont perdu le logement dont elles se croyaient propriétaires pour avoir trop emprunté et avoir offert leur maison ou leur appartement en garantie. Quelques insensés espèrent aujourd'hui introduire ce système en France ; mais permettre ces acrobaties financières, ce n'est pas donner un plus de liberté à des particuliers responsables ; c'est fragiliser davantage ceux qui sont déjà les plus fragiles. Qu'ils viennent en Angleterre, ces réformateurs – et pas seulement pour dîner chez Gordon Ramsay, ou remplir leurs paniers de darjeeling chez Fortnum & Mason –, et qu'ils voient le poison qu'on autorise à s'épancher au nom de la liberté.

Ceux qui saluent la progression, inéluctable semble-t-il, de l'endettement personnel, « facteur de croissance et générateur d'emplois », comme l'a dit Eamonn Rice, chef des services financiers de la firme comptable Ernst & Young, assoient leur optimisme sur une foi béate et sur la conviction que ce gouffre où les Britanniques tombent en chantant n'a pas de fond. Faux. Et ce sont les plus légers des voltigeurs qui s'y écrasent les premiers ; certains ne perdent que leur toit ; d'autres, la vie.

Emprunter est tellement plus facile, plus « sexy », et, surtout, plus rentable – pour la City. La Royal Bank of Scotland, numéro deux des banques britanniques, a vu ses bénéfices passer de 3,35 à 6,35 milliards d'euros de 2003 à 2004, douze mois pendant lesquels le volume de ses prêts à des particuliers a progressé de 20 %. Emprunter est une solution, la solution, y compris lorsqu'on a 18 ans, pas un sou, et qu'on s'apprête à entrer à l'université. On estime que tout étudiant parvenu au terme de sa licence aura accumulé 30 000 euros de dettes avant d'avoir touché son premier salaire. L'université prépare bien à la vie outre-Manche – mais pas de la manière que l'on souhaiterait nécessairement. Les rares Cassandra qui trouvent le courage de crier « casse-cou » (comme le Parti libéraldémocrate, bien isolé sur ce thème comme sur d'autres dans la classe politique) se font rappeler à l'ordre par des « experts » qui, armés de graphiques, assurent que la valorisation constante du marché du logement – seul garant de la viabilité du système – suffit, à elle seule, à assurer son bon fonctionnement. La courbe, il est vrai, est impressionnante (+ 12 % en 2004), aussi impressionnante, en fait, que celle de la température d'un malade souffrant de fièvre quarte. Car le Royaume-Uni est malade. Espérons qu'il ne subira pas le sort de ce patient du mesmérisme Delon qui, comme s'en souvint Chamfort, « était mort guéri ».

## Chapitre 6

### Le « contrat faustien » des partenariats public-privé

*« Permettez-moi de dire dès l'abord que les partenariats entre les secteurs public et privé sont une pierre angulaire du programme gouvernemental de modernisation de la Grande-Bretagne. Ils sont au coeur de notre effort de modernisation de nos services publics clés. De tels partenariats sont en place et y resteront. »*

*Alan Milburn, alors ministre de la Santé, 1999.*

Merci à Alan Milburn de m'offrir une excuse parfaite pour composer mon menu « services publics » en commençant par l'un des plats les plus indigestes que j'ai à vous offrir. Vous voilà prévenus. Mais comment faire autrement, quand l'un des hommes qui ont le plus contribué à transformer le New Labour, et à façonner ce modèle britannique qui séduit tant de Français, parle d'« une pierre angulaire du programme gouvernemental de modernisation de la Grande-Bretagne » ? Pierre angulaire – et quasi-panacée, tant cette recette (« et maintenant, ajoutez une grosse pincée de privé... ») est servie et resservie à toutes les sauces par l'administration travailliste. C'est l'une des « évidences » qui lui sont le plus chères ; le désengagement de l'État est une « bonne chose » ; l'État ne peut se désengager que si le secteur privé, auquel on adjoind désormais les organisations caritatives, joue à fond son rôle de partenaire dans la délivrance des services publics ; le recours au privé est donc en soi une « bonne chose ». Logique. Quiconque remet en doute cette « évidence » pourrait aussi bien prétendre que la terre est plate, un fou au service des « forces du conservatisme », le Grand Bouc en personne dans la démonologie du New Labour.

Comme les temps ont changé... Sept années seulement avant qu'Alan Milburn n'appose son sceau sur le contrat de mariage entre les services publics et les capitaux privés, un tollé général s'était élevé des bancs travaillistes lorsque le chancelier de l'Échiquier conservateur Norman Lamont (de l'avis de tous le plus falot, le plus insignifiant des chanceliers de l'après-guerre) avait annoncé la création d'une nouvelle forme de partenariat public-privé, ou PPP : les PFI, acronyme de private finance initiative, soit « initiatives de financement privé ». Voici comment l'Institute for Public Policy définissait un PPP en 2002 : « une relation de partage des risques entre les secteurs public et privé, fondée sur une aspiration commune, l'obtention d'un résultat désiré dans la sphère de la politique publique ». Les PFI de Norman Lamont étaient donc le premier avatar des PPP ; elles devaient permettre au gouvernement de faire assumer à des investisseurs privés le coût de la création, du développement et de la maintenance de nouvelles infrastructures, dans des domaines aussi variés que les transports, la santé ou la défense. C'était autant d'argent que le Trésor public n'aurait pas à déboursier, et ne piocherait donc pas dans les poches des contribuables, en théorie tout du moins. En contrepartie, l'État s'engageait à accorder aux opérateurs privés qui s'étaient substitués à lui des concessions de longue durée – vingt, vingt-cinq ou trente ans – et à les payer en fonction de la qualité de leur performance. Il s'agissait d'une extension somme toute naturelle du gigantesque programme de privatisation initié par les gouvernements successifs de Margaret Thatcher et de John Major ; on achetait maintenant, avec l'argent des autres ; on paierait bien, mais plus tard. Les Britanniques ont adopté ce principe depuis longtemps dans la gestion de leurs ressources individuelles ; le New Labour, passé de l'opposition au pouvoir, le fit sien avec un enthousiasme qui en dérouta quelques-uns, mais à tort. Il aurait pourtant dû être clair que les travaillistes emmenés par Tony Blair, dans leur désir de dépasser la bipolarisation gauche-droite en politique, devaient pour cela effacer de leur tableau noir cette double équation : nationalisation = appropriation légitime par la nation ; privatisation = attaque sur son patrimoine. Comment mieux le faire qu'en mettant fin à la bipolarisation public-privé dans la gestion des services publics ?

Les réformes thatchériennes avaient débouché sur une altération de la topographie de l'État par la transmission de l'exécution de services publics au secteur privé, que le politologue Rod Rhodes avait qualifiée d'« évidence de l'État » dès 1994, et qu'on résume parfois ainsi : un passage du « gouvernement » à la « gouvernance ». Cette opacité croissante des relations entre l'un et l'autre monde n'avait pas facilité la tâche des pouvoirs publics, bien au contraire. Sir Richard Wilson, grand manitou de la fonction publique entre 1998 et 2002, le reconnut à son départ de Whitehall : « Je ne prétendrais pas, dit-il, que la façon dont nous avons mis en pratique toutes ces réformes était un exemple à suivre. Elle manquait d'une vision d'ensemble, et souffrait d'un déficit de planning stratégique. » Pourquoi donc ? Parce que le temps manquait. L'administration travailliste fraîchement élue était confrontée à une opinion publique qui, bien qu'impatient de voir les services publics sortir du pourrissement dans lequel les avait enfoncés le néo-conservatisme thatchérien, s'imaginait mal y contribuer par un alourdissement de ses impôts. Une fois installé au pouvoir, le New Labour ne pouvait plus se cacher derrière son indignation face au « vandalisme » des privatisations conservatrices, qu'elle fût sincère ou non. La solution du « managérisme » avait donc un pouvoir d'attraction irrésistible. N'oublions pas que le consulting vivait alors son âge d'or. En rejetant le fondamentalisme — perçu — de ses incarnations antérieures, en adoptant les méthodes de management des entreprises privées dans le système d'exécution des services publics, sans autre a priori que l'impératif de l'efficacité, le travaillisme pouvait éviter ce double écueil : l'individualisme forcené du thatchérisme, d'une part ; le monolithisme apathique de l'État-providence, de l'autre. Le « réalisme », aussi bien politique qu'économique, lui imposait ce choix : il n'y aurait pas d'autre voie que la « troisième », une social-démocratie qui « rejette à la fois la dépendance vis-à-vis du marché propre à l'impulsion néolibérale du gouvernement conservateur précédent et les décisions centralisées de la social-démocratie traditionnelle. En leur lieu et place, elle [ la « troisième voie » ] se positionne par une approche fondée sur la notion de partenariat (J. Broadbent, A. Gray et P. Jackson, *Public Money & Management*, Blackwell Publishers Journal, 2003.) ».

So far, so good. Plutôt que de faire s'asseoir public et privé comme deux boxeurs sur leurs tabourets de ring, le gouvernement-gouvernail allait les engager mutuellement, au service de la nation. On allait instaurer entre eux une relation contractuelle — mais aussi conflictuelle, dans la mesure où ces services publics incapables de justifier leur financement par la qualité de leurs performances seraient mis en concurrence avec des prestataires privés. Voilà pour la mystique de la « troisième voie ».

Ce chambardement de l'idéologie travailliste se manifesta sotto voce pour commencer, quelques jours seulement après que l'électorat britannique eut administré la plus belle fessée de son histoire parlementaire au Parti conservateur ; les travaillistes disposaient désormais d'une majorité de cent soixante-dix-neuf députés, une marge record qui, croyait-on, permettrait à la première administration de Tony Blair d'engager un programme de réforme sans équivalent depuis la quasi-révolution du gouvernement Attlee, porté au pouvoir dans l'euphorie de la victoire sur l'Allemagne nazie. Et, curieusement, ce n'était ni sur le terrain du système de santé publique (à genoux) ni sur celui des transports en commun (à terre) qu'on sentirait ce premier frémissement, ce premier signe de la « dérive » du Labour vers le néolibéralisme... mais dans les prisons. Ne croyez pas que j'ouvre seulement une parenthèse à ce sujet. Le non-économiste que je suis avait besoin de mordre dans un exemple aussi juteux que possible pour comprendre comment le champignon du privé se greffait sur la souche du public. Il se trouva qu'un ami journaliste attira mon attention sur une étude du Prison Reform Trust au cours de mes recherches ; lorsque j'eus fini de le lire — eureka —, j'eus le sentiment de m'être aventuré dans un sous-bois tapissé de girolles. Voici ce que je ramenai dans mon panier.

## Un cas type : la privatisation du système carcéral

Le 8 mai 1997, une semaine exactement après la clôture d'un scrutin immédiatement qualifié d'« historique », le nouveau ministre de l'Intérieur Jack Straw prononça une brève allocution dans laquelle on voulut reconnaître une preuve du « réalisme politique » des nouveaux maîtres du Royaume-Uni ; c'était en partie exact — mais en partie seulement ; on ignorait encore que Straw n'avait récité que

la première ligne de l'Évangile selon saint Tony. « Si la seule façon d'obtenir rapidement plus de places dans nos prisons est de signer ces contrats, alors je les signerai », dit-il. Straw se référait aux contrats de PFI étudiés par les conservateurs depuis 1993, qui prévoyaient que toutes les nouvelles prisons construites sur le sol britannique seraient financées, et gérées, par des consortiums privés. Ce qui avait fait monter Tony Blair sur ses grands chevaux à l'époque, comme vous allez le voir.

Straw et ceux qui lui succédèrent à la tête du Home Office (ministère de l'Intérieur) surent se montrer fidèles à cette promesse ; tous ces contrats furent honorés. Mieux, d'autres furent négociés et signés, et neuf nouvelles « prisons privées » ouvrirent leurs portes (pardon) entre 1997 et 2005. Pourtant, en 1993, du temps où il avait le portefeuille de l'Intérieur dans le cabinet fantôme, Tony Blair s'était écrié depuis son banc de la Chambre des communes : « Ces personnes qui sont condamnées à l'emprisonnement par l'État doivent être privées de leur liberté et gardées sous clé [sic] par ceux et celles qui répondent [de leurs actions] devant l'État, et seulement devant l'État. » Une erreur de jeunesse, sans doute, à ranger aux côtés de quelques autres dont le jeune avocat d'Édimbourg, alors militant antinucléaire et partisan du retrait de la CEE, s'était rendu coupable lorsque nul ne lui donnait la moindre chance de devenir Premier Ministre. Seuls les imbéciles ne changent jamais d'avis. Le mystère est ailleurs : le New Labour choisit d'ignorer les mises en garde exprimées dès 1996 par les services d'inspection des prisons qui, après avoir « évalué » l'établissement pénitentiaire de Wolds, confié au géant de la sécurité Falck A/S depuis 1992 (Falck A/S, désormais associé à la société Group 4, est le second pourvoyeur de services de sécurité au monde. Le groupe (qui opère depuis le Danemark) emploie 230 000 personnes dans plus de 85 pays, et a un chiffre d'affaires qui avoisine les 4 milliards d'euros), concluaient ainsi leur rapport : « Des résultats similaires, et, de l'avis de certains, de meilleurs résultats, ont été obtenus dans certaines nouvelles prisons du secteur public, ce qui montre que le secteur privé ne peut affirmer que lui seul possède les capacités d'innovation et de gestion imaginative capables de fournir un service de haute qualité. » Le gouvernement travailliste passa outre aux réserves des hauts fonctionnaires, tout comme il choisit d'ignorer les protestations des syndicats de gardiens de prison, qui, les premiers, se posèrent la question : qu'est-ce qui compte le plus pour un opérateur privé, la sécurité ou la recherche du profit ?

Mais Tony Blair et son cabinet avaient une autre priorité ; ils se voulaient « tough on crime, tough on the causes of crime » (« sévères avec les criminels, sévères avec les causes de la criminalité »). On ne doit jamais oublier que l'inflexibilité du New Labour était inextricablement liée à sa peur de « perdre » cette frange de l'électorat conservateur qu'il était parvenu à attirer à lui, et auquel il devait sa victoire. Punir les délinquants – voilà une cause populaire – voilà de quoi retenir quelques votes de plus pour les élections à venir. La croisade du pouvoir travailliste contre les criminels de tout poil s'inspirait d'ailleurs largement de la « tolérance zéro » chère à Bill Clinton et à Rudy Giuliani ; ce principe ne les avait-il pas admirablement servis ? Le New Labour, parti de la loi et de l'ordre, savait que cette croisade recevrait le soutien de ces Britanniques dont le sentiment d'insécurité s'accroît (suggèrent les sondages) proportionnellement au nombre de « criminels » qu'on embastille pour les rassurer. On avait si longtemps accroché la casserole du « laxisme » à la queue du Labour en matière de lutte contre la criminalité que son incarnation blairiste n'eut de cesse de prouver que, nom de nom, si on voulait un « dur » au pouvoir, Blair serait celui-là.

## **Dieu sait qu'il l'a prouvé depuis qu'il contrôle le pays.**

La population carcérale du Royaume-Uni est passée de 61 114 à 77 388 prisonniers entre juin 1997 et août 2005, et rien n'indique que cette tendance s'infléchira dans les années à venir, bien au contraire : on devrait passer la barre des 90 000 détenus d'ici à 2010, à en croire les projections du Home Office. L'emprisonnement est devenu la solution de choix des magistrats britanniques, quoique le nombre de condamnations ait en fait baissé de plus de 10 % au cours de la dernière décennie. En conséquence, la Grande-Bretagne détient désormais le record d'Europe du nombre de prisonniers par habitant, loin, très loin devant la France, par exemple (La population carcérale française est proportionnellement inférieure de 63 % à celle du Royaume-Uni (étude comparative du National

Offender Management Service, 2005)). Malheureusement, cette réussite se paie, et fort cher ; l'appareil répressif est des plus coûteux à faire fonctionner ; rien qu'en 2004 l'État y a englouti 3,6 milliards d'euros. On comprend l'attrait que l'appel au privé peut exercer sur un gouvernement qui craint autant de « gaspiller » les deniers publics que d'effaroucher cette « petite Angleterre » qui a voté pour lui, et qui voit en tout adolescent traînant dans la rue un agresseur ou un vandale en puissance. Il doit présenter l'image d'un pouvoir qui n'a pas peur de punir, tout en tâchant de combler le trou que punir creuse dans son budget. Par chance, le privé peut venir à la rescousse, et prendre en charge les investissements colossaux requis par l'établissement de nouvelles institutions pénitentiaires. Abracadabra ! Nous sommes sauvés !

## A qui profite le crime ?

Les sauveurs, les voici. Quatre consortiums se partagent aujourd'hui la charge de veiller sur le secteur privé de l'industrie carcérale du Royaume-Uni : Securicor, Falck A/S, UKDS et Premier Custodial Group, leader de ce marché tant du point de vue du nombre de prisons administrées par ses soins (cinq) que de celui du nombre de détenus qu'il supervise (deux mille huit cent deux, selon le dernier rapport en date du Prison Reform Trust, publié en janvier 2005) . Premier, un conglomérat anglo-américain en activité depuis 1992, fut racheté 70 millions d'euros par le groupe Serco, géant de la prestation de services en Grande-Bretagne, et l'un des partenaires privilégiés du New Labour en matière de PFI. Premier, et donc Serco, n'auront guère eu à se plaindre de la privatisation « par l'entrée des fournisseurs » d'un segment conséquent de l'univers pénitentiaire britannique (10 % environ) . Le groupe estime lui-même que les contrats qui le lient aujourd'hui au gouvernement pèsent un total de 2,9 milliards d'euros ; ses actionnaires perçoivent chaque année des dividendes forts généreux, et pourquoi ne serait-ce pas le cas ? Les derniers comptes déposés par Premier Custodial Services au registre des sociétés (Companies House) font apparaître un bénéfice avant impôts de 14,47 millions d'euros pour un chiffre d'affaires annuel de 184,7 millions d'euros. Dividende : un peu moins de 3 millions d'euros. Autant de sommes qui – doit-on le rappeler ? – sont payées par le contribuable britannique. Mais pourquoi s'en effaroucher ? Si Serco est capable d'appliquer les règles du business à un service public, de mieux distribuer et exploiter ses ressources financières et humaines qu'une administration « sclérosée », « éléphanterque », « rétrograde » (choisissez votre épithète) – eh bien, tant mieux.

Il serait de toute façon aberrant que le partenaire privé ne profitât pas de son association avec le service public dans le cadre d'un PPP. Il deviendrait impossible à l'État d'attirer quelque investisseur que ce soit s'il ne lui garantissait pas un retour sur son investissement. La même « logique » prévalente avait conduit le gouvernement Thatcher à sous-estimer considérablement la valeur d'entreprises nationalisées comme British Telecom lorsqu'il s'était agi de séduire des investisseurs potentiels. Dans le cas des chemins de fer (Voir « La bataille du rail ») on avait même assisté à une braderie qui permit à quelques spéculateurs de multiplier leur fortune par deux en l'espace de quelques mois. Un ultralibéral, un vrai, s'étonnera peut-être qu'on fasse ainsi entorse aux lois du marché, car c'est bien faire entorse aux lois du marché que de garantir à un joueur de dés qu'il sortira un double six chaque fois qu'il les lancera. C'est pourtant ce qui se passe dans le cas des PFI. Leur nature hybride a pour effet, sinon d'annuler, du moins de réduire au minimum l'élément de risque inhérent à toute opération commerciale. Dans ce contexte, l'idée d'« État-providence » prend un sens tout autre ; en voici une illustration que j'espère saisissante, et qui met en scène la firme Premier, encore elle. Un débat parlementaire retranscrit le 31 mars 2004 par Hansard, la gazette officielle de la Chambre des communes, fit apparaître que, quatre ans plus tôt, sans que le contribuable ou ses représentants élus en sachent quoi que ce soit, Premier avait bénéficié de ce que les comptables appellent un windfall, ou « profit imprévu », de 9,2 millions d'euros. Comment ? Grâce au refinancement de l'endettement originellement consenti par l'investisseur. Il s'agit là du tour de passe-passe le plus ingénieux, et le plus pervers, qu'aient imaginé les concepteurs des PFI. Je dois confesser avoir eu toutes les peines du monde à en maîtriser moi-même le modus operandi et à en saisir l'impact sur les finances publiques

lorsqu'il me fut expliqué pour la première fois par un fin connaisseur de la chose publique, l'économiste — et ancien conseiller du gouvernement — Sir Christopher Foster, que nous rencontrerons à nouveau plus loin dans ce livre. Je tâcherai d'être aussi clair que je le puis ; j'insisterai surtout sur l'importance capitale de ce qui suit et qui, à mes yeux comme à ceux de beaucoup d'autres, montre comment, en voulant économiser, l'État se fait gruger.

Voici comment le lapin sort du chapeau claque. Une fois que la PFI est opérationnelle (dans ce cas précis, trois prisons inaugurées en 1998, 1999 et 2001), le soi-disant « risque » attaché à sa mise en route diminue considérablement. Les grandes institutions financières peuvent alors proposer un « refinancement » des emprunts consentis, et à un taux beaucoup plus généreux pour l'investisseur. Dans ce cas, le gouvernement pourrait — pour beaucoup, devrait — revoir à la baisse le montant qu'il lui faut verser annuellement à son partenaire, dont les traites ont fortement diminué, comme cela était inévitable, dans la mesure où c'est le Trésor public lui-même qui avait garanti l'emprunt initial. L'élément de « risque » était nul. Or les contrats de PFI sont ainsi faits que toute renégociation des termes originaux est hors de question. L'investisseur privé se retrouve donc en possession d'un « profit inattendu » (la différence entre les intérêts qu'il aurait dû payer avant le refinancement de son endettement et ceux qu'il paiera désormais) qu'il est censé partager à 50/50 avec l'autorité publique avec laquelle il a établi un partenariat. La part du premier est un bénéfice net ; la part de la seconde une compensation négligeable de sa générosité ; et encore, quand elle est versée. Dans le cas de la firme Premier, pas un centime des 9,2 millions d'euros de son « profit imprévu » n'a fini dans les caisses du Trésor public. Les députés passèrent à autre chose, et les gros matous de la firme privée purent déguster leur bol de crème en paix.

Confrontés à des scandales de ce type, les défenseurs de cet arrangement à sens unique soulignent que ces partenaires privés qui échouent dans leur mission se voient infliger des amendes conséquentes. Billevesées. Dans le cas des prisons, ces amendes ne peuvent en aucun cas dépasser 5 % du montant annuel versé par l'État au prestataire privé ; et nos gros matous savent se transformer en anguilles pour ne pas payer. Entre 1997 et janvier 2001, Securicor écopa de « pénalités » d'un montant total de 1,45 million d'euros pour s'être montré incapable de remettre de l'ordre dans les affaires de sa prison de Parc. L'État, bon prince ou gros bêta, accepta néanmoins de passer l'éponge sur les trois quarts de cette somme au nom de « problèmes d'évaluation des termes contractuels ». On comprendra peut-être mieux maintenant pourquoi le gouvernement prit soin d'assurer que les contrats passés dans le cadre des PFI relèvent de la « confidentialité commerciale », bien que, au bout du compte, ce soit le contribuable qui doive payer les pots cassés.

Mais, hélas pour qui maintient que ces PFI demeurent une bonne affaire pour les pouvoirs publics, il est d'autres faits, et d'autres chiffres, qui, eux, ne sont pas couverts par le secret : que le turnover des gardiens de prison est dix fois plus important dans ces établissements qu'on a confiés au privé ; que les salaires du privé sont inférieurs d'un tiers à ceux de mise dans la fonction publique ; que la majorité des gardes-chiourme employés dans le secteur privé n'ont pas la moindre expérience de l'environnement carcéral lorsqu'ils sont recrutés ; qu'ils se font agresser bien plus régulièrement par les détenus ; bref, que si le crime profite à quelqu'un, c'est à ceux qui emploient ces gardiens sous-qualifiés et sous-rémunérés. Certainement pas à l'État.

Je vous avais prévenus : ce premier plat serait indigeste, et laisserait un vilain goût dans la bouche. Mais il fallait bien le servir, en préparation à ce qui suit — le portrait d'un échec, de la lente saignée de l'infrastructure publique d'une nation tout entière, les fruits amers qu'on récolte en semant la bonne parole du progrès et de la liberté, tels que le blairisme les conçoit.

## Chapitre 7

### Le plus grand malade du Royaume-Uni : le NHS

Chaque jour, en me rendant au bureau où j'ai écrit ces lignes, je passe devant un vaste bâtiment victorien sur le fronton duquel on peut encore lire : West London Hospital. C'est là qu'est née ma fille Camille, il y a quatorze ans de cela. C'est là que sont nés des milliers d'autres enfants de la ville. C'est là que, désormais, se trouve le QG londonien de la société Sony-Ericsson.

Cette maternité, dit-on pour justifier sa fermeture, était trop vétuste, « appartenait à un autre âge » ; ce qui était exact, mais pas nécessairement au sens où l'entendaient les technocrates qui avaient décidé de sa fin. Pour en avoir la preuve, il suffisait de faire le tour du pâté de maisons ; on découvrirait alors une autre bâtisse, et une autre inscription : « Abercorne House – Home for West London Hospital Nurses ». C'est là que résidaient celles qui exerçaient les métiers d'infirmières et de sages-femmes jusqu'à la mise hors service de leur hôpital. Ceux qui avaient fondé le West London Hospital et le foyer d'infirmières attenant (en 1917) n'avaient pas agi guidés seulement par la grandeur d'âme et la philanthropie, mais aussi par un pragmatisme qui semble avoir déserté leurs héritiers. Se loger dans ce quartier de Hammersmith coûtait déjà fort cher, trop cher en tout cas pour la plus grande partie du personnel hospitalier ; on lui bâtit donc un logis sur mesure, et à deux pas de son lieu de travail, ce qui offrait également l'avantage de l'avoir littéralement « sous la main » en cas d'urgence. Cent vingt-cinq ans plus tard, il n'aurait pas été impossible de s'inspirer de cette idée et de permettre, par exemple, à une bonne centaine d'employés du gigantesque complexe de soins de Charing Cross – tout proche – d'emménager dans les locaux désertés. Mais non, le coût de l'immobilier étant ce qu'il est à Londres (exorbitant), on préféra vendre le site à un promoteur privé et ajouter ainsi quelques millions de livres dans la colonne « revenus » des comptes annuels. Le Home for West London Hospital Nurses est aujourd'hui en partie occupé par les bureaux d'un grand éditeur. Ceux-là mêmes qui ne cessent de réclamer des « logements à prix abordable » pour les travailleurs clés du secteur public avaient cédé à la logique mercantile que leur impose, il est vrai, la politique du gouvernement. Absurde ? Certes. Mais absurde comme l'est la spirale de déclin dans laquelle, en dépit des milliards qui s'y engloutissent, s'enfonce au fil des réformes un système de santé publique qui, pendant si longtemps, n'eut pas son égal au monde. Un bref rappel de son histoire n'est peut-être pas inutile à ce stade ; il aidera en tout cas à comprendre ce que le NHS peut avoir de sacré dans la mémoire collective des Britanniques, et pourquoi son sort actuel suscite des réactions aussi violentes dans l'opinion.

Inspirée par un « plan » que le futur député libéral William Henry Beveridge avait rédigé alors que les bombes nazies tombaient sur Londres, la Chambre des communes avait accepté dès 1944 le principe d'un système de protection sociale d'une ampleur et d'une générosité sans précédent, dont le National Health Service, ou NHS, serait la création la plus ambitieuse. Conçu en un temps de sacrifice, le NHS devint presque aussitôt le symbole le plus fort du « monde meilleur » pour lequel plus de 350 000 soldats de l'Empire britannique avaient perdu leurs vies. On avait été égaux face aux destructions aveugles du Blitz, on le serait face aux ravages de la maladie et de la vieillesse. Les Tommies revenus du front avaient eu le courage de porter au pouvoir en juin 1945 un gouvernement qui concrétiserait leurs espoirs de justice sociale, fût-ce en chassant leur Père la Victoire, Winston Churchill, de Downing Street. Un an plus tard, le cabinet du Premier Ministre Clement Attlee signait l'acte de naissance du NHS, dont le credo ne serait pas remis en question par les administrations suivantes, qu'elles fussent travaillistes ou conservatrices : un service universel – un bien commun financé par l'impôt, dont la jouissance serait gratuite quand on devrait lui faire appel – fondé sur le besoin de tous, pas sur leurs moyens. Et ce système fut mis en place dans un pays où, jusqu'en 1953, on devait aller chez son épicier ou son marchand de tabac muni de coupons de rationnement. Plus de soixante années ont passé, et le contraste ne pourrait être plus saisissant ; la Grande-Bretagne vit une période de prospérité (à tout le

moins apparente) qui dépasse tout ce qu'auraient pu imaginer les contemporains de Clement Attlee et de son ministre de la Santé Aneurin Bevan ; quand on se « prive » en 2006, ce n'est pas de bacon ou de thé, c'est d'une télé à écran plat, ou d'une semaine de vacances à Ayia Napa. Et pourtant, le NHS est à genoux, quand ce n'est pas le nez dans la poussière. Cela peut sembler paradoxal ; l'espérance de vie des Britanniques est passée de 67 à 76 ans pour les hommes et de 76 à 80 ans pour les femmes entre 1961 et 2005 (Avec cette nuance : un Londonien résidant dans le Royal Borough de Kensington & Chelsea peut espérer vivre sept ans de plus qu'un autre habitant le district de Tower Hamlets. Le premier jouit de revenus supérieurs du double en moyenne à ceux du second, et bénéficie bien plus souvent d'un plan « assurance santé » privé, financé par son employeur ou par lui-même, ce qui lui évite de jouer à la « loterie du code postal », c'est-à-dire d'être victime de la disparité des services prodigués selon l'arrondissement où l'on est domicilié) . Mais les progrès des thérapeutiques et de la pharmacologie sont une chose ; la délivrance des soins en est une autre. Dans le premier domaine, la génération Blair est autrement plus gâtée que ne l'était la génération Attlee, tout comme la génération Attlee était autrement plus gâtée que la génération Lloyd George ; rien d'étonnant à cela : la science continue son chemin et passe d'ordinaire sans trop d'encombre les ornières de la politique ; on vivait plus longtemps sous Staline que sous Alexandre III. Dans le second, le magnifique édifice construit à la fin de la Seconde Guerre mondiale était plus sain, ô combien, que le monstre atteint de gigantisme livré aux « marchés internes », PPP et autres « outils de gestion » prônés par Tony Blair. Comprendre comment on en est arrivé là permet aussi de comprendre l'une des perversions fondamentales de la « troisième voie ». Je l'ai dit, et je le répéterai, il convient de se méfier de la sémantique du New Labour. D'une main, le gouvernement « libère », « dérègle », « assainit », offre des « choix » aux patients devenus « consommateurs » ; de l'autre, saisi d'une frénésie de contrôle, il entrave, noie dans la paperasse, démoralise le personnel médical, et déshumanise le malade. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir investi dans le NHS, comme on va le voir.

L'objectif, fort louable en soi, de Blair et de son chancelier de l'Échiquier Gordon Brown est de faire rattraper au Royaume-Uni son « retard » par rapport au reste de l'Europe en termes de dépenses publiques de santé. Tandis que celles-ci représentent en moyenne 8 % du PIB sur le continent, elles n'atteindront ce niveau qu'en 2010 au Royaume-Uni, selon les estimations du gouvernement lui-même. Il est exact qu'il y avait du chemin à faire : lorsque le New Labour remporta l'élection de mai 1997, cette proportion n'était que de 5,5 %. On a donc « investi », et l'on continuera d'« investir », fort lourdement, encore que ce terme, « investir », prenne un sens curieux dans le vocabulaire blairien, puisque, par exemple, les salaires versés aux 1 331 000 employés directs du NHS ont été décrits (par le Premier Ministre en personne) comme des « investissements d'année en année », alors qu'il ne s'agit que de dépenses, point final – mais pas nécessairement point de détail. Un État qui investit, c'est bien. Un État qui dépense... Mais bref.

On investit donc, principalement en ressources humaines. Pas moins de 272 000 nouveaux employés ont été recrutés par le NHS entre 1997 et 2004, à un rythme qui n'a d'ailleurs cessé de s'accélérer au fil des ans. Bravo ? Non. Car qui a-t-on recruté ? Des généralistes ? Quelques-uns. Mais bien trop peu : avec une proportion de 1,7 généraliste pour 1 000 habitants, le Royaume-Uni demeure, et de très loin, le plus mal loti en la matière en Europe (où la moyenne est de 3,4 pour 1 000) . Comme tout Britannique le confirmerait, obtenir un rendez-vous avec son GP (general practitioner), pour autant qu'on vit à proximité d'un cabinet où les inscriptions de nouveaux patients ne sont pas closes, requiert bien de la patience ; un délai de quatre à cinq jours n'a rien d'inhabituel, ce qui explique que beaucoup de malades choisissent d'engorger des services d'urgences déjà surchargés de travail. Les visites à domicile font quant à elles partie du passé, à moins que le patient ne soit dans l'incapacité de se déplacer, ou que sa condition ne présente un caractère de gravité exceptionnel. Ajoutons que le rendez-vous, si l'on a la chance d'en obtenir un, ne dépassera pas dix minutes tout au plus, et que le GP en passera la plus grande partie à entrer de nouvelles données dans le fichier informatisé de son visiteur plutôt qu'à l'ausculter. Mais n'allons pas trop vite en besogne ; j'évoquerai bientôt la transformation du thérapeute en administrateur, l'un des effets les plus nocifs de la « rationalisation » du NHS sous Tony Blair. Revenons plutôt à l'impressionnant effort de recrutement consenti par le gouvernement ; cet

effort s'est avant tout porté sur deux catégories de personnel, dont aucune n'a quelque contact que ce soit avec les patients, si ce n'est lorsque ceux-ci sont devenus des données statistiques. Les bureaucrates affectés aux services centraux ont vu leur nombre croître de 41 % dans la période qui nous préoccupe ; les « managers » – les mandarins qui président aux destinées des divers organismes de tutelle du NHS – de 70 %. Le nombre d'infirmières faisant des visites à domicile a quant à lui baissé de 7 % au cours des six dernières années. Pourquoi donner des épaulettes à tant de généraux (dont les « revalorisations de salaire » ne sont pas pour rien dans l'accroissement des dépenses du NHS) quand on manque de fantassins sur le front ? Réponse : les targets.

## Le carcan des « targets »

Un lexicographe me contredirait peut-être, mais, dans le contexte du néolibéralisme blairien, target ne peut être traduit par « cible » ou « objectif », à moins qu'on n'accolle à ce mot tant de sens dérivés et de connotations qu'il deviendrait méconnaissable sous ce fouillis verbal. Target est néanmoins l'un des maîtres mots du blairisme ; peu s'en faut qu'il ne constitue une panacée. Une target, ce n'est pas seulement, par exemple, « réduire la liste d'attente pour un double pontage cardiaque », mais « réduire de 15 % d'ici à cinq ans le temps qu'attendront les patients de l'hôpital X pour obtenir un rendez-vous avec un cardiologue, après quoi l'opération devra avoir lieu dans les trois mois qui suivent le diagnostic ». L'exemple est arbitraire, mais pas plus que n'importe quelle target de n'importe quelle autorité de tutelle de n'importe quel rouage de l'appareil administratif du New Labour. Celui-ci a enflé démesurément au sein du NHS, on l'a vu. Ailleurs également, on le verra. C'est que le pouvoir entend être capable de déterminer, et surtout de « vérifier » (comme l'on « vérifie » une équation) ces fameuses targets. Or, pour évaluer des objectifs aussi précis, il faut être en mesure de quantifier, puisque les seuls critères de vérification seront l'égalité ou la différence arithmétique entre les chiffres obtenus et les chiffres requis.

Il ne s'agit pas là d'un effet secondaire de la panacée administrée par le New Labour, mais du nexus de ce qu'il entend par réforme. Le New Labour est une manière de saint Thomas qui, au lieu d'accorder créance à ce qu'il touche, ne fait confiance, et ne paie, que lorsqu'il a compté. N'importe quel étudiant en philosophie identifierait sans peine ce que la confusion qualitatif/quantitatif a d'amphibologique. Qu'importe. Les prestataires de services, au premier rang desquels les généralistes, points de rencontre entre le système et ses « clients », sont soumis à une pression inouïe ; car ne pas satisfaire les targets, c'est échouer. Or, pour un établissement hospitalier britannique, échouer a un prix au sens littéral, puisque ses subsides sont relatifs à l'évaluation de sa « performance ». Ainsi le veut la néologie du « marché interne », mis en place dans le service public par les conservateurs et devenu modus operandi infaillible pour le New Labour. Dans le cas des hôpitaux, il en résulte que la responsabilité vis-à-vis du patient, ou « client », voire « consommateur » (trois mots utilisés comme des quasi synonymes dans la lexicologie blairienne), cède le pas aux comptes qu'ils ont à rendre à leurs kapos de l'administration. Conséquence : comme me l'a confié un ponte de l'hôpital St Mary's, l'un des plus importants de Londres, « on triche ». On triche comme trichait le camarade directeur d'une mine de fer de l'Oural du temps de Staline, qui consacrait autant d'énergie à prouver qu'il avait accompli la mission que lui avait fixée le Plan (« 200 000 tonnes minimum, sinon... ») qu'à veiller sur le bon fonctionnement de ses puits. Le « sinon... », dans la Grande-Bretagne de Tony Blair, se complète ainsi : « sinon, votre budget sera diminué d'autant ». On est bien forcé de tricher, puisque c'est de sa survie – et de celle des patients – qu'il est question. Et voici comment l'on s'y prend.

Pour obtenir ses trois étoiles (je n'invente rien) dans le guide Michelin des hôpitaux qui est publié annuellement par les pouvoirs publics, lequel est censé permettre aux patients/clients de « choisir » la meilleure table d'opération (Un « choix » invalidé par ce que les Britanniques appellent la « loterie du code postal », évoquée plus haut), l'hôpital X doit démontrer qu'il fait un usage efficace de l'argent des contribuables. Chiffres en mains, il doit apporter la preuve que ses patients/clients, qui faisaient le poireau pour une phlébotomie, ont vu leur temps d'attente diminuer de x % d'un exercice sur l'autre. Comment s'en tirer si la virgule est au mauvais endroit ? Au lieu de prendre en compte le temps que le

malheureux aura patienté entre l'apparition de ses premiers symptômes et l'intervention salvatrice, on ôtera les mois passés à attendre que le spécialiste daigne fixer un rendez-vous ; il apparaîtra que M. ou Mme Y, examiné(e) par le professeur Z en janvier, a dûment été opéré(e) dans le délai imparti ; il suffit de rallonger la période tampon entre visite au GP et consultation par le spécialiste pour atteindre sa target. Tout le monde se satisfait de l'embrouille ; l'hôpital ne perdra pas l'une de ses précieuses étoiles, et le gouvernement pourra claironner qu'il a « réduit » le temps d'attente des patients. Une partie de la fonction publique s'est bien émue de telles pratiques, qualifiées de « manipulations délibérées » par le National Audit Office (NAO), l'équivalent britannique de notre Cour des comptes. Un scandale fut tout près d'éclater fin 2001, lorsqu'un rapport du NAO révéla que neuf hôpitaux, et non des moindres (rien qu'à Londres, Barts, Guy's & St Thomas et le University College étaient impliqués dans l'affaire), étaient parvenus à éliminer six mille patients de leurs listes d'attente grâce à quelques ajustements qui ne manquaient pas d'ingéniosité. Et de cynisme. Le Surrey Sussex Healthcare avait, par exemple, demandé à ses patients de lui communiquer les dates auxquelles ils pensaient partir en vacances, puis leur avait fixé des rendez-vous pendant cette période. Incapables d'accepter la date proposée, lesdits patients avaient été rayés de la liste d'attente sans autre forme de procès. Les responsables de cette gabegie se virent offrir un deal par le gouvernement ; gardez le silence, et on vous changera discrètement d'affectation. Quatre individus, dont l'identité ne fut jamais rendue publique, offrirent leur démission, qui fut acceptée avec gratitude, celle-ci se manifestant sous la forme du paiement de compensations d'un montant total de 380 000 euros... versés par les hôpitaux qu'ils avaient fait tricher.

Dans ces conditions, on comprendra qu'il serait prudent de prendre avec des pincettes les communiqués gouvernementaux triomphalistes qui annoncent régulièrement une « réduction significative », voire une « chute » du nombre des malades figurant sur les listes d'attente. Celui-ci est en effet passé de plus de 1 million (!) en 1999 à « seulement » 821 686 en juin 2005. Malheureusement, en fouillant un peu plus profondément dans le boisseau de chiffres publiés par le ministère de la Santé, on se rendait compte qu'au cours des trois dernières années (qui, incidemment, ont vu une « amélioration » substantielle des statistiques) le nombre des malades devant patienter de quatre à dixsept semaines entre la demande faite par leur généraliste et leur rendez-vous avec un spécialiste était passé de 1 120 443 à 1 295 255 personnes. Ce qui représente tout de même 174 812 patients, qui méritent doublement leur nom. L'arithmétique n'est pas plus neutre que la sémantique quand c'est le New Labour qui écrit les chiffres au tableau noir.

Mais tout est bon pour réduire ces fameuses listes d'attente, ce baromètre qui refuse de passer au beau. En mars 2005, Lord Warner, secrétaire d'État à la Santé, annonça que certaines opérations « mineures » (ablation de varices, par exemple) pourraient ne plus être confiées à des chirurgiens, mais à des infirmiers, voire à des physiothérapeutes, après que ceux-ci auront reçu une formation de deux ans. « En développant les rôles du personnel soignant, dit-il, nous serons capables d'offrir aux patients des praticiens qualifiés [ sic ], à même de procéder à des interventions chirurgicales simples — libérant ainsi des médecins pour s'occuper des cas plus difficiles. » Mais s'agissait-il du bien-être des patients, ou de dégraisser les listes d'attente de quelques milliers d'entre eux ? Sur le plan thérapeutique, ceux-là n'auraient pas grand-chose à gagner à confier leur corps à des infirmiers plutôt qu'à des médecins — lesquels firent immédiatement connaître leur opposition au projet de Lord Warner. Sur le plan opérationnel, la mise en pratique de ce pis-aller rencontrerait des obstacles de taille, à commencer par le déficit d'infirmiers dont souffre le NHS, un déficit tel qu'il en est réduit à les importer par milliers pour pallier ses insuffisances. S'agissait-il alors de créer un corps de « super-infirmiers », qui coûteraient moins cher au Trésor public que les as du scalpel certifiés par la faculté ? Lord Warner assura que non. Alors quoi ? Qui porterait la responsabilité de ces opérations « bénignes » ? Qui déciderait que celle-ci serait du ressort d'un chirurgien, et pas celle-là ? Les infirmiers eux-mêmes ? Impossible.

Pour que l'idée soit viable, encore faudrait-il que ces infirmiers disposent de temps pour ajouter ce nouveau rôle à leur charge de travail. Là aussi, impossible. Le New Labour, tout à sa furia modernisatrice, a tellement alourdi le fardeau administratif de cette catégorie du personnel de santé que jusqu'à 40 % des heures qu'ils passent sur le lieu de travail sont occupées à noircir formulaire sur formulaire, dont le nombre s'accroît au fur et à mesure que de nouvelles targets sont imposées. Ce

chiffre effarant – 40 % – est celui qui figure dans une étude que le ministère de la Santé lui-même a rendue publique à l'automne 2005. « Les tâches administratives empêchent [ les infirmières] de faire ce qui doit être fait », déclara la secrétaire générale du Royal College of Nursing, le Dr Beverley Malone, « qu'il s'agisse de veiller à la sécurité du patient, de lui parler ou de le protéger d'infections. Les targets sont importantes – mais elles nécessitent de la documentation ». Ô combien. « Tout doit être consigné par écrit », expliqua l'une des infirmières de Birmingham dont l'emploi du temps avait été décortiqué pour étayer les conclusions de l'étude en question. « On a besoin de papiers pour se défendre en cas de litige. » Ces litiges, vous le verrez bientôt, causent une perte sèche qui se chiffre en centaines de millions d'euros chaque année pour le NHS, la faute aux carences et aux erreurs répétées d'un système en voie d'implosion, et pas seulement à l'esprit procédurier des Anglo-Saxons. Il convient donc de se couvrir, avant toute autre chose. A elle seule, la procédure d'admission d'un nouveau patient à l'hôpital prend jusqu'à une heure ; multipliez cette heure par le nombre d'admissions, et vous obtenez des hôpitaux dans lesquels le personnel soi-disant soignant demeurera aussi longtemps assis devant un écran d'ordinateur qu'au chevet d'un malade. Il n'y a rien d'aberrant à cela, si « aberrant » est pris au sens strict. Ce gaspillage de temps et de ressources, et l'émoussement du désir de servir qui l'accompagne nécessairement, découlent de l'obsession de réforme du New Labour, de sa fidélité aveugle – j'irai jusqu'à dire criminelle, et je ne serai pas le seul – aux principes du marché interne, aux targets quantifiables que d'autres para fonctionnaires pourront « évaluer » et consigner dans un énième rapport. Peu à peu, les seringues se perdent dans une montagne de papiers. La vocation thérapeutique du service de santé est asservie à la nécessité de compiler les données, d'obtenir l'aval de censeurs-pourvoyeurs qui ignorent tout du champ de bataille des hôpitaux, pour lesquels un malade est un numéro – pas même cela : un chiffre. Au nom de la concurrence, de la liberté donc, quand on adopte le newspeak blairiste, on met les poucettes aux thérapeutes. On ne soigne plus : on traite. Soixante-quinze kilos de malade : une donnée statistique de plus, ou de moins, qui ne pèse pas lourd. Un chiffre, ça ne souffre pas.

Les patients, eux, marquent une certaine réticence à gober les bonnes nouvelles qu'on leur donne d'en haut. À la question : « L'augmentation du budget de la santé au cours de ces dernières années a-t-elle eu un impact positif sur le NHS ? », 60 % des personnes interrogées en 2005 par l'institut de sondage YouGOV répondirent « non ». Leur expérience du NHS au quotidien est celle de salles d'attente bondées, de GP démotivés qui oublient leurs noms et leurs problèmes de santé d'un rendez-vous à l'autre, d'hôpitaux à l'hygiène plus que douteuse (Le nombre des décès causés par des infections nosocomiales dans les hôpitaux britanniques a doublé entre 1999 et 2003.), et d'innombrables incidents qui, quasiment chaque jour, offrent à la presse l'occasion de s'insurger contre les manquements de ce géant impuissant qu'est devenu le NHS, paralysé qu'il est par le poids de la bureaucratie. Jessie Mowitt, 86 ans, atteinte d'un cancer, qu'on laissa agoniser seule dans une chambre de l'hôpital de Brighton. Ahim Islam, 13 mois, grand brûlé qu'on fit attendre quatre heures au service des urgences de Watford General, où il mourut peu de temps après. Deux cas parmi des centaines, des milliers d'autres qui ne sont pas seulement des tragédies individuelles, ou des tours cruels du destin. Les « erreurs regrettables » se sont multipliées à tel point depuis l'accession du New Labour au pouvoir que le NHS, qui avait payé moins de 1,5 million d'euros à titre de compensations en 1997, en a versé 734 millions sept ans plus tard.

Or c'est bien le système mis en place par les réformes successives des gouvernements Blair qui doit être mis en cause. Comme le dit le médecin consultant Rod Storrington, qui démissionna du King George Hospital de Goodmayes après vingt-huit années de service en octobre 2005, « les targets présentent un danger pour les patients. M'occuper d'eux dans cette organisation dysfonctionnelle est totalement déprimant. Je n'ai plus le sentiment de pouvoir le faire en toute sécurité ». Obsédés par la nécessité de réduire les listes d'attente, oui, encore et toujours ces listes d'attente, soucieux de satisfaire des critères quantifiables, les seuls qui puissent convaincre les apparatchiks du NHS, les hôpitaux en viennent à opérer d'abord ceux qui ont patienté le plus longtemps, pas ceux qui en ont le plus besoin. Obsédé par la nécessité d'économiser toujours plus, le NHS rechigne à offrir à ses « clients » les médicaments qui pourraient les sauver ; un rapport conjoint de l'Institut Karolinska et de la faculté

d'économie de Stockholm (octobre 2005) a établi que, sur dix-neuf pays d'Europe étudiés, le Royaume-Uni était le plus lent à utiliser les nouvelles thérapies anticancéreuses, et cela alors que nul autre pays ne contribue autant – par les dons de ses habitants – à les développer. L'organisation caritative Cancer Bacup a pu identifier vingt-trois traitements homologués par les services de santé britanniques qui n'étaient toujours pas proposés aux malades, pour des raisons de coût ou, plus fréquemment, de délais bureaucratiques.

On se retrouve une nouvelle fois face au pseudo-paradoxe de la « troisième voie », qui veut que, plus l'on parle de « libérer » un service public de ses contraintes d'antan, plus on lui en impose de nouvelles – au nom de l'« efficacité ». L'État-providence d'hier cède la place à l'État-contrôleur d'aujourd'hui, lequel (chose qu'on aurait eu peine à imaginer) s'emberlificote toujours plus dans ses processus d'évaluation ; ce qui, somme toute, est normal. L'objectif, le vrai, est bien de forcer les services publics à rendre des comptes aux contribuables qui les financent. Or cela, nous apprend le modèle anglais, coûte fort cher, et rapporte bien peu. Le New Labour aime les statistiques ? En voilà une : selon le Bureau national des statistiques (ONS), la productivité du NHS, c'est-à-dire le rapport entre son coût de fonctionnement et le volume de soins prodigués, a baissé de 0,75 à 1,35 % en moyenne chaque année depuis 1997. Les targets sont passées par là.

## **Au fond du gouffre, les profiteurs**

Ce n'est pourtant pas l'argent qui manque. Le premier budget présenté par les travaillistes après leur victoire de 1997 affectait 48 milliards d'euros à la santé ; au printemps 2006, l'enveloppe du NHS atteindra 127 milliards annuels : + 265 % en neuf ans. Le New Labour a donc tenu sa promesse de mettre la main à la poche, et d'arroser généreusement le jardin du NHS, que les gouvernements conservateurs précédents avaient il est vrai inexcusablement négligé. Ces milliards supplémentaires servent en partie à revaloriser les salaires du personnel soignant (ce qui n'était que justice), à recruter une vaste fournée de bureaucrates et de managers qui superviseront la renaissance du service public (fort onéreuse : l'évaluation des services d'urgences conduite en 2005 a coûté 73 millions d'euros en frais administratifs) et, enfin, à attirer des partenaires venus du privé, dont l'expertise et le drive forceront la lourde mécanique du NHS à sortir de l'âge du charbon et de la vapeur pour entrer dans celui du silicone et de la nanotechnologie.

Il serait inopportun, voire puéril, de s'opposer par principe à toute interaction entre public et privé dans une société qui, bon gré mal gré, se soumet aux « lois » du marché. La concurrence peut être un moteur de progrès. Mais la nature des PPP, loin d'encourager cette concurrence, fait qu'on aboutit à la création de monopoles vivant en harmonie réciproque, et qui ne sont mis en concurrence directe que lorsqu'un nouvel appel d'offres est lancé. Une fois le contrat signé, l'entreprise qui l'aura remporté aura toute latitude d'agir plus ou moins comme elle l'entend. Les pouvoirs publics, soucieux de ne pas effrayer leurs pourvoyeurs de capital, auront pris soin de mettre en place un filet de sécurité qui garantisse à ces derniers de généreux bénéfices. Agir autrement rendrait le partenariat ingérable ; on n'achète pas un hôpital comme on choisit une nouvelle voiture ; on s'engage à long terme, et comment pourrait-il en être autrement ? Le seul recours dont dispose l'État, son unique garde-fou, est d'infliger des amendes à ces prestataires de services (un terme pris dans son acception la plus large) qui manqueraient sérieusement à leurs obligations. En théorie. En pratique, le gouvernement se satisfait de menaces de sanctions, d'un coup de règle sur les doigts. Se montrer trop sévère envers les créanciers des services publics effaroucherait les postulants à venir, et menacerait l'objectif de « désengager » les ressources de l'État partout où c'est possible (La firme Andersen Consulting, chargée de mettre en place un nouveau système d'enregistrement des données pour la National Insurance (assurance sociale) en 2001, prit un tel retard dans l'exécution de son contrat que le Trésor public dut assumer une perte sèche de 77 millions d'euros. L'amende infligée au fautif se monta à 5,65 millions d'euros : treize fois moins...).

## Place aux monstres

Un effet de cette sécurisation des investisseurs privés a été d'altérer leur nature. Le marché britannique des PPP est aujourd'hui partagé entre une poignée d'organisations qui, en se substituant à l'État, en ont peu à peu acquis les caractéristiques. Alors qu'aux États-Unis les pouvoirs publics sont contraints d'attribuer un minimum de 9 % de la valeur de leurs contrats de PPP aux SME (PME), on ne prend pas de précautions de ce type au Royaume-Uni. L'administration du New Labour ne se sent à l'aise que quand elle parle à ses semblables, et fait tout pour que ce soient les plus gros de ses partenaires qui sortent victorieux de ses appels d'offres. « Il est impossible de répondre à un appel d'offres du gouvernement si l'on n'a pas au moins un personnel de deux cents employés », me confia le directeur d'une agence de création de logiciels, qui espérait participer à un gigantesque projet de numérisation des banques de données du NHS. « Notre produit était d'un excellent rapport qualité-prix. Mais quand nous avons vu la taille du dossier qu'il faudrait remplir pour avoir seulement le droit de porter notre candidature... » Il fit alors un signe de la main, comme s'il indiquait à un boucher quelle épaisseur il désirait pour son steak. Celui-là devait être une côte de boeuf. « Nous n'avons pas les ressources nécessaires pour consacrer des semaines à remplir formulaire sur formulaire. Nous avons dû nous retirer, et laisser la place aux monstres habituels. » Le coût de ce projet de numérisation, baptisé Choose & Book (« Choisissez et prenez rendez-vous » – la sémantique du « choix », encore et toujours, jusqu'à la nausée), a gonflé au fil des évaluations, pour atteindre aujourd'hui 9 milliards d'euros. Tout porte à croire qu'il sera un désastre. Correction – il en est déjà un. La taille colossale et le monolithisme de l'entreprise constituent un obstacle en eux-mêmes ; la rigidité de l'appareil technocratique chargé de sa mise en oeuvre en fait surgir un second ; l'avidité des contractants privés se charge du reste. Le système « fonctionne » en principe depuis 2004. En fait, les généralistes, dont il est censé faciliter la tâche, ne veulent pas en entendre parler. Choose & Book avait pour target de traiter 250 000 des 10 millions de rendez-vous pris chaque année par les patients du NHS d'ici à décembre 2005.

Deux mois avant cette date, on n'avait pas encore passé la barre des 25 000.

John Reid, le ministre de la Santé, avait été le premier à pressentir la catastrophe. Cédant à la panique, il avait annoncé dès janvier 2005 qu'une enveloppe de 138 millions d'euros servirait à « encourager » le NHS (par le biais de son réseau d'organisations locales de tutelle, les Primary Care Trusts, ou PCT) à équiper les généralistes d'ordinateurs adaptés aux spécifications du nouveau logiciel. Dit plus crûment, l'État verserait des pots-de-vin à l'un de ses services publics pour sauver son initiative, la plus vaste de ce type à avoir été lancée dans le monde. Là encore, échec sur toute la ligne. Ce logiciel, élaboré et mis en oeuvre par la multinationale Schlumberger-Sema (depuis passée sous le contrôle du groupe Atos Origin), ferait rougir un hacker de seconde zone. Au hasard : ses concepteurs ont oublié d'ajouter les noms de trente-deux des plus grands hôpitaux du pays à son menu de choix, rendant impossible l'obtention de « rendez-vous électroniques » dans ces établissements. Simple « problème de développement », assurent les porte-parole du gouvernement et le directeur exécutif du NHS, Sir Nigel Crisp, sommé de s'expliquer devant une commission parlementaire. Les mandarins emploient un autre langage en privé, comme l'a révélé la fuite d'une série de courriels envoyés par Richard Granger, l'homme qui chapeaute la mise en route du projet. « Choose & Book [ . . . ] est désormais en danger de faire dérailler (et pas seulement de déstabiliser) un programme d'une valeur de plus de six milliards de livres sterling. » Ouch ! Et Atos Origin dans tout cela ? Atos Origin (quarante-cinq mille employés dans cinquante pays) va bien, merci pour lui. Son contrat avec le gouvernement britannique (valeur : 93,5 millions d'euros) a encore deux années à couvrir, et l'État, bon prince, lui verse religieusement ses mensualités. Le fiasco de Choose & Book l'a – jusque-là – épargné. Pendant que le NHS allait dans le mur, le chiffre d'affaires du groupe passait de 3,8 à 3,95 milliards d'euros entre juin 2004 et juin 2005, et son action enregistrait une hausse de plus de 10 % au Stock Exchange. Comment Atos Origin pourrait-il être pénalisé par les marchés boursiers s'il ne l'est pas par l'un de ses plus gros clients ?

Dans le contexte des PPP britanniques, notons-le, Atos Origin n'est pas le plus gros de ces « monstres » auxquels mon interlocuteur faisait allusion plus haut. Capita, Carilion, Accord, Vertex,

Serco, voilà les monstres, les vrais, les plus gloutons. Ces entreprises privées sont passées dans une autre dimension du capitalisme, où se dissout la barrière entre public et privé. Ce sont autant de mini-gouvernements, à tout le moins d'agences paragouvernementales polyvalentes (Capita, par exemple, se définit ainsi : « [une entreprise] à l'avant-garde de l'évolution de l'externalisation des processus de gestion, pour la transformation des services par l'innovation ». Derrière ce charabia se cache un groupe dont le chiffre d'affaires dépasse les 2 milliards d'euros, et dont le PDG Rod Aldridge perçut une rémunération de 3,2 millions d'euros en 2004. Capita est actif sur tous les fronts : santé, éducation, sécurité, fiscalité — et même la perception de la redevance de la BBC) qui ont pris en charge des rôles autrefois dévolus aux pouvoirs publics, sans pour autant changer leurs priorités, au premier rang desquelles leurs comptes de fin d'année. Leur gestion ne peut se donner pour objectif financier l'équilibre budgétaire, alpha et oméga de toute administration, mais la production d'un bénéfice d'exploitation, et la distribution d'un dividende à leurs actionnaires. Personne n'y trouverait rien à redire si cette recherche du profit ne conduisait pas ces entreprises à tout faire pour exploiter au maximum la position de faiblesse que l'État demandeur a adoptée d'emblée, par cela même qu'il demandait, et n'exigeait point. Cet État qui paie sans oser poser de questions, c'est encore l'État-providence. Mais pas pour ses citoyens — pour quelques entreprises que les scrupules ne sont pas prêts d'étouffer.

Ce qui suit n'est pas un exemple, c'est presque une parabole des outrances auxquelles conduit, le plus logiquement du monde, le rapport de forces entre gouvernement et partenaires privés. Le Worcestershire Royal Hospital, qui accusait alors un déficit annuel de 22 millions d'euros, accomplit un quasi-miracle en fonctionnant à 98 % de sa capacité en 2003 ; une « performance » admirable, qui aurait dû en faire un modèle en matière d'exploitation des ressources pour le NHS tout entier. Au lieu de quoi l'hôpital se vit sommé de payer un « dédommagement » de 292 000 euros à son partenaire privé, Catalyst (à ne pas confondre avec le groupe de réflexion du même nom dont il est question précédemment), qui assurait le fonctionnement au jour le jour — mais pas les soins — de cette ville en miniature qu'est un hôpital. Catalyst justifiait cette ponction sur le Trésor public par l'application rigoureuse des termes de son contrat d'association, signé sept ans plus tôt, et qui ne prévoyait qu'une utilisation à 90 % des capacités de l'hôpital. En optimisant ses ressources au quasi-maximum, ce dernier avait outrepassé les limites définies par son PPP ; non qu'il eût pu faire autrement, et gérer sa politique d'admissions pour ne pas dépasser le seuil fatidique. L'accroissement considérable du nombre de patients soignés au Worcestershire Royal était imputable à l'afflux de malades et d'accidentés dans son service d'urgences, où nul ne peut être refusé. Qu'à cela ne tienne. On paya, et le chiffre d'affaires de Catalyst s'accrut de 292 000 euros, tandis que l'endettement du fautif gonflait d'autant. On notera que le public n'aurait jamais été informé de ce « mécanisme financier », pour reprendre l'euphémisme d'un autre hôpital puni d'avoir trop bien fait son travail (Norfolk & Norwich University), si la situation précaire du Worcestershire Royal ne l'avait contraint à expliquer ce débours supplémentaire. Un porte-parole du ministre de la Santé se fendit de l'explication qui suit : « Il ne s'agit ni d'une pénalité, ni d'une amende. Il s'agit tout simplement d'un financement additionnel pour des services supplémentaires. » La roue, soulignons-le, ne tourne que dans un sens. Les hôpitaux de l'University College de Londres paient un supplément aussitôt que le nombre de draps changés et de repas servis par leur partenaire privé dépasse un certain quota. Normal — sauf que ce partenaire ne perçoit pas moins d'argent lorsque les lits sont vides. Je ne résiste pas à l'envie de citer un autre exemple, pris dans le même établissement hospitalier : son partenaire privé adresse une facture aux patients à qui l'on apporte des fleurs. Pourquoi ? Parce qu'il faut changer l'eau des vases, ce qui n'était pas prévu expressément dans le contrat d'origine.

Certains de ces abus ne sont que mesquins ; d'autres sont d'une ampleur criminelle. Le déficit cumulé des hôpitaux du NHS dépassera le milliard et demi d'euros en 2005-2006, et leur endettement s'accroît si vite que la moitié des autorités de tutelle de Londres appliquent une politique délibérée — mais secrète, jusqu'à ce que le quotidien *The Evening Standard* découvre le pot aux roses en décembre 2005 — de ralentissement du rythme des opérations « non essentielles » (Le déficit opérationnel de certains hôpitaux est si grave que plusieurs d'entre eux n'ont même plus les moyens de payer leurs factures. C'est ainsi qu'en février 2006 le trust qui gère les hôpitaux universitaires de Leicester reçut la

visite d'huissiers municipaux venus réclamer 609 000 euros d'impôts impayés. Un comble quand on sait que Leicester East est la circonscription de Patricia Hewitt, qui était alors ministre de la Santé). L'année précédente, pourtant, un consortium regroupant les sociétés Innsfree, Laing et Serco empochait un bénéfice net de 145 millions d'euros lors de la renégociation de son contrat de PPP avec le seul hôpital de Norwich & Norfolk. La vache à lait n'est d'ailleurs pas près de se tarir pour un autre des « partenaires » du Norwich & Norfolk, Octagon. Celui-ci, qui l'a bâti, recevra de l'hôpital un loyer de 55,2 millions d'euros par an au cours des trente-deux années à venir, soit, au total, 1,77 milliard d'euros... alors qu'il n'avait investi que 232 millions d'euros dans la construction du site. Même en prenant en compte l'inflation et les coûts opérationnels à la charge d'Octagon, cet « investissement » lui garantira un retour de 60 % sur son apport initial. Deux poids, deux mesures. Deux mondes, en fait ; associés, mais certainement pas partenaires.

Cela ne semble pas trop gêner le gouvernement de Tony Blair ; le poids financier des PFI ne cesse de croître : au 31 décembre 2004, il se montait à plus de 7 milliards d'euros pour le seul secteur de la santé. Les PPP, PIC – nous allons en parler – et autres PFI coûtent peut-être les yeux de la tête aux contribuables, mais ils présentent un avantage qui n'a pas de prix pour un chancelier de l'Échiquier qui entend asseoir sa réputation d'écureuil, et tout faire pour entretenir l'illusion d'une gestion raisonnable et raisonnée, en minimisant le déficit du Trésor public. Les partenariats public-privé lui permettent d'effacer des milliards de l'endettement de la nation, sous prétexte que le privé assume le « risque » initial de ces grands projets pourtant financés à terme par l'État. Ajoutez ces milliards, ajoutez-y le passif des fonds de retraite, ajoutez-y la dette de Network Rail, et voilà le Royaume-Uni qui, loin d'être mieux loti en la matière que la France ou l'Allemagne, se retrouve parmi les pays les plus endettés d'Europe. Miracle ? Non — mirage, un de plus.

## Chapitre 8

### La bataille du rail

#### Une privatisation cauchemardesque

La « troisième voie » de Tony Blair avait été vendue aux électeurs de 1997 en la contrastant avec la politique « inhumaine » des conservateurs. Neuf années ont passé depuis, et nul ne doute plus outre-Manche que si Margaret Thatcher n'avait pas existé, Tony Blair l'eût inventée. La manière dont le New Labour tâcha, et tâche encore, de préserver l'oeuvre thatchérien dans le domaine des transports publics, en reniant ses principes anciens et son langage nouveau pour y parvenir, a valeur de leçon, et d'avertissement, pour quiconque songerait à l'imiter. Mais avant d'expliquer pourquoi, expliquons comment on en est arrivé là.

Le 27 septembre 1825, l'ingénieur George Stephenson voyait sa Locomotion s'ébranler péniblement sur les rails du Stockton & Darlington Railway, avec sa traîne de trente-six wagons chargés de laine et de charbon. Le Royaume-Uni avait été le premier pays à entrer dans l'âge du chemin de fer et, pendant toute l'ère victorienne, demeurerait à son avant-garde, multipliant les inaugurations de nouvelles lignes et de nouvelles stations avec l'enthousiasme d'un tulipomane hollandais du XVII<sup>e</sup> siècle. Mais il s'agissait là d'une croissance d'herbe folle, dont le soin, si c'est le mot, avait été laissé à des consortiums ad hoc de spéculateurs plus soucieux de remplir leurs poches que de donner à leur nation une infrastructure digne de ce nom. En 1921, pas moins de cent vingt compagnies distinctes opéraient dans la confusion la plus totale, au point que le gouvernement du libéral David Lloyd George fit adopter un Railway Act qui concentrait l'activité de ces multiples opérateurs en quatre réseaux distincts. Il ne s'agissait pas d'une nationalisation, précisons-le, mais d'une fusion ; la nationalisation proprement dite n'interviendrait que vingt-sept ans plus tard, avec la création de British Rail (BR) par l'administration travailliste de Clement Attlee. Cette nationalisation, comme l'a rappelé Christian Wolmar dans son ouvrage *Broken Rails* (Aurum Press, 2001), ne satisfaisait pas seulement les idéologues socialistes et les apôtres de la centralisation, mais aussi le patronat britannique qui, souhaitant disposer d'une infrastructure ferroviaire capable d'acheminer sa production à faible coût, voyait dans les chemins de fer un service public qui ne pouvait être géré comme une entreprise à but lucratif. L'intervention de l'État, espérait-on également, mettrait fin à des décennies de sous-investissement chronique ; car les opérateurs privés, qui avaient eu la plus grande peine du monde à dégager quelque profit que ce soit de leurs investissements, laissaient derrière eux un réseau en ruine.

On assista alors à un phénomène étrange. La longue période d'austérité qui suivit la fin de la Seconde Guerre mondiale empêcha l'État de soutenir ses chemins de fer aussi généreusement qu'il l'aurait voulu ; les retombées calamiteuses de la récession des années 70 imposèrent de telles contraintes sur les dépenses publiques qu'il fut impossible de combler le retard pris sur le reste de l'Europe. Et pourtant, lorsque Margaret Thatcher fut portée au pouvoir en 1979, elle héritait d'un système qui, en termes relatifs, était le plus performant du continent tout entier. La productivité de BR (calculée en mettant en rapport le nombre de ses employés et les kilomètres parcourus par ses trains) était supérieure d'un tiers à la moyenne européenne – et cela, alors que les subsides gouvernementaux ne représentaient qu'un tiers de ceux versés ailleurs en Europe. Voulait-on la preuve qu'un monopole public pouvait rivaliser avec le privé en termes de rentabilité et de maximisation des ressources qu'elle était là, éclatante, sous nos yeux. Le service proposé par British Rail à ses passagers pouvait certes difficilement se comparer à celui offert par la SNCF en matière de ponctualité ou de confort ; mais il demeurait fiable, sûr, et bon marché.

Voilà pourquoi sa privatisation, décrétée par le gouvernement de Mme Thatcher en 1990, et exécutée (c'est le mot) par celui de John Major trois ans plus tard, constitue l'acte de vandalisme le plus

scandaleux dont les conservateurs se rendirent coupables pendant leur règne de dix-huit années. Le processus fut mis en branle au moment précis où la productivité des chemins de fer britanniques atteignait un zénith historique, « quasi miraculeux », comme le souligna l'un des membres de son board à l'époque. Obsédée par sa vision d'une « société de propriétaires de voitures » (symbole de la liberté individuelle) et par son dégoût viscéral de toute organisation qui ne soit pas soumise à la concurrence, Thatcher choisit d'ignorer les indicateurs économiques à sa disposition, comme elle choisit d'ignorer l'avis de nombreux conseillers, et les récriminations d'une majorité écrasante de l'opinion. Ce n'était pas faire preuve de courage, mais d'imbécillité. L'idéologie, au sens le plus réducteur, l'avait emporté au terme d'un pseudo-combat dont l'issue était assurée d'avance dans son esprit. Une idéologie dans laquelle il était impossible de concevoir qu'on pût innover sans qu'agisse la « main invisible » du marché, dispensatrice de prospérité pour le plus grand nombre, parce que profitable pour quelques-uns. Thatcher une fois évincée du pouvoir par un putsch d'antichambre, John Major prit le relais avec tout autant d'enthousiasme. Lui aussi avait le feu sacré, sacré parce qu'il brûlait attisé par le souffle de la foi. En quoi ? En ce qu'en fragmentant le monopole, en le bradant au privé, l'Etat réduirait encore sa « prise de risques » – et son déficit budgétaire. Le fardeau de l'investissement serait (théoriquement – il en alla tout autrement en pratique, on le verra) placé sur les épaules des entreprises qui allaient se partager la carcasse de British Rail, d'autant plus appétissante que l'animal était gras à souhait. En fait, il ne s'était jamais mieux porté : en 1990, deux des quatre divisions du monopole (le fret et le réseau InterCity, qui reliait les grandes villes du Royaume-Uni) dégageaient même un bénéfice d'exploitation.

La carotte offerte aux investisseurs avait belle allure ; on la servit quand même sur un plat d'argent. On bâcla la vente des licences aux opérateurs privés, en sous-estimant de 50 % en moyenne la valeur des biens que ceux-ci acquéraient, dans les chemins de fer comme dans tous les autres secteurs d'activité. Ainsi que l'a écrit Dominic Hobson dans son livre *The National Wealth — Who Gets What in Britain* (Harper-Collins, 1999), « le gouvernement recueillit 90 milliards de livres [ 130 milliards d'euros] de la vente de 150 entreprises entre 1979 et 1997, soit environ la moitié de ce qu'elles valaient. Ce fossé explique pourquoi les actions des sociétés privées explosèrent au Stock Exchange dans les premiers jours qui suivirent la vente ». En l'espace d'une semaine, la valeur boursière de British Airways, British Telecom et Rolls-Royce bondit de 30 %, celle d'Amersham International de 35 %. Loin de cacher sa honte d'avoir mis au clou le patrimoine national, le chancelier de l'Échiquier d'alors, Nigel Lawson, se félicita en ces termes : « La sous-évaluation considérable d'Amersham International n'était en aucun cas délibérée, mais n'était peut-être pas une mauvaise chose. » Pas pour ses nouveaux actionnaires, en tout cas. Par un tour de passe-passe typique, et proche de l'escroquerie, le matériel roulant de BR fut vendu à bas prix à trois sociétés (aujourd'hui contrôlées par trois banques : HSBC, RBS et Abbey), lesquelles le louent depuis aux opérateurs, en empochant de gigantesques bénéfices au passage. Rappelons que ce matériel roulant faisait auparavant partie du patrimoine national. Rien n'eût empêché l'État d'en conserver la propriété, et d'en récolter l'usufruit. Mais dire cela, c'est oublier ce que la « logique » manichéenne du thatchérisme a d'arbitraire, et d'absolu.

Du jour au lendemain, BR fut atomisé en des centaines de sociétés-particules, parmi lesquelles pas moins de vingt-cinq « compagnies d'opérations de trains », ou TOC, qui se partagèrent le trafic passagers de l'ancien monopole. Loin d'instaurer la concurrence entre les nouveaux maîtres du rail, la privatisation déboucha sur la coexistence d'un autre type de monopoles, libres d'imposer leurs politiques tarifaires aux usagers, dans la mesure où l'application de la sanction ultime (le retrait de leurs licences) en cas de manquement à leurs obligations contractuelles aurait nécessairement un effet désastreux sur le réseau. Très vite, le marché du rail se consolida, pour laisser les coudées franches aux plus puissants des opérateurs. Ceux-ci étaient au nombre de quatre : National Express, First Group, Connex et Virgin/Stagecoach. A l'exception de Connex, ces caïds font toujours la loi en 2006. Pour ce qui est du fret, toute illusion de concurrence a depuis longtemps disparu : une seule société, English, Welsh & Scottish Railway contrôle 100 % du réseau.

Qui paya cette gabegie ? Le citoyen britannique, évidemment, comme contribuable – et comme usager. Il la paya parfois de sa vie. Quatre des catastrophes ferroviaires les plus meurtrières de l'après-guerre (Southall, septembre 1997, sept morts ; Ladbroke Grove, octobre 1999, trente et un morts ;

Hatfield, octobre 2000, quatre morts ; Potters Bar, mai 2002, sept morts) étaient directement ou indirectement imputables à la « rationalisation » du réseau et de son fonctionnement, au vieillissement de son infrastructure, aux licenciements massifs qui avaient suivi la privatisation, à une culture d'entreprise dans laquelle l'échange gratuit d'informations entre spécialistes – *modus operandi* entre les différents services de British Rail – était interdit au nom de la « confidentialité commerciale ». Le lecteur aura peut-être remarqué que ces catastrophes survinrent après l'accession du New Labour au pouvoir. C'est vrai, ce New Labour avait hérité d'une pagaille indescriptible ; mais il se voyait offrir la chance de démontrer sur un terrain hypersensible le bien-fondé de ses principes de gestion des services publics. La démente monétariste des conservateurs nous avait menés là ; en empruntant la « troisième voie », pourrait-on, enfin, sortir du chaos ? La « solution » du New Labour

Certains des opérateurs privés qui s'étaient rués sur BR en 1993 avaient parfois péché par optimisme. Comme le reconnut Steven Marshall, PDG de Railtrack, la société qui détenait la propriété du réseau (et en faisait payer l'accès par les opérateurs) avant de connaître une faillite ignominieuse en 2001, « les chemins de fer ne sont pas un projet commercial ». Sauf quand on peut puiser dans la bourse publique, évidemment. Dégager un profit n'est possible qu'à condition d'exploiter au maximum, et à court terme, les ressources disponibles, et au diable les conséquences. Dans le cas de Railtrack, cela se traduisit dans les années 1996-2000 par la distribution de dividendes se montant à 1,04 milliard d'euros, soit 41 % du bénéfice d'exploitation, une somme colossale au vu du sous-investissement criminel consenti par cette société. Plusieurs opérateurs qui avaient eu les yeux plus gros que le ventre ne durent leur survie qu'à l'intervention in extremis de l'État. La privatisation devait mettre fin à la subventionnisme ; elle ne fit que l'exacerber.

Les Britanniques ont une expression pour désigner la situation à laquelle se retrouvait confronté le gouvernement de Tony Blair : un Catch-22 — un dilemme entre deux décisions dont l'une ne vaut pas mieux que l'autre. Un joueur d'échecs dirait que les pouvoirs publics se retrouvaient « en zugzwang » ; soit la bourse publique couvrirait les dividendes des investisseurs privés ; soit on en refermait les cordons, au risque de condamner ces investisseurs, et d'effrayer leurs futurs partenaires. Le New Labour découvrait, un peu tard, le principe inviolable des PPP et des PFI : le privé ne jouera le jeu que s'il a la garantie de gagner.

On doit ici rendre justice à Tony Blair et à son gouvernement : ils avaient immédiatement identifié le sous-investissement comme la cause fondamentale du déclin catastrophique des chemins de fer britanniques postprivatisation. Ils débattirent même un instant d'une renationalisation de ce secteur, à laquelle l'opinion était et demeure largement favorable. Après quoi, ayant débattu, on passa aux choses sérieuses. L'État se substituerait au privé, en accroissant spectaculairement sa contribution au fonctionnement de l'infrastructure ferroviaire. En hors-d'oeuvre, on procéda à une énième restructuration de feu British Rail. Celle-ci se limita parfois à une opération sémantique, l'un des outils de prédilection de la méthodologie blairiste. Le « Bureau d'attribution des licences pour le transport par rail des passagers » (ouf) mua pour devenir la SRA (Autorité stratégique du rail) . Railtrack, qui avait pompé des milliards, fut mis en liquidation en 2001 (une opération qui réduisit à néant le porte-feuille de milliers de petits actionnaires) et remplacé par Network Rail, un trust public financé par un endettement garanti par l'Etat. Puis l'on publia un autre Livre blanc, en 2000, qui établissait un plan de dix ans. Celui-ci prévoyait une augmentation du subside annuel du rail de 1,9 milliard d'euros en 1993-1994 à 5,5 milliards en 2003-2004, un chiffre revu à la hausse (6,6 milliards) depuis. On avait trouvé la solution.

## **L'État paierait. Le contribuable paierait.**

Cet « investissement » serait le plus lourd qu'ait consenti le Trésor public en trois décennies. Il doublerait les subventions que le monopole public avait reçues au plus profond de la récession des années 80. La différence, bien sûr, était que, cette fois, c'étaient des opérateurs privés qui percevraient cette somme colossale, qu'on arrondirait généreusement si nécessaire. Rien qu'en 2003-2004, la SRA

distribua ainsi 942 millions d'euros supplémentaires à ceux de ses partenaires qui peinaient à joindre les deux bouts.

Mais comment pouvait-on justifier et faire avaler – aux électeurs comme aux analystes de la City – cette implication ô combien accrue de l'Etat dans un service public dont la charge était censée revenir au moins en partie au privé ? Par un tour de rhétorique comptable, voilà comment. Soyez attentifs : le mécanisme de l'opération a quelque chose de retors, je dirai même de pervers ; il n'en est pas moins l'un des instruments grâce auxquels le blairisme entretient le mythe du désengagement de l'État, et protège (à tout le moins dans les statistiques) son image de gestionnaire avisé.

En bref : les milliards émaneront de Network Rail, qui aura commencé par les emprunter. L'État n'empruntera rien lui-même ; il ne fera que « garantir » l'endettement de Network Rail, lequel est passé de 10 à 30 milliards d'euros entre le printemps 2002 et l'automne 2005. Trente milliards : autant que la dette nationale du Nigéria. Et, quoique Network

Rail appartienne au secteur public, cet endettement ne figurera nulle part dans la balance des comptes du gouvernement. Pourquoi ? Parce que le Trésor public a convaincu le Bureau national des statistiques (lequel, comme par hasard, est sous contrôle gouvernemental) que la nature hybride de Network Rail (Network Rail est une Public Interest Company, ou PIC ; une PIC présente l'originalité de ne pas avoir d'actionnaires ; son conseil d'administration est composé de directeurs censés représenter les intérêts de toutes les parties impliquées dans la vie du secteur concerné (ici le rail, passagers compris) . En pratique, ces directeurs sont des fonctionnaires qu'on n'ose appeler par ce nom. Les PIC, créatures d'apparition récente (2002), sont « limitées par garantie » (de l'État), mais peuvent emprunter exactement comme n'importe quelle entreprise privée. La banque allemande KfW et la Banque européenne d'investissement furent les premières à « venir en aide » à Network Rail, qui doit aujourd'hui assumer le remboursement de 675 millions d'euros tous les six mois.) en faisant une entité indépendante de l'État. Ingénieux ! Absurde – mais ingénieux. Le New Labour, en trois mots.

Comme l'a écrit le rédacteur en chef de Rail Magazine, Nigel Harris : « On nage dans l'argent dans cette industrie [ . . . ] ; le problème est qu'on le dépense plutôt mal » – c'est ainsi que l'on vit le coût de la modernisation de la ligne reliant Londres à l'ouest de l'Angleterre passer de 3,5 à 18,8 millions d'euros en quatre ans. Mais on le dépense plutôt bien si l'on est actionnaire de ces compagnies qui ont accroché leurs wagons à la locomotive de l'État. Le syndicat des cheminots britanniques (RMT) a établi que, dans les dix années qui ont suivi la privatisation (1993-2003), les opérateurs de trains de passagers ont dégagé un bénéfice cumulé de 1,46 milliard d'euros. Ils n'ont pu le faire que parce que, dans le même temps, les subsides affluaient de la part des contribuables : 2,9 milliards d'euros pour la seule période 2003-2004.

## **Le rail au quotidien : des trains bondés, en retard, et les plus chers d'Europe...**

Les trains britanniques sont-ils plus efficaces pour autant ? Car s'ils l'étaient, le gouvernement de Tony Blair pourrait aisément justifier un débours qui demeure proportionnellement inférieur à celui de mise dans la plupart des autres pays européens. Hélas, la réponse est non. Le jugement vient de haut : une commission parlementaire, composée d'une majorité de députés travaillistes, conclut en 2004 que la performance du réseau passagers était « non satisfaisante, et de manière significative ». Elle n'avait pas à aller chercher bien loin pour donner substance à son verdict.

Un train britannique sur cinq arrive en retard (Contre un sur dix en 1994) . Sur les grandes lignes, cette proportion est de un sur quatre. Moi qui suis, hélas, contraint d'emprunter régulièrement les services de Paddington à Manchester, je penserais plutôt qu'elle est de un sur deux. C'est que « retard », sémantique des PPP oblige, est un mot à prendre avec des pincettes. Sur certaines lignes, un train peut entrer en gare dix minutes après son heure d'arrivée supposée et être répertorié dans la catégorie « ponctuel » dans le rapport annuel de la compagnie.

Ne sont pris en compte, évidemment, que ces trains qui partent bien ; car le Royaume-Uni détient un autre record d'Europe : celui du nombre d'annulations. Ce n'est qu'au début de 2006 qu'on put se faire une idée plus juste de l'étendue de la gabegie. En réponse à une question posée à la Chambre des communes, le secrétaire d'État aux Chemins de fer, Derek Twigg, révéla que, rien qu'en 2005, 104 342 services avaient été annulés — l'équivalent d'un train toutes les cinq minutes —, comme si l'on n'avait laissé circuler que des « trains fantômes » sur l'ensemble du territoire pendant cinq jours. La faute à qui, ou à quoi ? A des grévistes, peut-être ? Non. Avant tout à la vétusté du matériel roulant, responsable de près d'un tiers des annulations, et au manque de personnel. Dans ce domaine, le pompon devait revenir à la compagnie Northern Trains, qui avait été contrainte de faire disparaître 12 884 services de ses horaires. Cet opérateur se défendit en rejetant la responsabilité de beaucoup de ces annulations sur des « actes divins ». Autrement dit, il avait trop plu ! Un porte-parole du ministère des Transports confirma néanmoins que la compagnie privée écoperait (c'est le mot) d'une amende pour n'avoir pas respecté ses obligations contractuelles, « que Dieu soit impliqué dans l'affaire ou pas ». Belles paroles, qui furent suivies d'un tout autre effet : le 6 février 2006, une agence de développement régional mise en place par le gouvernement, Yorkshire Forward, se fendait d'une subvention de 11,6 millions d'euros qui devait permettre à Northern Trains (Relevons au passage que Northern Trains — qui a de nouveau augmenté ses tarifs au-delà du taux d'inflation le 1er janvier 2006 — est un joint-venture dont l'un des partenaires est cet « État dans l'État », Serco, que nous avons déjà croisé dans « Le plus grand malade du Royaume-Uni : le NHS ») d'acheter une douzaine de wagons. Une fois encore, l'échec d'une entreprise privée avait été récompensé.

Quant aux conditions de voyage... Les trains sont à ce point bondés qu'ils contreviendraient aux normes européennes si les passagers étaient des bêtes destinées à l'abattoir et pas des humains. Selon un document confidentiel du ministère des Transports parvenu entre les mains des libéraux-démocrates à la fin de 2005, chaque jour, rien que sur le réseau du Grand Londres, plus de 25 000 passagers sont contraints de prendre place dans des compartiments déjà pleins, dont l'accès devrait leur être refusé pour des raisons de sécurité — pas seulement de confort. « Plein », ici, veut bien dire « plein » — archiplein, bondé, plus un siège de libre (cela va de soi), plus une place debout non plus. Qu'à cela ne tienne, on entasse les commuturs dans des wagons qui montrent leur âge. Les usagers râlent, le gouvernement regarde de l'autre côté, les opérateurs privés assurent qu'ils font tout leur possible, qu'ils ont investi ou vont investir, c'est promis, dans du matériel roulant mieux adapté aux conditions actuelles, etc. ; ce qui est faux. Que les usagers soient pressés comme des harengs saurs dans un baril ou non, ils paient leur billet le même prix, et la note est salée, comme on va le voir. Le premier instinct d'une compagnie ferroviaire britannique sera toujours de satisfaire l'impératif du profit (Et jusqu'où ne vont-elles pas pour « maximiser » ce profit ! Fin novembre 2005, la commission des Transports de la Chambre des communes apprit que le système électronique d'émission des billets opérait sur une base « géodémographique ». Les employés chargés de filtrer les appels d'usagers étaient en mesure de placer ceux-ci dans la queue en fonction de leur code téléphonique. Si ce code était celui de villes ou de districts chic, l'appel était transféré en tête de la queue ; s'il ne l'était pas, basta ! Car nos opérateurs privés espéraient évidemment que leurs clients plus fortunés seraient plus susceptibles d'acheter un billet de première classe. Ça ne s'invente pas). Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on opère sur un marché captif, d'où toute concurrence directe est absente, et lorsqu'on ne risque, dans le pire des cas, qu'une amende dérisoire au vu des bénéfices en jeu ? En termes de rentabilité, seul un imbécile ne verrait pas le parti qu'il y a à tirer le maximum d'une infrastructure qui menace de craquer — qui branle dangereusement — mais qui, Dieu sait comment, tient bon. Il sera toujours temps d'agir lorsque ce ne sera plus le cas ; l'État, beau joueur comme d'habitude, paiera les pots cassés. Ne l'a-t-il pas fait lorsque la catastrophe de Hatfield obligea Railtrack à revoir de A à Z son système de signalisation ? J'allais presque oublier : non, la situation ne s'est pas améliorée depuis que le New Labour s'est installé aux commandes. Son ten-year plan, annoncé en grande fanfare en 2000, prévoyait une augmentation du nombre d'usagers du rail de 50 % d'ici à 2010. A mi-chemin de sa mise en œuvre, on peine à dépasser le plafond des 6 %. Quiconque peut éviter de voyager dans de telles conditions le fera. En 1997, la compagnie Silverlink transportait 598 passagers de trop par jour ; en

2005, ces passagers en surnombre sont 1 345 — 2,25 fois plus. Le record ? Il appartient depuis 2006 à Chiltern Railways, qui gère la liaison entre la gare londonienne de Marylebone et celle d'Aylesbury, dans le comté du Buckinghamshire : le surencombrement de ses trains s'est accru de... 1 327 % au cours des douze derniers mois.

On presse ces passagers dans des wagons, on les presse aussi pour en extraire jusqu'au dernier penny. Il va sans dire que les augmentations de tarifs (annoncées chaque année au début du mois de décembre — joyeux Noël !) dépassent allègrement le taux d'inflation depuis la privatisation du système ferroviaire. Les trains britanniques sont aujourd'hui les plus chers d'Europe ; sur certaines lignes, ils sont même les plus chers du monde. Un aller-retour en seconde classe Londres-Manchester coûte 292 euros depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ; il en coûterait 68 si la tarification appliquée sur le réseau SNCF l'était aussi sur celui de Network Rail.

Face à un tel gaspillage, même un gouvernement aussi entêté que celui du New Labour est bien obligé de reconnaître que quelque chose, quelque part, ne tourne pas rond. Alastair Darling, alors ministre des Transports, avait reconnu en 2004 que « la façon dont [l'industrie du rail] a été privatisée a conduit à une fragmentation, à une complication excessive [ sic] et à un dysfonctionnement qui se sont ajoutés aux problèmes causés par des décennies de sous-investissement ». C'était un premier pas ; mais, fidèle à lui-même, le New Labour s'est effarouché de la conclusion à laquelle ce diagnostic devait le porter, et qu'ont tirée plus des trois quarts de l'opinion : il faudrait renationaliser le réseau et les compagnies qui l'utilisent. Catalyst, un forum de réflexion qui conserve une certaine influence dans l'aile gauche du Parti travailliste, a planché en détail sur les modalités et, en particulier, sur le coût d'une renationalisation intégrale des chemins de fer. Le débours serait conséquent — le chiffre de 30 milliards d'euros a été avancé par le chancelier de l'Échiquier Gordon Brown — mais, à terme, autrement plus sensé et plus rentable que le statu quo. Le gouvernement n'ose pas même envisager cette option, qu'il avait pourtant incluse dans son manifeste électoral de 1997. Un investissement aussi colossal alourdirait considérablement le déficit budgétaire du Royaume-Uni, et la dette publique avec lui. Pour Brown, chef comptable de Britain plc, un anathème ; pas question de mettre en danger sa « règle d'or » de l'équilibre financier, quelque illusoire que soit celui-ci. Les vampires du privé peuvent replier leurs ailes en paix ; le sang frais ne leur manquera pas de sitôt.

## Post-scriptum — Au nom de la rentabilité

Deux mille gares environ sont encore en activité au Royaume-Uni, à peine la moitié de celles qui ont été construites pendant les âges d'or victorien et édouardien. Le Dr Beeching est passé par là, un industriel devenu grand manitou des chemins de fer britanniques en 1961 et qui, deux ans plus tard, se fendit d'un rapport qui tua net la moitié du réseau ferroviaire du royaume au nom de la « modernisation ». Tant de gares de campagne avaient été effacées de la carte (pour économiser l'équivalent de 70 millions de francs de l'époque) que l'on pensait devoir en rester là, et, de fait, on en resta là, tant que les gouvernements successifs de Margaret Thatcher et de John Major furent en place. C'était compter sans Tony Blair. En 2005, le Parlement, mis à la charrue par son timonier en chef vota un Railway Act, dont pas moins d'un tiers des clauses étaient consacrées aux procédures de fermeture de gare. On créa (cela va de soi) un nouveau bureau des « rationalisations », qui identifierait ses cibles en se fondant sur le seul critère d'utilisation et en superviserait la mise hors service. Le couperet tomba pour la première fois en octobre 2005, sur une station au nom poétique, Etruria, par laquelle ne passaient plus que 22 passagers par jour — selon les statistiques du ministère des Transports. Si Etruria devait servir de modèle, ce qui est hélas probable, trois cents gares disparaîtront d'ici peu, quoique leur situation au cœur du monde rural britannique en fasse des outils de communication irremplaçables, dans bien des cas le seul qui existât encore entre des communautés reculées et le reste du pays. On économisera quelques millions, à ce qu'il paraît. On aura aussi coupé pour toujours quelques branches de plus sur l'arbre de la nation, sans égard pour les oiseaux qui auraient souhaité s'y poser plus tard.

## Chapitre 9

### « Éducation, éducation, éducation »

— I —

*« Mes trois priorités sont : éducation, éducation, éducation. »*

*Tony Blair, convention du Parti travailliste, 1997.*

### Le mythe du choix

Le chroniqueur, le commentateur, l'analyste français qui se donne pour tâche de peindre le portrait d'une société anglo-saxonne éprouve fréquemment un sentiment d'impuissance lorsqu'il doit présenter une notion, un concept à ce point étrangers à ses compatriotes que lexiques et dictionnaires ne peuvent que l'égarer. Il n'existe pas d'équivalent à empowerment dans notre langue. L'inverse est tout aussi vrai : nation, pour un Britannique, ne signifie pas « nation », en tout cas pas ce qu'entendent par là les enfants de Colbert, du jacobinisme et des lois de 1905. Empowerment est un mot nouveau, forgé dans une culture de la citoyenneté bien différente de la nôtre dans la mesure où l'idée que l'épanouissement de l'individu puisse se confondre avec celui de la collectivité ne s'est jamais imprimée dans la psyché communautaire britannique. C'est là, me hâté je d'ajouter, l'un de ses plus grands titres de séduction. To empower, en anglais, pourrait se comprendre ainsi : « donner à l'individu un plus de pouvoir dans l'exercice de sa liberté au sein du corps politique, économique et social ». Pour le citoyen/client cher au néolibéralisme anglo-saxon, cela se traduit par sa capacité à « choisir ». Dans le meilleur des mondes de la « troisième voie », une fois sa métamorphose achevée, le papillon pourra exercer pleinement son droit de sélectionner la fleur sur laquelle se poser, avec cet effet implicite : il choisira la plus riche en nectar ; les autres, non fécondées, dépériront, pour le plus grand bien de la famille des lépidoptères tout entière. Le « choix » offert aux patients, parents d'élèves, etc., s'inscrit dans cette vision téléologique, une sorte de darwinisme appliqué à l'exécution du service public qui, en éliminant les mauvaises pousses, ou celles qui ne « rendent » pas assez, aboutira à terme à un « meilleur » au moins relatif.

Ce principe du « choix » avait été hérité des conservateurs ; les parents se verraient offrir la possibilité d'inscrire leurs enfants dans des établissements scolaires là où ils le souhaiteraient, et plus seulement en fonction de critères de proximité qui handicapaient les habitants de quartiers ou de régions défavorisés, condamnés à « choisir » entre des écoles et lycées dépotoirs, sans espoir de briser le cycle de reproduction des privilèges qui caractérise le système éducatif britannique depuis si longtemps. Tout récemment, lors de la convention annuelle du New Labour (septembre 2005), Tony Blair a implicitement reconnu l'échec de cette politique du « choix » en s'exclamant : « Une seule catégorie de parents exerce aujourd'hui pleinement son droit de choisir — ceux qui expédient leurs enfants dans le privé. » On l'applaudit à tout rompre. Superbe communicateur, le Premier Ministre avait su toucher la fibre égalitariste de son parti, dont la plupart des membres n'ont jamais vu d'Eton, de Harrow ou de Winchester que leurs gares de chemin de fer, et pour qui l'univers des public schools symbolise mieux que tout autre l'establishment conservateur. En appelant au sens de la justice des délégués, il faisait oublier qu'en neuf années d'exercice du pouvoir leur New Labour avait totalement échoué dans son plan de redressement du déséquilibre fondamental de la société britannique : l'inégalité face à l'éducation.

Le mythe kiplinguesque d'un empire bâti sur les terrains de jeux d'Eton recèle une part de vérité ; les grands acteurs de l'expansion coloniale, ses hauts fonctionnaires, ses militaires, ses barons commerciaux et industriels avaient quasiment tous reçu une éducation privée, et acquis leur perception

des divisions sociales (et de leur immanence) au sein d'établissements qui, pris ensemble, pavaient cette Voie royale vers le pouvoir et l'argent qui s'achève à Oxford et Cambridge. William Blake, avec l'intuition des poètes, avait pressenti la vraie nature de ces « sombres moulins sataniques », qui écrasent le jeune blé des classes dirigeantes d'un jour pour en faire la farine de celles du lendemain. Ce révolutionnaire aurait salué leur destruction. Mais jamais le travaillisme n'a émis pareil vœu. Jamais il n'y a oeuvré lorsqu'il en eut la possibilité et, en cela, le blairisme s'inscrit dans l'étrange tradition de la social-démocratie britannique, d'un côté prompt à dénoncer combien cette fracture du système éducatif est un facteur d'exclusion, de l'autre pétrifiée face à ses incepteurs comme si elle avait croisé le regard d'un basilic.

Quiconque ne peut payer de sept à huit mille euros par trimestre pour faire goûter à chacun de ses enfants le luxe d'une éducation privée, ou refuse de le faire (neuf parents sur dix au Royaume-Uni), doit donc emprunter un chemin de croix dont il est impossible de se faire une juste idée en France. Ce n'est pas exagérer que de dire que ce chemin mène parfois en enfer. En septembre 2005, un assureur de Brighton nommé Steve Don se jeta sous les roues d'un train parce que incapable de convaincre le lycée local de donner une place à sa fille de 11 ans. C'était à n'en pas douter le geste d'un déséquilibré – au sens propre –, celui d'un homme acculé au désespoir par un système inhumain. Le « choix » cher à Tony Blair est à tout le mieux une farce, au pis une tragédie, un mot vide de sens, un artifice sémantique (un de plus) jeté à la face de l'opinion pour lui faire croire qu'on agit en haut lieu. Et c'est exact, on agit – à tort et à travers. La concurrence est telle pour obtenir une place dans les meilleurs lycées londoniens, par exemple, qu'un adolescent sur dix seulement rejoindra l'établissement désiré (Enquête menée par le quotidien du soir *The Evening Standard* à l'automne 2005). Que font les parents ? Ils trichent. Ils trichent, parce que l'exemple vient d'en haut. Le chancelier de l'Échiquier Gordon Brown répète à qui veut l'entendre que « le New Labour, c'est 20 000 enseignants de plus depuis 1997 ». Mensonge. Sur ces 20 000, 8 000 sont des élèves professeurs dont on a changé le « statut statistique ». Ils étaient là avant. Mais, comme ces trains qui arrivent à l'heure lorsqu'ils ont dix minutes de retard, tout est affaire de définition, d'alchimie sémantique : l'élève professeur devient « enseignant », et hop ! le tour est joué. Et les 12 000 autres, me direz-vous ? Il est exact qu'il y en a de nouveaux – mais une minorité. La plupart ont été recrutés dans le reste du Commonwealth, notamment en Australie et en Nouvelle-Zélande, et ne possèdent pas les qualifications que l'on requiert de la part de leurs collègues britanniques. Ils ne restent qu'un an ou deux en Grande-Bretagne, avant d'être remplacés par la fournée suivante d'éducateurs en provenance des antipodes, qui excellent peut-être dans l'exercice de leur métier mais qui, eux non plus, n'auraient pas figuré dans les statistiques d'avant 1997. Les gouvernants trichent, les gouvernés aussi, à cette différence près que les seconds, eux, n'ont pas le « choix ».

Quand on en a les moyens, on « triche » en changeant de domicile, en achetant un logis situé dans un quartier où les « bons » lycées sont suffisamment nombreux pour que le critère de proximité joue au maximum. Les agences immobilières estiment que la présence d'un établissement scolaire public réputé dans le périmètre immédiat d'une propriété peut en augmenter la valeur de 10 à 15 % – un phénomène inconnu il y a encore dix ans, et un handicap supplémentaire pour les plus défavorisés. Je connais personnellement pas moins de trois familles qui ont déménagé pour cette raison, justement convaincues qu'un nouveau code postal augmenterait leurs chances de s'accrocher au bon wagon éducatif. Et si déménager n'est pas une option, on triche, et pour de bon cette fois, en se servant de l'adresse d'un ami complaisant quand on remplit son dossier d'inscription. On a même signalé le cas d'une mère célibataire ayant contracté un mariage blanc pour utiliser le code postal de son « époux » dans le dossier de candidature de l'un de ses enfants. Certaines écoles, pour faire échec aux tricheurs, en sont venues à transformer une partie de leur personnel en détectives privés à la saison des inscriptions, chargés notamment d'éplucher les relevés bancaires fournis comme preuves de domiciliation pour voir si les achats qui y sont recensés n'ont pas été faits dans une zone située hors du pôle de recrutement préférentiel de l'établissement... Plus communément encore, on triche en allant à l'église ou au temple. Les lieux de culte britanniques sont remplis de ces agnostiques qui ne cherchent pas à sauver leur âme, mais à obtenir la lettre de monsieur le curé (ou de monsieur le pasteur) qui leur

permettra de déposer la candidature du petit Kevin auprès des écoles confessionnelles de la paroisse. Celles-ci, qui sans appartenir au secteur public stricto sensu sont gratuites et subventionnées à 100 % par les collectivités locales et le gouvernement, offrent en effet la garantie d'un suivi académique et d'excellents résultats aux examens qui sont hors de portée des établissements laïcs, pour cette seule raison que les classes moyennes ont compris comment « jouer le système ». Ce système se compose de trois niveaux. Le plus haut : le privé, où la sélection s'opère par l'argent ; un ton en dessous, le confessionnel, activement encouragé par Tony Blair, où le processus de recrutement récompense la perspicacité de la middle class ; le laïc, enfin, où l'on aboutit quand les deux autres sont inaccessibles. On voit immédiatement ce que cette stratification a de sclérosant en termes sociaux, culturels et économiques. Briser ce cycle de reproduction des privilèges était et demeure une priorité avouée du New Labour. Il n'est pas parvenu à le faire, loin s'en faut ; par son obsession des targets, il l'a même consolidé.

## **Malheur aux enfants de pauvres**

Le mode de financement du système éducatif développé par le New Labour respecte à la lettre l'ethos néolibéral, en ce qu'il vise à récompenser par des subventions accrues les établissements qui peuvent prouver leur réussite et pénalise les autres. Le jugement des pouvoirs publics est rendu sur la foi de rapports d'inspection et, de façon cruciale, des résultats obtenus par les élèves à divers examens. Ceux-là, au lieu de fournir un éclairage sur la progression et l'épanouissement des enfants, servent d'abord de targets, de critères d'évaluation quantifiables, un rêve pour les comptables du Trésor public, qui s'y entendent en chiffres à défaut d'autre chose.

Placés entre le marteau et l'enclume, guidés par leur instinct de survie, les écoles, collèges et lycées en viennent tout naturellement à tricher. Comme tout le monde. Ce peut être en surnotant leurs élèves, ou en leur posant des questions plus faciles. Ce peut être en triant sur le volet ceux qu'ils présenteront aux examens, en les faisant bachoter au sein de « groupes de niveaux », en violation des principes de leurs chartes et au détriment des moins performants. Bien plus subtilement, et plus gravement, ce peut être en appliquant en amont des processus de sélection difficiles à détecter, qui servent à identifier, et à choisir (le voilà, le vrai choix blairien !), les élèves les plus susceptibles de rehausser le niveau de leur établissement, qui est aussi, et parfois surtout aux yeux de ses responsables, un niveau de financement. Parmi les recettes appliquées pour trier le bon grain de l'ivraie, en voici une qui a été repérée par ConfEd, une organisation qui regroupe les responsables locaux des éducation autorités (l'équivalent de nos académies) . On choisit l'uniforme le plus cher possible, disponible uniquement dans une poignée de magasins généralement situés dans les beaux quartiers et, lors des journées « portes ouvertes » de l'école, on fait comprendre aux parents qu'ils devront tous payer leur écot s'ils désirent que leurs enfants participent à des activités extracurriculaires telles que leçons de musique, visites de musées et autres voyages organisés. « Faites la somme de tous ces éléments », peut-on lire dans le dossier réuni par ConfEd, « ce que certaines de ces écoles font sans la moindre honte, et il n'est que trop apparent que l'éducation, supposée être gratuite, coûte en fait très cher ». Les plus démunis n'ont guère d'autre choix que d'accepter les écoles et lycées dépotoirs où échouent – c'est le mot – tous ces enfants qui menaçaient le standing des « meilleurs » établissements (Conséquence de cette ghettoïsation de l'éducation : ces dépotoirs, incapables d'atteindre leurs targets, se voient menacés de sanctions qui peuvent aller jusqu'à la fermeture. Le problème est particulièrement aigu dans la catégorie des collèges, qui sont au nombre de 389 au Royaume-Uni. Ces établissements sont censés offrir une formation professionnelle aux adolescents qui ne peuvent intégrer l'université. De 10 à 14 % d'entre eux « échouent dans leur mission », selon Sir Andrew Foster, dernier en date des tsars de l'éducation nommés par le gouvernement, et pourraient fermer leurs portes d'ici à deux ans.) . En conséquence, on estime que, chaque année, 100 000 parents ne peuvent faire accepter leurs fils et filles dans l'établissement de leur choix. Margaret Morrissey, porte-parole de la Confédération nationale des associations de parents et d'enseignants (NCPTA), a pu dire : « Le problème est en train de s'aggraver,

sans le moindre doute. Le gouvernement a créé un système fragmenté, composé d'écoles [...] qui choisissent les parents. Les parents n'ont pas le moindre "droit" de choisir les écoles. »

J'ai moi-même été témoin – acteur – de cette farce. Catholique pratiquant, et donc armé d'une lettre de référence irréprochable signée par mon confesseur, je disposais d'un avantage considérable sur mes « concurrents » ; le dossier de ma fille fut néanmoins refusé par les trois écoles auxquelles il avait été présenté, alors que l'une d'entre elles, Sacred Heart High School, se trouvait à dix minutes à pied de notre domicile. En désespoir de cause, après plusieurs semaines passées à se ronger les sangs, notre « choix » se porta donc sur un lycée situé de l'autre côté de la Tamise, à Wimbledon, ce qui contraignit une fillette de 9 ans à passer deux heures par jour dans les transports en commun pendant deux ans, avant que nous options – en croisant les doigts – pour une comprehensive school plus proche. Peut-être n'est-il pas inutile de préciser que ce lycée, qui avait refusé un enfant de la paroisse en raison d'un « manque de places », n'eut pas la moindre difficulté à en trouver une pour la fille d'un résident d'Islington, situé à quinze kilomètres de là.

Cette jeune fille s'appelle Kathryn Blair. Et, oui, son père se prénomme Tony.

## Chapitre 10

### « Éducation, éducation, éducation »

- II -

#### Le privé à la rescousse

Le New Labour a développé une phraséologie étrange au fil des ans, un newspeak (« novlangue », pour le traducteur de George Orwell) déjà évoqué dans mon avant-propos et rencontré trop souvent depuis, qui mélange charabia de management et expressions familières censées prouver que ceux qui nous gouvernent sont, bey !, des humains comme nous. Tony Blair, qui aime passer la main dans le dos de ses électeurs en parsemant ses phrases sans verbe de bey ! ou de look !, a ainsi pris l'habitude de ne plus parler d'« enfants » (children), mais de « gosses » (kids), un américanisme qui fit s'étonner ma fille alors âgée de 6 ans lorsqu'elle l'entendit pour la première fois à la télévision : — Un kid, c'est bien le petit d'une chèvre ? me demanda-t-elle.

Je dus faire précéder mon « oui » d'un soupir ; en fait, j'en suis certain. J'imagine qu'il s'agissait de convaincre le grand public que, derrière la méchante grammaire et le jargon impénétrable des déclarations et des rapports gouvernementaux se cachait un cœur qui bat à peu près au rythme du nôtre, un cœur, enfin. Tony Blair veut notre bien ; son désir le plus cher est d'aider nos kids à jouir d'une « nouvelle citoyenneté », de travailler à leur empowerment. Ces expressions ont en commun de révéler toutes trois un pouvoir qui parle de haut, « who talks at, and not to », comme l'anglais le résume avec une admirable sobriété, en entretenant l'illusion que le processus de « réforme » engagé par le New Labour le « connecte » avec la population. Que de guillemets ! Mais comment les éviter ? On veut faire avaler aux parents des kids, à ces parents qui perdent leurs cheveux à dénicher une école acceptable, qu'on est en train de mettre en place un système qui sera « enfin ouvert à un vrai pouvoir parental, grâce à une série de réformes autoengendrées, auto-engendrantes et irréversibles ». Signé Tony. Je défie quiconque de trouver quelque sens et quelque logique que ce soit à une « phrase » comme celle-là. Un sémanticien, Jamie Whyte, déjà cité, a consacré un ouvrage (*A Load of Blair*), parfois divertissant, parfois profondément déprimant, et fréquemment les deux ensemble, à la vacuité diabolique du langage blairiste. L'habileté paradoxale de ce langage est qu'il ne fonctionne pas dans le vide ; ses slogans, ses mots d'ordre et même ses non sequitur « impactent » la vie de tous les Britanniques, qu'ils le veuillent ou non, dans ce qu'elle a de plus concret, et dans le domaine de l'éducation peut-être plus que dans tout autre. C'est là que la frénésie réformatrice du New Labour s'exprime avec le plus de férocité, un cheval emballé qui se prend pour un postillon.

Tony Blair et sa ministre actuelle « de l'Éducation et des Savoirs » (education & skills), l'inquiétante Ruth Kelly, membre de l'Opus Dei, enfoncée si profondément dans la jungle du newspeak qu'elle y perd régulièrement ses auditeurs et elle-même, n'ont qu'un mot à la bouche — si je puis dire : indépendance. Je dois signaler au passage que dans le contexte éducatif de l'Angleterre et du pays de Galles (l'Écosse bénéficiant d'une large souveraineté dans ce domaine) « indépendant » et « privé » sont grosso modo interchangeables. Blair et Kelly jouent, non sans habileté, sur cette confusion. Le « vieux » Labour croyait naïvement qu'il était possible d'éduquer la jeunesse au sein d'établissements scolaires accueillant des enfants de toutes classes sociales et de toutes aptitudes. Ces écoles « compréhensives » constituent toujours la fondation de l'architecture éducative du pays, ce qui, quelque part, irrite notre Premier Ministre. Il est vrai qu'il n'y a jamais mis les pieds, ayant, lui, appris les déclinaisons latines sur les bancs du Fettes College, l'« Eton écossais ». Soyons francs : les résultats des comprehensives ne sont pas des plus brillants. Soyons réalistes : il pourrait difficilement en être autrement, pour les raisons que j'ai évoquées plus haut — le mythe du « choix », la ségrégation sociale inhérente au fonctionnement du triangle éducatif privé-confessionnel-laïc, les fameuses targets et la tricherie institutionnalisée qu'elles

engendrent. Le gouvernement se doit malgré tout de les sauver de la noyade. Pour ce faire, il a choisi de leur balancer une bouée en béton armé. L'indépendance ! Nous y voilà.

En février 2005, dans la foulée d'un rapport de l'ancien inspecteur en chef des écoles Sir Mike Tomlinson, Ruth Kelly fit publier un « Livre blanc », plus tard suivi d'un « Livre vert », qui proposaient un bouleversement de l'enseignement secondaire tel que le pays n'en avait pas vécu en un siècle. Tout établissement se verrait offrir la possibilité de devenir « indépendant », de sortir du système universel aujourd'hui de mise, tant dans le domaine du curriculum que dans celui du financement et du fonctionnement interne. Il suffirait pour cela au directeur de l'établissement en

question, au sein duquel les parents sont représentés par des « gouverneurs » élus, de voter en faveur de la sécession de son académie de tutelle (ou LEA) . Ce directeur jouirait alors du droit d'utiliser les fonds à sa disposition comme bon lui semble. Il pourrait modifier l'échelle des salaires de ses enseignants en fonction de la « qualité » de leur travail (sans qu'on sache exactement comment celle-ci serait évaluée – en fonction des targets, peut-être ?) ; il pourrait sélectionner en priorité les élèves qui correspondent le mieux au « profil de spécialisation » de l'établissement (une façon astucieuse de revenir à la bonne vieille sélection par la petite porte, comme l'ont fait remarquer les nombreux députés travaillistes entrés en rébellion contre cette initiative) ; et surtout, surtout, il pourrait décider d'être financé non plus seulement par le contribuable, mais aussi par une église, une mosquée, une synagogue – voire une entreprise. Oui, « indépendant » et « privé » sont bien des adjectifs interchangeables. La pseudo-démocratie du système de gouvernorat n'est qu'un vernis. Dans la pratique, ces gouverneurs se désignent eux-mêmes ; pour en avoir côtoyé, je sais que beaucoup de ces « super-parents » sont d'abord motivés par le désir d'intégrer un réseau. L'immense majorité des parents n'ont ni le temps ni le désir de jouer sur un système dont ils saisissent mal le fonctionnement et l'utilité. Ils ne souhaitent qu'une chose : une éducation acceptable pour leurs kids, une éducation dont on leur a fait croire qu'elle était la responsabilité de l'État, et dont ils ignorent qu'elle est entre les mains de coteries — ainsi que, désormais, si Blair et Kelly peuvent mener leur réforme à terme, d'intérêts commerciaux.

Car le big business a aussitôt dressé l'oreille. Et pour cause. Sous le couvert de transformer des lycées « sous-performants » en « fondations éducatives à but non lucratif », Ruth Kelly, passionnément soutenue par Tony Blair, proposait tout simplement d'étendre à l'ensemble du secondaire le système instauré dans les académies, ces lycées techniques britanniques dont on a déjà confié les clés et les élèves aux grandes entreprises. Passé quasi inaperçu du grand public au Royaume-Uni, inimaginable en France (encore qu'il y compte des partisans), ce transfert de responsabilités du public au privé initié par le New Labour mérite amplement que je m'y arrête un peu plus longuement. Il est des sujets plus distrayants, je l'avoue. Pour avoir dû ingurgiter des pages et des pages remplies à ras bords du newspeak enthousiaste de Ruth Kelly, je ne le sais que trop bien. Mais si vous voulez du néolibéralisme à l'état le plus pur, en voilà.

## **Un remède désastreux à une situation catastrophique**

Le principe des académies a le mérite de la simplicité : en échange d'un investissement pouvant aller de 2,9 à 14,5 millions d'euros (les recommandations du ministère sont d'une opacité absolue en la matière), la société X se voit accorder le droit statutaire de nommer la majorité des « gouverneurs » d'une academy donnée et de déterminer sa spécialisation. En termes crus, mais pas inexacts pour autant, on met l'academy aux enchères, après quoi, comme l'on dit dans ma Normandie, « au plus fort la pouque ». L'objectif avoué de l'opération est de pallier les déficiences effarantes de l'enseignement technique en Grande-Bretagne. Si la productivité des travailleurs britanniques est inférieure de 11 % à celle de leurs homologues français, la faute en revient à la capitulation des entreprises et des pouvoirs publics face au besoin de former les ingénieurs, mais aussi les coiffeurs et les charcutiers de demain. Les travaillistes n'en portent pas la responsabilité pleine et entière ; le déclin s'est installé aussitôt que les anciennes guildes se sont écartées de leur vocation formatrice, parfois parce que incapables d'assimiler les nouvelles technologies, parfois parce que n'y voyant plus d'intérêt pour elles-mêmes. La formation professionnelle coûte fort cher ; son absence se fait sentir au niveau macroéconomique,

certaines, mais pas nécessairement à celui d'une entreprise donnée, qui peut toujours aller chercher ses bras ailleurs, comme le font les grandes firmes de construction britanniques, pour lesquelles il est plus avantageux dans l'immédiat d'accorder des contrats à durée déterminée à 150 000 ouvriers du bâtiment — tous qualifiés — de Pologne ou de Lettonie que de prendre en charge l'apprentissage des adolescents du royaume (Ce chiffre de 150 000 est accepté par les professionnels du bâtiment, employeurs comme syndicats, et ne prend pas en compte les dizaines de milliers de travailleurs illégaux de ce secteur. Notons que le privé suit l'exemple du public en matière d'externalisation de la main-d'œuvre. Un exemple : depuis 1999, la majorité des infirmières recrutées par le système public de santé (NHS) ont été « importées » des Philippines, d'Inde et d'Australie, et non formées au Royaume-Uni).

Les académies entendent remédier à ce déséquilibre du savoir-faire, pas à celui du savoir tout court. L'industrie se moque des têtes bien faites ; elle les veut bien pleines, à condition d'en déterminer le contenu. L'utilitarisme n'a pas disparu avec Jeremy Bentham, l'un des aïeux pas toujours avoués du néolibéralisme blairien, dont le corps momifié, préservé dans une cage de verre, accueille toujours les visiteurs de l'University College de Londres, cent soixante-quatorze ans après sa mort. Je crois bien pourtant que Bentham serait horrifié de voir que l'on n'a retenu que la portion congrue de sa doctrine, et combien son concept d'utilité se confond maintenant avec la notion de rentabilité. Tony Blair et Ruth Kelly, évidemment, se gardent bien d'employer une terminologie aussi marquée. Ils parlent d'une nécessité, d'un processus « irréversible », d'un « XXI<sup>e</sup> siècle dans lequel il est impensable de revenir sur la fusion du public, du privé et du caritatif ». Impensable ? Et pourquoi donc ? Parce que ce serait aller contre la « modernité », parce que ce serait « vivre dans le passé », parce que « réformer est indispensable ». On ne se fera pas trop prier pour rejoindre le Premier Ministre sur ce dernier point. Une proportion effarante d'adolescents britanniques quitte toute éducation à l'âge de 16 ans : 13 % (35 % dans certaines régions, le Yorkshire, par exemple), un chiffre qui passe à 40 % lorsqu'ils ont atteint 18 ans. Des trente pays de l'OCDE, le Royaume-Uni pointe en vingt-septième position à ce triste palmarès. Et neuf années de Labour n'ont pas fait avancer les choses, au contraire : le nombre des adolescents qui quittent le système éducatif entre 16 et 18 ans s'est accru de 2,7 %. De toute évidence, il faut « faire quelque chose ». Or, pour Blair et ses fidèles (dont les rangs semblent se clairsemer en Grande-Bretagne au fur et à mesure qu'ils grossissent outre-Manche), « faire quelque chose » signifie « faire appel au privé ». Of course. Livrer aux entreprises des jeunes âgés de 16 à 19 ans, dont la plupart peinent à lire, à écrire et à compter. La moitié d'entre eux ont un niveau en arithmétique inférieur à ce qui est censé être la norme pour un enfant de 11 ans. Ce déficit de savoir s'accroît avec l'âge, en l'absence de programmes de formation palliative ou continue d'une ampleur adaptée à la gravité de la situation. Vingt-six millions d'adultes britanniques seraient incapables d'atteindre le « niveau 2 » d'anglais et de mathématiques que préparent les écoliers autour de leur... septième anniversaire. Voilà le terrain sur lequel on a bâti les académies, et le terreau qu'elles sont supposées ensemer.

La tâche est ingrate ; mais les profits peuvent être conséquents pour l'employeur qui saura modeler de la chair à bureaux et à usines comme on façonnait de la chair à canon avant Quatorze, les Tommies que le général Haig envoya se faire hacher sur les rives de la Somme et les champs de Flandre. Voilà à quoi servent et serviront les académies : à faire de l'échec scolaire une base pour la création d'un nouveau prolétariat, auquel on ne se donnera la peine d'enseigner l'histoire, la géographie, la musique, sa propre langue, celles d'autres peuples et, à Dieu ne plaise, la philosophie, que si cela est absolument indispensable. « Nouvelle citoyenneté » ? La bonne blague. Allez jeter un oeil sur les brochures publiées par le « département de l'Éducation et des Savoirs ». Leur ton glacial, leur recours systématique au slogan, leurs illustrations (une jeune femme fixant une roue sur un essieu, un adolescent dont les yeux sont rivés sur un bec Bunsen), tout évoque un autre pays, un autre temps, une autre idéologie — l'Union soviétique, la guerre froide, le communisme. Les mots ont à peine changé. On ne parle plus d'« avenir radieux », mais d'« opportunités pour l'avenir ». J'avoue avoir parfois de la peine à saisir la nuance, et je suis loin d'être le seul dans ce cas (Voir « "Le Royaume-Uni, c'est l'URSS" »).

La question « Comment créer une synergie entre l'éducation et le marché de l'emploi ? » n'est pas vraiment nouvelle ; elle occupait fort mes condisciples à l'époque où je fréquentais l'université. Le consensus éclairé (parmi les étudiants, s'entend) était alors — je parle du début des années 80 — qu'il

fallait à tout prix empêcher les vilains patrons de mettre leurs vilaines pattes sur la jeunesse innocente. J'aurai donc vu un fondamentalisme se faire supplanter par un autre de l'autre côté de la Manche, où la libre entreprise a reçu l'aval sanctificateur du parti qui la vomissait vingt ans plus tôt. Le big business s'en réjouit. Pour comprendre pourquoi, penchons-nous sur le cas de l'un de ses représentants les plus actifs dans le système éducatif britannique : Microsoft.

# Chapitre 11

## « Éducation, éducation, éducation »

### - III -

#### L'équation de Microsoft : élèves = clients

Il y a quelque chose de presque touchant dans la ferveur affichée par Tony Blair dès qu'il se fait le champion des technologies de l'information. On croirait voir un chef scout qui aurait tout juste reçu le commandement de sa première troupe de louveteaux. Tony le visionnaire a identifié dans l'accès à ces technologies un « défi » que devait relever le gouvernement. Défi à qui ? A quoi ? Passons. « Je veux que tous les écoliers britanniques aient leur adresse électronique », dit-il il y a quelques années, comme sous le coup d'une inspiration mystique. L'idée a fait son chemin, c'est vrai, et d'abord chez les millions d'adolescents qui laissent aujourd'hui la télévision allumée dans un coin pour aller bloguer et chatter avec leurs copains sur MSN Messenger. Le « défi » a été relevé, aucun doute. Les salles de classe britanniques croulent sous les ordinateurs. Et dire que, lorsque le New Labour s'empara de Downing Street, en 1997, écoles et lycées en étaient encore à découvrir qu'on pouvait confier un PC à un gamin de 11 ans sans qu'il mette le feu à l'établissement ou devienne la cible de pédophiles... Quelques terminaux accessibles à une poignée d'éducateurs constituaient un « réseau ». Le gouvernement entreprit de « faire entrer l'école dans le XXI<sup>e</sup> siècle ». Elle le fit ; elle pouvait difficilement ignorer le calendrier.

Mais la métamorphose impressionne. Dès la maternelle, les bambins britanniques apprennent qu'une souris n'a pas toujours de queue ; arrivés à la fin du primaire, ils enseignent les ficelles du surfing à leurs parents ; à 15 ans, les voilà virtuoses du clavier QWERTY. Bravo ? Patience.

Avant d'applaudir, un rappel : le New Labour, animal déterminé, souffre d'un déficit chronique d'imagination. Il prône la flexibilité, mais a des articulations d'arthritique. Il aime se présenter comme un « innovateur », mais se méfie de ce qui échappe à sa compréhension immédiate, de ce qu'il croit ne pas pouvoir contrôler. Aussi, lorsqu'il lui fallut entreprendre l'informatisation de son système éducatif, « grand » projet s'il en est, il vit « grand », comme il se doit. Il se tourna vers ce parangon de modernité qu'est Bill Gates, l'un des multimilliardaires préférés de Tony Blair. Le Premier Ministre avait invité M. Microsoft à Downing Street en octobre 1999 pour y deviser avec lui d'e-commerce et du potentiel d'Internet, deux sujets qui échappaient alors complètement à la compréhension de l'homme le plus puissant de Grande-Bretagne. « Lorsqu'il me faut me servir d'un ordinateur, confessa-t-il à cette occasion, je dois me faire aider, le plus souvent. » Heureusement que Bill était là pour lui prêter assistance — Tony ne tape sur son clavier qu'avec deux doigts. Heureusement que Bill était là pour « faire entrer l'école dans le XXI<sup>e</sup> siècle. » Deux ans plus tard, la special relationship entre le politicien anglais et l'entrepreneur américain était encore évidente lorsque le New Labour choisit le QG de Microsoft, à Reading, pour lancer son « Manifeste pour l'entreprise », à quelques jours seulement de l'élection générale de 2001. Bill n'avait pas fait le voyage de Californie, mais Tony avait quitté Westminster pour assister en compagnie de son épouse Cherie (et sous l'œil des caméras de télévision) à une démonstration de Windows XP, le tout nouveau système opératoire mis au point par Microsoft. Le cours dura dix minutes, ce qui est plutôt long pour une page de publicité. Comme par hasard, Windows XP serait mis sur le marché quelques heures plus tard, le soir même de la visite du Prime Minister. Joli coup pour Microsoft – mais bien moins joli que celui réussi dans le système éducatif britannique, où la concurrence se fit proprement étrangler.

Le diable qu'on connaît vaut mieux que celui qu'on ignore, selon le vieux dicton britannique. « Faire entrer l'école dans le XXI<sup>e</sup> siècle » signifia donc « faire entrer Microsoft dans l'école » - et « tout

faire pour qu'il y entre seul ». Microsoft se vit offrir sur un plateau le quasi-monopole du gigantesque marché de l'éducation au Royaume-Uni. L'État avait inventé une nouvelle façon de se faire traire, sans penser aux conséquences. Et puisque Tony Blair aime parler des kids, je parlerai, moi, d'un kidnapping légal. Comme l'a joliment écrit John Naughton, chroniqueur de *The Observer* : « Il est tout à fait possible de faire fonctionner un réseau basé sur Windows, tout comme il est tout à fait possible de creuser dans son jardin avec une cuiller à café – à condition d'employer une centaine de jardiniers pour faire le travail. »

Vista® imposent en effet la présence d'un support technique accessible en permanence in situ. Pour une école de taille moyenne – de 600 à 700 élèves –, cela représente l'équivalent de trois techniciens, à temps complet évidemment. La remise à jour constante des logiciels, mais aussi le remplacement de « bécane » sur lesquelles il est devenu impossible de pédaler, mettent à mal les budgets sous pression des écoles britanniques. Celles-ci, sous la coupe quasi exclusive de Microsoft, doivent remplacer un tiers de leurs ordinateurs tous les trois ans si elles entendent demeurer au contact de la métamorphose des logiciels, laquelle ne produit jamais d'insecte parfait. Une multinationale a peut-être les moyens d'absorber les frais qu'implique cette adaptation qui n'en finit jamais, pas une école de quartier, qui en arrive à courir pour faire du surplace, exercice épuisant s'il en est ; exercice coûteux aussi, si coûteux que l'école en question, dans l'immense majorité des cas, est incapable de recruter des techniciens suffisamment qualifiés pour faire tourner les machines tant bien que mal. Première conséquence ? Les enseignants se retrouvent souvent dans la position de secouristes de systèmes défaillants. Seconde conséquence ? Un quart environ des ordinateurs scolaires du Royaume-Uni sont en panne à tout moment donné.

Les directeurs d'école furent saisis de panique lorsqu'ils apprirent que XP rejoindrait bientôt les incarnations précédentes du système Windows au cimetière des miracles qui ont fait leur temps. Vista (autrefois connu sous le nom de code « Longhorn ») deviendra dans quelques mois le système opératoire « standard » ; dans quelques années, deux ou trois tout au plus, les autres plates-formes de logiciels seront devenues obsolètes ; dans fort peu de temps, des dizaines de milliers de machines seront condamnées au rebut. Il faudra bien trouver les ressources pour les remplacer. Le problème financier est d'autant plus aigu que les professionnels de l'informatique ont joué le marché britannique de l'éducation avec l'astuce – et le cynisme – de maquignons fourguant une vieille rosse à un cavalier du dimanche. La méthode est simple : on promet des remises conséquentes sur l'achat d'un nouveau matériel en « oubliant » de signaler ce détail : ledit matériel ne pourra être mis au diapason des nouveaux logiciels qu'au prix de dépenses si lourdes qu'elles représenteront jusqu'à 60 % du budget annuel alloué aux technologies de l'information par un établissement donné. Il a fallu attendre des années avant que l'agence gouvernementale BECTA, chargée de veiller au grain, se réveille enfin. En mai 2005, sous la conduite d'un nouveau président, David Hargreaves, BECTA appela de facto à un démembrement de l'hydre Microsoft en recommandant aux établissements scolaires du Royaume-Uni d'adopter des systèmes opératoires dits « libres », ou open source, du type Linux. Le *Times Educational Supplement* put alors titrer : « Mettre Microsoft à la poubelle peut faire économiser des millions ». Exact. Ces écoles qui ont eu le courage et la prescience de couper les ponts avec le géant californien dépensent moitié moins que les autres pour assurer la maintenance de leurs réseaux. Microsoft, piqué au vif par cette conclusion du rapport de BECTA, s'attarda sur d'autres de ses éléments, montant en épingle la « faiblesse » (toute temporaire) des logiciels libres pour justifier son hégémonie actuelle. Nonsense, répliqua Richard Rothwell, président de Schoolforge UK : les écoles peuvent combiner leurs ressources pour financer la conception de logiciels qui leur évitent de passer par le portail d'émulateurs Windows – autrement dit, de programmes qui, en imitant les codes mis au point par Microsoft, permettent l'accès à ses applications.

Le groupe de Bill Gates, si longtemps courtoisé par Tony Blair, avait senti venir le danger, et avait amorcé sa contre-attaque avant même qu'on voie en lui un ennemi – mais pas dans le champ de la technologie : sur le terrain de la politique. Le New Labour lui avait fourni une arme de choix : le système des académies... et nous voilà revenus à notre point de départ.

Microsoft parraine aujourd'hui en Grande-Bretagne 616 de ces académies, actives aussi bien dans le secondaire que dans l'enseignement supérieur. Devinez ce qu'on apprend dans ces académies Microsoft ? Gagné. Devinez quels systèmes opératoires sont requis pour avoir accès aux fiches pédagogiques ? Gagné, encore une fois. Ces académies ont pour vocation, prétendent-elles, d'« enseigner aux étudiants les savoir-faire critiques des technologies de l'information en offrant un curriculum technologique Microsoft de classe mondiale », et je n'aurai pas la prétention de nier qu'elles le font. Mais derrière ce langage ampoulé, insignifiant à force de vouloir tout charrier, tout emporter dans son flux verbeux, se cache plutôt mal que bien une stratégie d'homogénéisation du savoir, qui fait passer sa réductivité intrinsèque pour une ouverture au monde et au marché du travail. N'en sont dupes que ces pouvoirs publics anxieux de piocher un million par-ci, un million par-là, tout de suite, en ignorant la facture qu'ils devront régler plus tard, et qui sera autrement plus salée.

Permettez-moi de revenir un instant dans la sphère privée. Alors que j'épluchais divers sites Web pour étayer mon argument, ma fille interrompit mon travail pour me présenter un projet qui lui avait été confié par son professeur de technologies de l'information. Vingt questions. Toutes, sans exception, se rapportaient à des ordinateurs de type PC et à des logiciels Microsoft. Faites sortir le diable par la porte, il rentrera par le soupirail. Qu'est-ce alors que le système éducatif, sinon un appareil de reproduction du marché ? Écoles, lycées et académies forment des générations d'utilisateurs de Windows, avec la complicité du pouvoir. Chacun y trouve son compte, élèves exceptés. Le gouvernement allège quelque peu sa mise de fonds (à court terme, évidemment ; mais seul le court terme trouve grâce aux yeux du New Labour, obsédé qu'il est par la nécessité de présenter des comptes aussi équilibrés que possible) ; le big business, Microsoft dans ce cas précis, fait d'une pierre trois coups, en posant cette équation qui devrait faire peur : élève = client = vendeur.

L'État, comme cela se comprend, accepte mal de reconnaître son zéro pointé en matière d'éducation, sa « priorité des priorités », et répond aux critiques par son argument habituel : à la différence des conservateurs (un épouvantail si dépenaillé par l'âge qu'on commence à oublier pourquoi il faisait peur), les travaillistes ont investi des sommes colossales dans l'éducation. En termes absolus, c'est exact ; en termes relatifs, si l'on tient compte de l'inflation, la différence avec les vandales thatchériens est moins marquée : le New Labour a augmenté la part du revenu national dévolue à l'éducation de 0,5 % en huit ans, la faisant passer de 4,5 à 5 % (Cette part est de 6,2 % en France). Admettons cependant que Tony Blair et Gordon Brown aient à tout le moins essayé de s'attaquer à la question du sous-investissement chronique des pouvoirs publics dans le système éducatif. Mais c'est changer la nature du crime, pas le verdict. L'argent « investi » au fil des innombrables recommandations de non moins innombrables Livres blancs n'a servi, la plupart du temps, qu'à boucher quelques trous à la hâte, à travers des initiatives censées donner leur indépendance aux établissements éducatifs mais qui, dans les faits, ont abouti à les noyer au milieu d'un océan de paperasses. Le directeur d'une (excellente) école de mon arrondissement me confia que les 45 000 euros supplémentaires qu'on avait mis à sa disposition en 2003-2004 pour être dépensés « comme il l'entendait » avaient disparu en frais d'administration. Au lieu d'embaucher un enseignant de plus, ou d'acheter de nouveaux instruments pour l'orchestre de l'école, il avait dû recruter deux assistants supplémentaires, qui avaient pour tâche de l'aider à se conformer aux nouvelles normes édictées par son ministre de tutelle — en d'autres termes, d'éplucher et de remplir des dossiers, de contrôler, encore et toujours, en attendant que le successeur de ce ministre ponde à son tour la énième initiative sortie du fondement du New Labour. C'étaient deux emplois de plus, dira-t-on, à défaut de pouvoir dire mieux. Encore une fois, on avait eu l'ambition de donner un « plus » de liberté à un prestataires de services public ; mais la chèvre était demeurée à son piquet, avec une corde de plus au cou.

Le gouvernement ne s'en est pas mieux tiré lorsqu'il a essayé d'infléchir la tendance qu'ont les universités les plus prestigieuses à se pincer le nez et à regarder de l'autre côté lorsqu'un candidat issu de l'enseignement public a le toupet de remplir un formulaire d'inscription. En l'absence d'un examen de type « baccalauréat », les élèves britanniques parvenus au terme de leurs études secondaires

préparent un certain nombre de « A Levels » – d'unités de valeur, si vous voulez. Plus ils en décrocheront, et plus les mentions seront flatteuses, meilleures seront leurs chances d'intégrer un collège d'Oxford ou de Cambridge ; voilà pour la théorie. En pratique, ces collèges se servent des dossiers scolaires et de l'entretien rituel auquel doit se soumettre tout candidat pour opérer un filtrage en douceur des impétrants. Le gouvernement s'est ému de la discrimination pratiquée à Oxbridge ; il a agi ; enfin, il a dégagé un budget d'action, et celui-là était conséquent : 450 millions d'euros. Déterminer à quoi a servi cet argent est bien difficile. A compiler quelques statistiques de plus, peut-être ; à écrire quelques rapports et autres « recommandations ». A vrai dire, je n'en sais rien, et je ne suis pas encore parvenu à trouver un interlocuteur qui puisse éclairer ma lanterne. Ce que je sais, c'est que l'année qui a suivi cette mise de fonds (2003-2004), la proportion d'étudiants issus du public admis à Oxford a diminué de 1,6 %, passant de 55,4 à 53,8 %. Un élève dont la scolarité s'est déroulée dans un établissement privé a désormais huit fois plus de chances qu'un produit du système public d'étudier à Oxford, qui est au Royaume-Uni ce que Polytechnique, Normale sup et Centrale – pris ensemble – sont à la République française. Et la situation ne s'améliorera pas à l'avenir. Fidèle à son credo néolibéral (« les universités doivent avoir le droit d'être indépendantes, y compris en matière de financement », etc.), le gouvernement de Tony Blair a fait ce que celui de Margaret Thatcher s'était toujours refusé à envisager : à partir de septembre 2006, ces universités pourront exiger des top-up fees (des frais d'inscription supplémentaires) se montant jusqu'à 4 500 euros annuels, soit quatre fois et demie plus que la plus généreuse des bourses offertes aux étudiants ! Quand je dis « offertes »... En fait, un étudiants sur six seulement peut bénéficier de cette aumône de l'État. Si papa et maman ne parviennent pas à subvenir aux besoins de leurs enfants, qu'à cela ne tienne : reste aux étudiants à aller emprunter de quoi vivre et travailler aux banques, lesquelles font la queue pour s'attirer cette clientèle. L'endettement étudiantin, en progression de 18,7 % entre 2002-2003 et 2003-2004, atteint désormais 21 milliards d'euros ; et cela, alors que les top-up fees n'ont pas encore forcé les jeunes Britanniques à emprunter davantage pour avoir le droit d'apprendre. Qu'on se rassure : il ne s'agit pas de punir qui veut étudier, de taxer le privilège de l'accès au savoir, non, surtout pas, mais de « permettre » aux étudiants de « participer » au coût de leur formation, de leur en « donner le droit ». C'est en tout cas ce qu'assure le « Livre blanc de l'enseignement supérieur », publié en 2003, qui fut magnifiquement disséqué par deux chercheurs de l'université de Nottingham, Andrew Robinson et Simon Tormey (« La Gleichschaltung néolibérale du New Labour — le cas de l'enseignement supérieur », *The Commoner*, printemps-été 2003) . Je n'ai quant à moi rien à ajouter à leurs conclusions : « Le projet [éducatif] tout entier est fondé sur la coercition et la manipulation, et se sert du contrôle des ressources par le gouvernement pour corrompre et faire chanter ceux qui sont impliqués dans [ le monde de] l'enseignement supérieur afin qu'ils se conforment à l'ordre du jour du gouvernement. » Et encore : « "Élever les standards" est un slogan que le gouvernement aime, parce qu'il est très difficile d'y être opposé. Et pourtant, ce qu'il signifie n'est pas une amélioration qualitative, mais la réduction des services à des critères quantifiables et contrôlés par le pouvoir. » Targets, vous revoilà, insistantes comme un cauchemar, dont vous avez la logique démente, et que seul l'éveil peut chasser de la conscience. Mais le New Labour, hélas, a les talents d'hypnotiseur des serpents des fables anciennes.

## Chapitre 12

### « Le Royaume-Uni, c'est l'URSS »

Quiconque a joué un rôle de premier plan dans la vie politique britannique de ces trente dernières années a probablement noté le numéro de téléphone de Sir Christopher Foster dans son carnet d'adresses. Cela dit, Sir Christopher peut aller acheter son Financial Times chez l'épicier pakistanais du coin sans qu'on lui demande un autographe ou qu'on lui cherche noise. Notez bien que la seconde possibilité serait de loin la plus probable si les passants pouvaient deviner le rôle que ce gentleman élégant (de cette élégance un rien défraîchie typique de l'upper middle class anglaise) a joué dans deux des épisodes les plus malheureux de l'histoire récente du pays. Citons la notice biographique pince sans-rire qui accompagne son opuscule le plus récent (Pourquoi sommes-nous si mal gouvernés ?, PMPA Publishing, mars 2005) : « Il a été le conseiller de ministres pour la poll tax (Une parenthèse substantielle doit être ouverte ici. La poll tax, ou capitation, est un impôt fixé à un montant uniforme, payable par tête, indépendamment des revenus ou du patrimoine du contribuable. Rebaptisée community charge, la poil tax fut adoptée par le gouvernement de Margaret Thatcher pour percevoir les impôts locaux. L'Écosse fut soumise à la capitation en 1989 ; le reste du pays lui emboîta le pas l'année suivante. C'est peu dire que la mesure fut impopulaire : elle causa une vague de « désobéissance civile » et une série d'émeutes dont la plus violente eut lieu le 31 mars 1990 à Trafalgar Square. J'y étais, et eus le loisir de goûter aux matraques de la police montée de Sa Majesté, comme bien des bons bourgeois qui n'avaient jamais battu le pavé auparavant. Des centaines de milliers de contribuables refusèrent de payer ; et plusieurs se retrouvèrent en prison, dont le député travailliste Terry Fields, qui passa deux mois derrière les barreaux. La poil tax fut la cause directe de la chute de Margaret Thatcher, évincée au profit de John Major par les barons du Parti conservateur, qui savaient que la community charge leur ferait perdre à coup sûr l'élection générale de 1992. L'une des premières décisions de Major, une fois devenu Premier Ministre, fut de la supprimer et de la remplacer par la council tax, un impôt local dont le montant est calculé en fonction de la valeur du domicile) et la privatisation du rail, ainsi que dans d'autres entreprises qui ont connu une plus grande réussite. » Certes. Toujours est-il que, bien qu'il en eût, Sir Christopher a sali ses mains d'artiste dans deux jolis pétrins ; il le sait, et ne manque jamais une occasion d'en faire publiquement pénitence. Il est venu, il a vu, il n'a guère été convaincu. En fait, cet homme au pedigree impeccable (Oxford, MIT, London School of Economics, Coopers Lybrand, etc.) passe aujourd'hui le plus clair de son temps, quand il ne recueille pas les confidences d'un ministre ou d'un chef de cabinet, à désosser sans joie cette énorme carcasse qu'est l'appareil d'État du New Labour dans des livres qui mériteraient de faire plus de bruit hors de White-hall, où il est vrai qu'ils causent un sacré raffut. Sir Christopher entend d'abord s'adresser aux siens. Le hasard seul a voulu que je croise le chemin de cet ancien haut, très haut fonctionnaire, qui devint ensuite l'un de mes guides les plus sûrs dans mon cheminement à l'intérieur des entrailles du New Labour. L'une de ses filles, Henrietta, se trouve être une amie d'enfance de mon épouse Sarah, et elle me conseilla de parler à son père lorsqu'elle eut vent de mon projet d'écrire ce livre. De tous les conseils que je reçus, celui-ci fut le plus avisé.

Je lui rendis visite pour la première fois à son domicile, sur Holland Park Avenue, une belle demeure victorienne dont le charme et la discrétion sont en accord avec son propriétaire. À voir son foulard froissé sans calcul, on pouvait penser que les Britanniques ne nous avaient emprunté le mot « négligé » que pour mieux nous faire sentir qu'eux seuls en connaissaient la véritable signification. Une tasse de thé m'attendait au coin de la cheminée, et c'est en grignotant quelques biscuits que nous entamâmes la conversation qui me donna la conviction que Le Royaume enchanté de Tony Blair valait non seulement la peine d'être écrit, mais aussi d'être lu. On place généralement ses remerciements en ouverture ou en clôture d'un ouvrage, mais la contribution de Sir Christopher fut si conséquente que

ma dette de reconnaissance doit être mentionnée ici même. « Au fait ! » vous entendez-vous dire – j'y viens, j'y viens. Mais je veux saluer l'homme qui, le premier, démontra pour moi les mécanismes quasi frauduleux dont se sert le Trésor public pour alléger le fardeau de l'endettement public ; qui, par quelques anecdotes, me fit comprendre comment le système des targets avait conduit – et cela, nécessairement – écoles, hôpitaux et autres services publics à tricher pour survivre ; et qui, à mon exclamation incrédule – « Mais, Christopher, ce que vous me décrivez là, ce n'est pas le Royaume-Uni, c'est l'Union soviétique ! » –, répondit, le plus calmement du monde :

« Ma foi, j'ai entendu un de mes amis se servir précisément de cette image... — Et ?... »

— Je serais plutôt d'accord avec lui. »

« Halte-là ! » (Cette fois-ci, je suis certain de vous entendre) « Trafalgar Square, ce n'est pas la place Rouge, Downing Street, ce n'est pas le Kremlin ! »

Non. On n'a pas construit de goulags dans les Shetland. Les livres de Sir Christopher ne sont pas mis au pilon. Les magasins sont pleins. Un Britannique est libre d'aller où il veut, et de voter contre le Dear Leader s'il le désire. Le football-club de Chelsea n'est pas le Torpedo Moscou (encore que...) . Néanmoins, le parallèle n'est pas aussi absurde qu'il y paraît, pour autant qu'on l'applique à l'architecture et au fonctionnement du pouvoir, ainsi qu'aux retombées de son exercice sur la vie publique en général, et sur l'effritement de l'héritage démocratique anglais en particulier.

L'un des nombreux paradoxes du blairisme, sur lequel Sir Christopher ne se lassa pas de revenir dès notre première conversation, est que le libéralisme affiché par le gouvernement se double d'un dirigisme croissant dans les services publics, et qu'il s'est traduit par une explosion de la bureaucratie, dont la vocation première est de veiller au respect des targets imposées par Downing Street.

« C'est un paradoxe hérité de Margaret Thatcher, me dit mon hôte. Le nombre de personnes employées par l'État a diminué... tout en augmentant considérablement ! Je m'explique : d'un côté, on a rayé des statistiques tous ceux qui travaillaient pour les entreprises qui ont été privatisées, de l'autre on a assisté à une explosion des comités de ceci et de cela. Au départ, ces organismes avaient été créés dans le but d'affermir le contrôle du gouvernement central sur les dépenses publiques. À l'arrivée, nous sommes face à des situations grotesques, mon cher Philippe, absolument grotesques ! »

— Vous pouvez m'en donner un exemple ?

— Rien de plus aisé. Je reviens tout juste du Yorkshire. Savez-vous combien on compte de malades du sida dans ce comté ?

— ...

— Treize. Et savez-vous combien d'organismes s'en occupent ? Vingt ! On en rirait si ce n'était pas bête à pleurer. »

Le New Labour, je crois l'avoir montré dans les pages qui précèdent, oscille sans cesse entre deux pôles qui devraient se repousser l'un l'autre, mais dont la coexistence définit sa nature et son idéologie. Il est le parti, et le pouvoir, de la « liberté d'entreprendre », de l'empowerment du citoyen-consommateur, mais il est aussi un control freak, un maniaque auquel rien ne doit échapper, sans cesse inquiet de perdre de son influence, prêt à tout pour la conserver. Il se veut « moderne », « réformateur », mais ne connaît qu'une seule façon de mériter ces épithètes : ordonner, aux deux sens du terme, « organiser » et « contraindre ». J'ai voulu, très tôt, mettre en garde contre le newspeak du New Labour, cette langue dans laquelle « permettre », quand ce mot apparaît dans un rapport gouvernemental, signifie « exiger ». Souvenez-vous, c'est ainsi qu'on « permet » aux étudiants de contribuer au coût de leur formation, quitte à les pousser à s'endetter jusqu'aux sourcils. Et quand le New Labour ordonne, il est inflexible. Sir Christopher se prenait au jeu, sans trop avoir à se forcer, il est vrai.

« Oui, le Royaume-Uni, c'est l'URSS. Avec cette différence : en URSS, chaque aciérie se voyait fixer un quota différent. Ici, les objectifs sont identiques partout, qu'il s'agisse d'écoles, d'hôpitaux ou de transports en commun. »

Ah, ces fameuses targets. Incontournables. Et notez bien qu'il ne s'agit pas toujours de targets de productivité — mais aussi de rentabilité ; logique lorsqu'on entend appliquer des modèles de gestion importés du privé dans les services publics. Un exemple — Royal Mail, la poste britannique, a publié à l'automne 2005 un communiqué triomphant : les profits de l'entreprise ont augmenté de 144 % en un an ! Sept cent soixante-treize millions d'euros de bénéfice ! Et une prime de 1 500 euros pour chaque employé, sauf pour l'homme providentiel qui a su retourner la situation, son directeur général Adam Crozier, qui a empoché plus de 3 millions d'euros. La preuve que le management libéral peut accomplir des miracles ? Non. Demandez leur avis aux résidents du district postal londonien W14. Ils sont au nombre de 48 000 et, depuis mai 2005, ils n'ont plus un seul bureau de poste dans leur quartier. Le dernier coûtait « trop cher » et a été « relocalisé ». Tout cela dans le cadre de ce que le New Labour appelle pudiquement son programme de « réinvention urbaine ». Sous cet euphémisme se cache, mais mal, un projet qui a mené à la fermeture de 3 000 bureaux de poste au cœur des villes. Interrogez les Britanniques : chaque jour, 65 600 lettres et colis se perdent entre les centres de tri et leur destination (Une enquête menée par le magazine Which ? en 2005 met en doute ces chiffres établis par Royal Mail pour évaluer sa performance ; ils sous-estimeraient largement la gravité du problème : 34 % des Britanniques voient au moins un colis ou une lettre par an se perdre Dieu sait où. Le nombre d'objets perdus dans le courrier serait ainsi plus proche de 130 000 que des 65 600 avancés par la poste britannique).

## Deux autres histoires de fous

Et puisque je me suis engagé sur ce chemin de traverse, permettez-moi d'y demeurer quelques instants de plus. Par chance, si c'est le mot, alors que j'écrivais ces lignes, mon regard s'attarda sur la une du quotidien *The Independent*. Ce journal a pour particularité de donner une place de choix à des « histoires » qui, la plupart du temps, ont échappé au radar d'autres publications. *The Independent* eut vent du fait qu'un groupe d'apparatchiks créé par le New Labour, le Conseil pour la recherche sur l'environnement naturel (NERC), avait décidé de mettre à pied 200 chercheurs et de fermer trois des plus prestigieux centres d'étude de la faune britannique, qui avaient commis le crime d'afficher un déficit de 1,75 million d'euros en 2005. Il s'agissait bien d'un crime – à condition qu'on parle de celui perpétré par le gouvernement, qui continue d'ignorer les appels désespérés de la communauté scientifique britannique, serrant toujours plus, au fil des budgets successifs, les cordons de leurs bourses, et avec eux les gosiers des chercheurs, tout en assurant l'électorat de son « engagement total » dans le combat pour la sauvegarde de l'environnement. Il est vrai que, hélas, le Royaume-Uni n'est pas vraiment une exception dans le monde industrialisé en ce domaine. Ce qui est sans doute unique, cela étant, c'est l'étrange raisonnement qui a mené nos apparatchiks à demander qu'on stoppe net les activités de ces pompes à finances écologiques. Car licencier 200 personnes, et évacuer trois sites, cela coûte cher. En fait, cela coûte les yeux de la tête. Dans ce cas précis, devinez combien.

## Soixante-cinq millions d'euros. Pour en économiser moins de deux.

Cette logique délirante dans laquelle infuse le New Labour n'est pas moins folle que celle des planificateurs soviétiques. C'est elle qui convainc quelques décideurs que payer 1,77 milliard d'euros à un investisseur privé pour un hôpital qui n'a coûté que 232 millions d'euros à construire, c'est, ma foi, une excellente affaire (Voir « Le plus grand malade du Royaume-Uni : le NHS ») . Dans ce cas-là, comme dans tant d'autres, la raison doit céder le pas à l'idéologie. Et au diable les contradicteurs. En fait, faisons-les taire, éjectons-les, et s'il faut en embastiller quelques-uns, appelons la police. Non, il n'y a pas de goulags aux Shetland. Mais le New Labour le regretterait-il ? Lorsqu'un militant pacifiste bivouaque devant les maisons du Parlement, alors que rien dans la loi ne l'en empêche, que fait Tony Blair ? Il fait voter une autre loi par ses députés, le *Serious Organized Crime & Police Act*, entré en vigueur au début de 2005. Ce texte visait entre autres notre bivouaqueur, un nommé Brian Haw, père de sept enfants, originaire de Birmingham, et dont le campement est devenu l'une des grandes

attractions touristiques de Westminster ; depuis juin 2001, la présence de ce solitaire, ses bannières et ses drapeaux rappellent aux représentants du peuple qu'ils ont autorisé leur Dear Leader à guerroyer en Irak. Armé de sa nouvelle loi, le gouvernement entreprit donc de nettoyer le trottoir de Parliament Square. Hélas pour lui, la Haute Cour du royaume trancha en faveur du manifestant lorsque celui-ci fit appel à la justice pour statuer sur son « crime » (Une jeune activiste pacifiste nommée Maya Anne Evans eut moins de chance que Brian Haw : la même loi permit de la faire passer devant un tribunal, en décembre 2005, pour avoir commis le crime de lire en public, à moins de huit cents mètres du Parlement, les noms des 97 soldats britanniques qui avaient alors trouvé la mort en Irak. Libérée « sous condition » (ce qui équivaut à une condamnation dans la loi anglaise) au terme d'un procès de trois heures, Maya Evans est donc entrée dans l'histoire du blairisme en devenant le premier citoyen britannique à être reconnu coupable d'un délit d'opinion) . L'Angleterre a du bon, vous le voyez. Le Parlement avait gaspillé de précieuses heures de débats pour calmer l'épiderme irrité de Tony Blair, et c'était bien dommage. C'était aussi d'une rare stupidité. Fort heureusement, une autre Angleterre – la vraie, et celle qu'on doit admirer – s'était secoué le poil, et avait rappelé que le mot « liberté » avait encore un sens au pays de John Wilkes.

Pour un nouveau réalisme travailliste Cette haine de l'hétérodoxie s'exprime parfois dans les domaines les plus inattendus, celui de l'art, par exemple. Peut-être dois-je préciser que Tony Blair, s'il gratte quelques accords sur sa Telecaster quand il a envie de faire le vide dans sa tête, est sans doute la plus inculte de toutes les grandes figures politiques britanniques de l'après-guerre. Il lit peu, écoute encore moins, et ne se rend dans un musée que lorsque ses fonctions l'y obligent, ce qui n'est pas fréquent. Grand bien lui fasse, me direz-vous. Cela, malheureusement, ne l'empêche pas d'avoir des idées sur l'art, pardon : sur ce qu'on appelle les « industries créatives » en novlangue blairiste. Il est vrai que ces « industries créatives », prises dans leur acception la plus stricte, pèsent plus de 10 milliards d'euros annuels au Royaume-Uni. Sans avoir le nez extraordinairement délicat, on peut ne pas aimer le parfum que dégagent ces idées. Le Premier Ministre et ses acolytes, l'ancien ministre de la Culture (et des Médias, ainsi, étrangement, que des Sports) Chris Smith en tête, détestent une chose par-dessus toutes les autres : l'élitisme. Pour eux, l'art doit donc être « accessible », « pour tous », bref, « populaire ». Un artiste est « investi d'une mission ». Dès son accession au pouvoir, en mai 1997, le New Labour entreprit donc de mener d'un bras qui se voulait bienveillant les travailleurs de l'art sur le droit chemin. La chose était plus aisée qu'on ne le pense ; il suffisait de revoir les critères sur lesquels l'Arts Council se fonderait pour distribuer les quelques cacahuètes qu'on lui attribuait dans le budget de la nation. Smith se fendit d'un document intitulé Creative Britain, rédigé dans le style horripilant des communiqués ministériels et articulé autour de ce principe bêta, mais pas innocent : les activités artistiques soutenues financièrement par l'État devraient « dégager un bon revenu d'investissement ». Dans l'esprit de Smith, qui était aussi celui de Blair, ce revenu – pour une fois – n'était pas quantifiable au sens propre ; l'artiste n'aurait pas à s'engager à réaliser un bénéfice d'exploitation ou quoi que ce soit de ce genre ; mais il aurait bien à s'engager – tout court. S'engager à participer à l'effort de renouvellement consenti par ses nouveaux gouvernants. A faire avancer ces dignes causes que sont l'hygiène publique (je n'invente rien, hélas), les relations intercommunautaires, le civisme, l'inclusion sociale, l'avancement de l'éducation dans les zones urbaines défavorisées. Bref, à devenir un assistant social muni d'une plume, d'un ciseau ou d'une caméra. Sinon... sinon, pas de subventions. Neuf années plus tard, on en est toujours là.

Si cela me rappelle des souvenirs, ce sont bien les monologues de quelques illuminés rencontrés à l'université du temps où l'on montrait sa carte du Parti pour prouver qu'on n'était plus un puceau de la chose politique ; cela me rappelle aussi les discours nauséux d'un Jack Ralite, et la logorrhée des animateurs qui infestaient les maisons de la culture de la proche banlieue à la grande époque, celle de Georges Marchais. Peu d'artistes britanniques ont eu le loisir de côtoyer ces animaux-là. Aussi choisissent-ils d'autres parallèles, et celui qui leur vient le plus naturellement à l'esprit est l'art fonctionnel imposé par Staline et ses successeurs aux créateurs soviétiques. Aussi peuvent-ils parler d'un « réalisme travailliste » en ayant le droit d'être pris pour autre chose que des agités du bocal. Le problème des critiques de l'esthétique blairiste est bien évidemment que ces causes que le pouvoir veut

faire embrasser par les artistes sont de celles que n'importe quel pékin considérera comme « justes ». Ainsi que l'a écrit l'un de ceux-là, Mark Ryan, « qui peut être pour l'exclusion, ou contre la diversité ? ». Ce qui a fait dire à Andrew Brighton, l'un des conservateurs de la Tate Modern : « La politique culturelle du gouvernement actuel suggère que certains objectifs politiques et certaines visées sociales sont d'une telle "auto évidence" que leur subordonner la majeure partie de la culture artistique soutenue par l'État est justifié. Il [me] semble que nous assistons à une nouvelle mise en scène de la tragédie du réalisme socialiste soviétique, cette fois-ci comme une farce social-démocrate. »

Depuis la France, seul pays au monde où l'on crut bon de nommer un chargé de mission du rock au sein du ministère de la Culture (Sous le premier règne de Jack Lang, ce Monsieur Rock avait pour nom Bruno Lion ; il jouait de la basse, si je me souviens bien, et a depuis fait son chemin dans le petit monde de l'édition musicale parisienne), on peut être tenté de prendre pareils jugements de haut et de se dire que ces drôles d'Anglais se montent la tête pour bien peu. Je serais d'ailleurs le premier à affirmer que si l'art contemporain français peine tant à s'exporter, si jamais aussi peu de ses créateurs n'ont eu une envergure internationale, la faute n'en revient pas à l'assèchement des talents mais à l'institutionnalisation de la créativité, à sa dépendance vis-à-vis des subventions publiques. Demande-t-on pour autant aux artistes de France de justifier de leur orthodoxie idéologique avant que de leur faire l'aumône ? Pas que je sache. Mais c'est bien ce qu'on escompte de leurs condisciples en Grande-Bretagne. L'idéologie du New Labour tire sa force de leurres sémantiques, de songe-creux, de slogans universalistes dont un patronage évangélique ne voudrait pas ; aux créateurs de les gober et de leur donner une substance pour l'édification des masses. J.J. Charlesworth, lui-même artiste ainsi que rédacteur en chef du magazine *The Future*, a dit bien mieux que je ne saurais le faire moi-même comment les artistes britanniques ont réagi à cette tentative d'OPA du pouvoir : « Paradoxalement, c'est la célébration fervente et vide de sens des arts par le New Labour qui est le plus gros problème, car sa réinterprétation de l'expérience culturelle comme baume social psycho-thérapeutique renverse la relation entre la valeur culturelle et le progrès d'une société "bonne". Le New Labour est terrifié par l'impact social corrosif de la "troisième voie". La culture lui offre un territoire artificiel dans lequel il peut laisser libre cours à son illusion d'une société progressiste. Ce n'est pas une illusion que les artistes devraient entretenir de leur propre chef. » Amen.

## Le parlementarisme en danger

L'un des phénomènes les plus bizarres qu'ait engendrés la longévité politique de Tony Blair a été l'exclusion progressive de toute interférence dans le processus de décision de Downing Street, fût-ce de la part du cabinet lui-même. Ce phénomène serait étranger à mon propos s'il ne participait pas tout autant de la dérive centralisatrice qui accompagne la mise en pratique de la « troisième voie », telle que la conçoit le Premier Ministre et telle qu'on l'admire comme une aube magnifique depuis les plages de Calais, et de la personnalité de ce dernier. Tony Blair, dont, on l'a vu, l'une des interjections favorites est look ! (non pas « regardez ! » mais « écoutez ! », ou plutôt « écoutez-moi ! »), n'apprécie guère les rebelles et les contestataires, que ce soit à Whitehall, à Westminster ou ailleurs. Quiconque ne souscrit pas à l'orthodoxie de sa pensée pourtant confuse, et souvent contradictoire, ne fera pas long feu dans son boudoir. On peut avancer, comme Sir Christopher Foster le fit souvent lors de nos tête-à-tête, que « le gouvernement ne gouverne plus ». Ses décisions stratégiques ne sont pas prises lors des réunions du cabinet mais dans d'autres salons, sur les tapis desquels glissent avec l'onctuosité d'un majordome à la P.G. Wodehouse conseillers et consultants choisis par Blair en personne. Ce cercle, qui ne cesse de s'agrandir, porte le nom de policy unit. Nul élu du peuple n'y a accès. La dénomination de ce conseil privé du roi Tony est vague ; son pourtour également. Il se compose de fonctionnaires qui n'en sont pas, mais qui ont néanmoins pris le relais d'une administration qui avait le défaut inexcusable de croire en son indépendance. En s'arrogeant un droit de veto – qui frise l'inconstitutionnalité – sur les nominations de candidats parlementaires par les militants travaillistes de chaque circonscription, Blair est parvenu, parfois dans la douleur, à recruter un bataillon de députés a priori aussi malléables que les ectoplasmes de Mme Blavatsky. La formule « les babes de Blair », utilisée pour décrire le gynécée

travailliste qui investit la Chambre des communes en 1997, avait des connotations détestables, c'est certain. Mais, pour avoir rencontré un nombre conséquent de ces « babes », je dois bien avouer qu'il y avait quelque chose de terrifiant à se retrouver face à ces femmes, jeunes pour la plupart, qui avaient endossé l'uniforme du New Labour avec le sourire d'hôtesse de l'air dignes d'une publicité des années 60. Les hommes, disons-le tout de suite, ne valaient pas mieux. C'était à qui anonnerait le plus fidèlement l'évangile réformateur de « Tony ». Au fur et à mesure que la majorité travailliste au Parlement a fondu, de 179 députés en 1997 à 165 en 2001 et à 67 (ouch !) en 2005, l'instinct de survie de ces moutons les a fait bêler un peu plus fort. Quiconque prône son blairisme avec trop d'enthousiasme risque de se faire botter les fesses par l'électorat de sa circonscription. Une petite rébellion par-ci par-là ne peut faire de mal à sa carrière quand son chef – élu par moins d'un quart de l'électorat seulement, doit-on le rappeler (Le Labour doit sa « victoire » de 2005 au découpage des circonscriptions, qui handicape lourdement le Parti conservateur, et, surtout, à un système électoral conçu il y a des siècles qui ne peut s'accommoder d'autre chose que d'un bipartisme rigoureux ; autrefois, whigs et tories, plus près de nous, travaillistes et conservateurs ; l'ascension des libéraux-démocrates en a achevé la délégitimation aux yeux de l'opinion. Et pour cause : le scrutin uninominal à un tour — quiconque recueille le plus de voix est élu — distord à ce point la représentation des partis politiques au Parlement que le New Labour peut disposer d'une majorité absolue dans la chambre basse en n'ayant recueilli que 36 % des suffrages exprimés, soit (la participation ayant été de 63 %) 22 % environ des électeurs inscrits. Un triomphe, donc) – a réussi l'exploit de battre les records d'impopularité de Margaret Thatcher dans les sondages. Le Parlement parla longtemps d'une seule voix, celle de son maître Tony. Maintenant que les rangs des toutous se sont clairsemés, il a retrouvé un peu de sa vigueur d'antan, mais un peu seulement. Blair a trouvé un moyen infailible de lui faire garder sa place : lui donner quelques os à ronger. Des lois. Par dizaines, par centaines. Jamais, dans toute son histoire, le Parlement n'a autant légiféré, et jamais, dans toute son histoire, il n'a à ce point bavassé dans le vide et eu moins d'influence sur la vie du pays. Je me contenterai d'un exemple : l'invraisemblable débat sur l'interdiction de la chasse à courre, qui dura bien plus longtemps que celui sur la décision d'envoyer l'armée britannique en Irak. Qu'on aime ou qu'on déteste les porteurs de trompe qu'Oscar Wilde avait décrits comme « les indicibles à la poursuite des immangeables », ou qu'on s'en fiche éperdument, on doit quand même s'interroger sur l'équilibre mental de représentants du peuple prêts à en venir aux mains pour sauver quelques renards, plutôt que les dizaines de milliers de victimes civiles de l'assaut contre Saddam.

Une autre saillie de Christopher Foster me revient à l'esprit : « Il faut bien qu'ils s'amuse, me dit-il, parlant des députés. Tant qu'ils parlent, ils n'ont pas à penser, tout en croyant sincèrement servir à quelque chose. »

Aux Honorables Membres du Parlement, quelques pilons à grignoter ; aux conseillers privés de Blair, de la viande à cuisiner et à mastiquer dans le plus grand secret – jusqu'à ce qu'on serve la tambouille au reste du pays.

## Les étranges conseillers de Tony Blair

John Birt, ou Lord Birt, si l'on veut prendre au sérieux les titres de noblesse distribués par le Premier Ministre (Dont une proportion conséquente récompense les businessmen qui ont contribué à l'effort de guerre du New Labour. Cinq des onze personnalités qu'il a proposé d'élever au rang de pairs du royaume en novembre 2005 avaient rempli à ras bord le panier de quête que les travaillistes font circuler urbi et orbi avant chaque élection. Barry Townsley est le plus pingre de ceux-là : à 11 600 euros le titre, ce n'est plus de la vente, mais de la braderie. Heureusement que Sir David Garrard et Sir Gulam Noon (290 000 euros) font remonter la moyenne, encore qu'on soit loin du record de Paul Drayson, un homme d'affaires au profil brouillardieux qui paya 870 000 euros en 2005 pour aller s'asseoir à la Chambre des lords... avant de se faire bombarder secrétaire d'État au département de la Défense. Drayson est également le PDG d'une entreprise de biotechnologie, PowderJect, qui s'est vu attribuer l'exclusivité dans la fourniture au gouvernement britannique d'un vaccin contre la variole. Valeur : 29

millions d'euros. « L'argent parle / Et de façon convaincante », comme dans la chanson d'Elvis Costello) fut jusqu'en 2005 le grand cacique de cette cour de conseillers. Avant d'être élevé à une telle distinction, Birt avait été à la BBC ce que Keith Joseph fut à British Rail : le vandale qui, sous le prétexte d'ouvrir un monopole public au marché interne et au secteur privé, parvint à transformer une organisation universellement respectée en une foire à tout qui ne tient plus que par une réputation acquise en d'autres temps, et par le dévouement d'employés qui n'acceptent pas qu'on assassine de la sorte l'un des plus beaux monuments de la culture et de la démocratie britanniques. Pour avoir passé dix-huit années au sein de la BBC, je puis témoigner des effets désastreux que les techniques de management imposées par Birt, et calquées aujourd'hui dans les services publics, eurent sur une institution vénérée dans le reste du monde. Peut-être ce livre est-il né là, au contact de ces vagues incessantes de « réformes », qui se brisèrent sur tant de falaises, et en firent tomber quelques-unes. J'avais écrit un chapitre entier sur les mémos hallucinants qui tombaient avec une régularité consternante dans nos casiers. Pourquoi ? Voilà pourquoi : voudrait-on peindre le portrait-robot du technocrate blairien qu'on demanderait à Lord Birt de poser. Il en est le prototype, et l'aboutissement. Venu au monde, semble-t-il, sans lèvres et déjà chaussé de lunettes, son sourire est comme « le reflet d'un rayon de soleil hivernal sur un couvercle de cercueil », pour reprendre la magnifique expression du chroniqueur parlementaire Simon Hoggart. Qu'il ait pu devenir l'un des hommes les plus puissants du pays en dit fort peu sur ses compétences, mais fort long sur ce que Tony Blair entend par « gouverner ».

Le Premier Ministre avait entamé son premier mandat en promettant « de commencer à faire courir un fil [ de pensée] commun entre les idées d'universitaires, de penseurs et d'intellectuels sur ce que le Labour essaie de faire ». La phrase n'était pas formulée dans les termes les plus heureux, mais le sentiment qui semblait l'habiter fut accueilli avec bienveillance par l'intelligentsia britannique. On ignorait alors, mais on n'ignora pas longtemps, que le frétilant leader des travaillistes entendait bien instaurer un dialogue – mais avec ceux qui pensaient comme lui ; ou, plus précisément, avec ceux dont le « fil de pensée » lui paraissait le plus proche de sa perception de la « modernité » et du « progrès », et de la « nécessité de réformer ». Le mot « commun » eût dû nous mettre en garde. Quoi qu'il en soit, Blair s'entoura vite d'une coterie de costume-cravate (ou jeans-col roulé) qui, s'ils ignoraient tout de la chose publique, maîtrisaient leur management speak sur le bout des doigts. Rassemblés au sein de la policy unit, dont la taille et l'influence grandirent au fil des ans, ces conseillers, qui n'avaient de comptes à rendre qu'à Tony Blair en personne, se mirent bientôt à piétiner les plates-bandes de la plupart des départements ministériels, la chancellerie exceptée, où Gordon Brown avait mis en place sa propre cour. Petit à petit, les prérogatives traditionnelles du cabinet passèrent sous le contrôle des hommes et femmes recrutés par le Premier Ministre ; ce cabinet, si retors quand il « servait » Margaret Thatcher et John Major, en est aujourd'hui réduit à servir de chambre d'écho aux mots d'ordre de Tony Blair. Comme me le fit remarquer Sir Christopher, quasiment tous les « poids lourds » du travaillisme historique ont fini, tôt ou tard, par quitter le gouvernement pour n'y plus revenir, le regretté Robin Cook entre autres. Ils ont été remplacés par des quasi-anonymes d'abord choisis pour leur allégeance, qui à Tony, qui à Gordon, et lesquels, sans doute épatés de se retrouver dans le grand bureau de Downing Street, acquiescent sans ruer dans les brancards. Les vraies décisions sont prises ailleurs.

La vaste majorité des Britanniques ignore tout des individus qui composent cet « ailleurs » ; c'est un monde flou, obsédé par le secret, qui a son langage, ses codes, ses lubies aussi ; c'est le monde qui gravita autour de John Birt quatre années durant ; c'est le monde dans lequel l'idéologie néolibérale de Blair a trouvé son inspiration, et son mode d'expression. Celui-ci se complaît dans les généralités, et frappe d'abord par la banalité apparente de son propos — ce qu'on appelle le « point de vue de l'hélicoptère » dans la phraséologie du consulting d'entreprise. Et si vous en désirez une preuve, voici quelques extraits de mémos adressés par John Birt à Tony Blair. Extrait de son rapport sur les stupéfiants (2003) : « Toutes les drogues ont un effet nocif — mais le crack et l'héroïne sont, et de loin, les plus addictives. » Réflexions sur l'éducation (2001) : « Notre performance en matière d'éducation s'est sensiblement améliorée au cours de ces dernières années [ . . . ] Cette performance solide est une justification puissante de la stratégie actuelle de l'éducation [ . . . ] Néanmoins, il reste encore des défis

significatifs à relever. ». Diagnostic sur les transports (2001 également) : « Les Britanniques voyagent à peu près comme les autres Européens, et pourtant nos réseaux ferroviaires et routiers sont parmi les moins développés des grandes nations – le résultat de décennies de sous-investissement. » Cela vous suffit-il ? Voilà, textuellement, les platitudes que Birt servit à Blair, qui ont orienté, et orientent encore, la pensée du Dear Leader.

Ce « système » avait un nom – un défi aux traducteurs : « blue skies thinking », littéralement la « pensée des ciels bleus ». Peut-être Birt faisait-il allusion à un monde futur si grandiose qu'il n'avait pas d'horizon ; que l'on y vivait comme des oiseaux se nourrissant de vent, libres, les ailes déployées dans l'azur. Peut-être, ce qui est plus probable, avait-il puisé dans son sac à malice une poignée de poudre de plus à semer dans nos yeux. Le New Labour dit se défier des idéologies, et planer au-dessus de leurs conflits stériles ; mais le besoin d'articuler une méthodologie de l'exercice du pouvoir ne disparaît pas pour autant et, dans cette perspective, la « pensée des ciels bleus » pouvait – dans l'esprit du cénacle blairien – lui servir de fondement, si mouvant soit-il. Ses défenseurs étaient nombreux autour du Premier Ministre ; leurs rangs se sont même épaissis au fil des ans. Birt, le grand sachem de cette tribu, ne manquait pas de guerriers, dont beaucoup avaient été initiés au sein d'une multinationale qu'on appelle souvent la « Fraternité » ou la « Compagnie de Jésus du capitalisme » dans le monde anglo-saxon : la firme de management McKinsey. Son Ignace de Loyola, James « Mac » McKinsey, professeur à l'université de Chicago, avait quitté sa chaire de comptabilité pour se lancer dans le management en 1926. Quatre-vingts ans plus tard, McKinsey emploie plus de 6 000 consultants qui prêchent sa bonne parole dans le monde entier, et qui, si on les avait armés des écrits de Lénine plutôt que de ceux d'Adam Smith, ressembleraient comme deux gouttes d'eau à de purs produits de l'école des cadres de Moscou. Leur intellect est vif, leur langue de bois. Nulle part ils n'ont plus d'influence qu'au sein de la policy unit de Tony Blair. L'homme qui la dirige, David Bennett, est un « mckinseyiste ». Tout comme Nick Lovegrove, fort écouté par le Premier Ministre dans les domaines de la communication, des médias et des technologies de l'information. Ou encore Adair Turner, qui joue un rôle de premier plan dans la réforme du système de retraites. Ce sont ces hommes-là qui érodent le pouvoir décisionnaire des ministres et qui, de plus en plus, se substituent à eux, en faisant de simples exécutants de la « pensée des ciels bleus ». Et dire que les Français se plaignent de leurs énarques...

John Birt, lui, n'avait pas été formé par McKinsey ; mais que fit-il lorsque sa mission auprès de Tony Blair prit fin ? Il rejoignit la firme américaine, pour laquelle il travaille encore à ce jour.

## **Brother Tony is watching you...**

Surtout, que rien ne nous échappe, voilà l'obsession des blairistes. Leur monde idéal n'est pas le cauchemar en gris et brun du 1984 orwellien, il se rapproche bien plus du panopticon imaginé par Jeremy Bentham à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de cette « prison idéale », ronde comme un des cercles infernaux de Dante, dont Michel Foucault dit qu'elle assurait « le fonctionnement automatique du pouvoir », parce que se savoir observé suffit pour qu'on obéisse, même si celui qui observe n'est plus là. Au cœur de ce panopticon, une salle de contrôle depuis laquelle les geôliers peuvent surveiller chaque mouvement des détenus, sans même que ceux-ci en aient conscience. Qu'ont-ils à craindre, s'ils n'ont rien à se reprocher ? Car c'est pour leur bien qu'on garde l'oeil sur eux de la sorte, pour assurer leur sécurité autant que pour empêcher leurs débordements, de même que c'est pour le bien de la société tout entière que le New Labour met en place au jour le jour un dispositif de surveillance des citoyens qui aurait fait baver d'envie les fonctionnaires de la Stasi. Avant de voir en moi un paranoïaque, poursuivez votre lecture ; quelques paragraphes devraient vous suffire à formuler un autre diagnostic.

Le Britannique a beau être un sujet, il n'en a jamais été pour autant un assujetti, aussi loin qu'on remonte dans l'histoire de son modèle démocratique. Bien des notions qui sont nôtres dès la communale sont étrangères à sa perception des droits de l'individu et des devoirs de qui le représente, député ou gouvernement. L'idée, par exemple, qu'il faut posséder un bout de carton ou de plastique pour prouver qu'on est bien soi-même lui paraît aberrante, une atteinte injustifiable au droit qu'a tout citoyen de préserver intacte la sphère du privé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce n'est qu'à

contrecœur que le gouvernement se résolut à instaurer un registre national des habitants du Royaume-Uni, et avec lui la première carte d'identité jamais émise dans les îles Britanniques (Par un décret royal, signé le 5 septembre 1939) . Lorsque le besoin ne s'en fit plus sentir – une fois écartés la menace de la cinquième colonne et les impératifs de la coordination du rationnement –, on se débarrassa de cette carte aussi rapidement qu'on le put. En ce temps où le Labour n'était pas encore New, l'une de ses voix les plus éloquentes, celle d'Aneurin Bevan, se fit entendre à la Chambre des communes : « Je crois que l'exigence d'un passeport intérieur est plus détestable que celle d'un passeport [pour voyager à l'étranger] , et que les citoyens doivent avoir le droit de circuler librement sans courir le risque d'être accostés par un policier ou qui que ce soit d'autre, et qu'on leur demande de montrer une preuve de leur identité. » Ce sentiment était partagé par toute la classe politique, et par l'immense majorité de ceux et celles qu'elle représentait. On ne se contenta pas de rendre les cartes d'identité optionnelles, on les abolit, purement et simplement. C'était en 1952. Cinquante-quatre ans plus tard, contre la volonté des électeurs, au mépris d'un génie de la liberté qui est l'une des gloires du Royaume-Uni, les panopticiens blairistes entendent s'emparer du rêve benthamien pour construire leur meilleur des mondes. Et, cette fois-ci, il ne s'agira pas seulement de recenser nom, prénom, sexe, âge, profession, lieu de résidence, état matrimonial et situation militaire, comme du temps où les V1 réduisaient Londres et Coventry en cendres. Quatre bombes explosent à Londres, et le New Labour veut tout savoir de ses citoyens modèles. Il entend imposer une carte biométrique qui permette aux instruments du pouvoir, policiers et autres, d'accéder, par l'entremise d'un seul vecteur, à toutes les données quantifiables de la vie de chaque individu, divisées en quarante-neuf catégories par les panopticiens gouvernementaux ; à son casier judiciaire, évidemment ; mais aussi, indirectement, grâce à l'attribution de numéros uniques d'identification personnelle, à son registre de santé ; à son statut vis-à-vis du Trésor public, ou de l'assistance sociale ; à son cheminement dans le système éducatif ; à son inscription, ou non, sur les listes électorales ; pendant qu'on y est, à ses relevés bancaires – bref, à tous les domaines d'interaction entre l'individu et l'État. De cette manière, tout service public sera en mesure d'accéder à une data spine (une « colonne vertébrale » de données informatisées) fort utile pour lutter contre les fraudeurs et les criminels de tout poil, comme on le dit et le répète en haut lieu.

Curieusement, plus bas, on renâcle ferme. La Chambre des lords a déjà botté en touche concernant le projet de loi qui instaurerait les ID cards en Grande-Bretagne. A trois reprises. La Chambre des communes gronde elle aussi ; les conservateurs sont totalement opposés au principe de ces cartes sésames ; les libéraux-démocrates les exècrent encore davantage ; les travaillistes râlent comme des poux, et pas seulement pour caresser leurs électeurs dans le sens du poil. Mais le gouvernement insiste ; il veut sa carte, il l'aura, d'une manière ou d'une autre. « La sécurité du pays est en jeu », glapit-il. Faire imprimer sa vie sur une puce électronique, à l'entendre, c'est infliger une défaite cuisante à Ben Laden et à ses barbus. Il importe peu que les terroristes qui ont attaqué la capitale en juillet 2005 aient tous vu le jour ou grandi au Royaume-Uni, et auraient donc été « indétectables » s'il leur avait fallu posséder une preuve de leur identité. Leur rôle dans la conspiration sécuritaire du New Labour se borne à attiser la peur de la population, et à aider le pouvoir à administrer ses remèdes de bateleur. Brisez-vous un ongle, on vous plâtrera le bras tout entier. Mais le patient est rebelle. D'une part, il accepte mal qu'on fouine dans ses affaires de la sorte, de l'autre, il rechigne à payer de sa poche la facture colossale de la mise en place du système de surveillance dont rêve Tony Blair — 26 milliards d'euros, selon une étude de la London School of Economics (LSE) (Je ne résiste pas à l'envie de citer la réaction du professeur Ian Angell, chef du département des systèmes d'informations à la LSE, lorsque ce chiffre fut remis en question par le gouvernement. Il est rare qu'un mandarin de l'université se lâche de la sorte. « Ces gens [ le gouvernement] , dit-il, souffrent de névrose obsessionnelle ; ce sont des designers idiots qui pensent que le monde peut être circonscrit et ordonné comme il leur plaît, des maniaques du contrôle qui ne comprennent pas que ce contrôle n'existe pas. Ce système ne sera pas infaillible. La marge d'erreur sera de 0,1 % au moins, ce qui implique des risques pour la sécurité horribles quand on songe à la taille du réseau de données d'identité ») . Car il reviendrait à chaque individu de financer sa mise en fiche, et non au Trésor public. On ne va quand même pas mettre en danger l'équilibre budgétaire si cher à Gordon Brown pour protéger la nation !

## C'est pour mieux vous protéger, mes enfants...

Il n'est toutefois pas garanti que le gouvernement, même après avoir obtenu l'aval qualifié du Parlement, obtienne gain de cause dans l'affaire. Son projet a suscité une telle opposition, une telle colère, y compris au sein du Parti travailliste, que le risque électoral ne vaut sans doute pas la peine d'être couru. Qu'à cela ne tienne : l'initiative aura au moins eu le mérite de servir d'écran de fumée, de détourner le regard de l'opinion (et de nombre de ceux qui sont censés la faire) d'un processus mis en mouvement depuis longtemps, et cela au nom de la « modernisation », ou de la « rationalisation » des services publics. C'est fort triste, et fort inquiétant, mais le New Labour entend œuvrer « pour notre bien » ; il lui est impossible de comprendre comment on pourrait ne pas partager sa vision du progrès social. Ses objectifs sont « auto évidents » ; selon sa conception utilitariste, voire instrumentaliste de l'individu et de la société, chacun a un rôle à jouer, une mission à remplir dans le cadre du grand œuvre réformateur. Quiconque se place en marge de ce grand œuvre, et revendique une vie qui déborde l'univers fonctionnel, entre aussitôt dans la catégorie des « forces du conservatisme », avec un « c » minuscule. Ce discours totalitaire sous-tend toute la rhétorique du New Labour ; le « changement » est « nécessaire », « inévitable », même ; il faudrait être un imbécile ou un ennemi du progrès pour le contester.

Aussi est-il justifié de faire en douce ce que les « forces du conservatisme » empêchent de faire au grand jour, quand bien même elles s'exprimeraient au sein du Parlement. Pendant que les députés et les pairs du royaume y vont de leur petite rébellion, les apparatchiks blairiens profitent du brouhaha pour besogner devant leurs ordinateurs, furtifs comme des souris d'église. Si imposer les cartes d'identité biométriques est trop dangereux, politiquement parlant, autant se servir de ce que le pouvoir a déjà à sa disposition, et qui constitue le système de surveillance des individus le plus sophistiqué et le plus complet de la planète. Les conducteurs britanniques qui achètent leur vignette ne se doutent probablement pas qu'ils contribuent à la création d'une banque de données colossale qui, grâce à la présence de caméras de surveillance sur toutes les routes du Royaume-Uni (chemins de chèvre et sentiers communaux exceptés), permet d'enregistrer chacun de leurs mouvements sur le territoire national (PITO, l'organisation qui chapeaute la surveillance du réseau routier britannique, se vante de pouvoir relever les numéros d'immatriculation de 3 600 véhicules par heure, même lorsque ceux-ci se déplacent à plus de 160 km/h) . M. et Mme Smith allant rendre visite à leurs enfants au fin fond du Devon ou d'ailleurs sont suivis et répertoriés avec le même soin que s'ils étaient suspectés de sympathiser avec Al-Qaïda. Aucun autre pays au monde ne fait preuve d'autant d'enthousiasme dans le déploiement d'un tel dispositif ; selon l'organisation de défense des droits de l'homme Liberty, ces caméras seraient au nombre de 4 millions sur l'ensemble du pays.

Le pouvoir est donc en mesure de suivre à la trace quiconque entre dans sa voiture ; et il possède un numéro unique d'identification personnelle pour chaque détenteur d'un permis de conduire. J'évoquais plus haut (Voir « Le plus grand malade du Royaume-Uni : le NHS ») comment le NHS, le système de santé publique, avait engagé des milliards dans la création d'une banque de données centrale, intégralement informatisée ; parvenu à ce point dans mon voyage au sein de l'univers blairiste, je dois préciser que l'un des axes principaux de ce projet est l'harmonisation de son mode d'identification des patients avec celui qui est de mise dans les autres départements gouvernementaux. En adoptant un numéro de référence unique pour chaque malade, qui soit aussi celui de chaque conducteur, et de chaque chômeur inscrit au registre des demandeurs d'emploi, et de quiconque a jamais commis la moindre infraction à la loi, si mineure soit-elle, le pouvoir se retrouve en possession d'une arme que lui aurait enviée Joseph Staline. « À cette différence près », m'a-t-on répondu lorsque j'ai présenté cette opinion à quelques hauts gradés du service public de santé, « que nous nous en servons pour le bien public, et pour mieux gérer les ressources dont nous disposons ». Mes interlocuteurs ne remettaient pas en question le bien-fondé de ma proposition : oui, l'objectif est bien de centraliser toutes les données, et de permettre ainsi l'accès aux informations recueillies entre tous les services. Mais eux n'y voyaient rien de sinistre ; il est juste et bon, disent-ils, qu'on puisse faire la chasse aux fraudeurs en tentant de déterminer si M. X, qui touche une pension d'invalidité, a fait ou pas un

voyage de six cents kilomètres pour aller se baigner à Brighton. Des garanties sont en place, continuent-ils, pour empêcher toute « dérive ».

Hélas, et c'est bien « hélas » que je veux dire, cette dérive se fait déjà sentir. Depuis l'avènement de Blair en 1997, le Home Office (ministère de l'Intérieur) a vu défiler à sa tête Jack Straw, David Blunkett et aujourd'hui Charles Clarke. Ces hommes qu'on dit « d'ordre » ont présidé à une érosion des libertés civiles sans précédent dans l'histoire du Royaume-Uni, dont la manifestation la plus choquante doit être la remise en question par Jack Straw — en 2000 — du droit d'être jugé par ses pairs, et donc de l'habeas corpus, principe fondateur du droit anglais depuis le règne d'Édouard 1er, soit depuis plus de sept cents ans, qui permet à tout individu de poser la question de la légitimité de son emprisonnement devant un jury. Si Straw avait obtenu gain de cause (la Chambre des lords rejeta son projet de loi à la majorité des deux tiers), les accusés de cambriolage, de vol qualifié, de trafic de stupéfiants, d'agressions graves et de quelques autres crimes se seraient vu refuser ce droit. Pourquoi ? Parce que toutes ces histoires de jurys coûtaient trop cher, et ralentissaient le processus judiciaire. On n'embastille pas assez pronto au goût du New Labour.

Ces durs ont aussi supervisé d'un œil froid l'explosion de la population carcérale du Royaume-Uni (on est passé de 61 114 prisonniers en juin 1997 à 77 388 en août 2005) ; recruté des officiers de police à tour de bras (on en compte désormais 139 200, contre 127 000 en 1997, sans compter près de 75 000 auxiliaires à temps complet) ; et, accessoirement, encouragé la délation dans la société qu'on dit, et non sans raison, la plus tolérante du monde : n'importe qui peut dénoncer un scrounger, ou « fraudeur social », un chômeur qui travaille au noir, par exemple, ou une mère célibataire qui s'est mise en ménage, en appelant un numéro vert sous le couvert de l'anonymat. Voilà les zèbres auxquels nous sommes censés faire confiance pour éviter toute « dérive ».

La police a profité de sa cote d'amour auprès des surveillants généraux de Tony Blair pour prendre certaines libertés avec la lettre de la loi. On a appris au début de 2006 que Scotland Yard stockait dans sa banque de données génétiques les échantillons d'ADN de 24 000 adolescents qui avaient bien été interpellés, mais n'avaient jamais reçu ni avertissement ni condamnation. Or, dans l'Angleterre de Blair, on interpelle et on fouille un peu comme on veut quand on porte la matraque et la radio au côté ; les lois « anti-terroristes » votées par le Parlement travailliste ont considérablement étendu les pouvoirs de la police dans ce domaine, bien au-delà de ce qui était toléré lorsque les conservateurs dirigeaient le pays (En 2005, 36 000 personnes ont été ainsi interceptées et fouillées — le plus souvent au hasard, mais aussi parfois parce qu'elles avaient exprimé d'une façon ou d'une autre leur hostilité à la politique de Tony Blair. C'est ainsi que John Catt, maçon à la retraite de 81 ans, fut arrêté dans une rue de Brighton l'été dernier parce qu'il avait eu le toupet de se promener vêtu d'un T-shirt sur lequel était écrit « Bush, Blair, Sharon — à juger pour crimes de guerre et torture »). En 2003, cette banque de données génétiques contenait des informations sur 1 300 000 individus ; ce chiffre a plus que doublé depuis ; selon l'association GeneWatch UK, qui est dirigée par les Drs Sue Mayer et Helen Wallace, ce seront bientôt 5 millions de Britanniques — en attendant mieux ? — qui figureront dans ce fichier de suspects en puissance, dont la grande majorité n'auront jamais enfreint la loi. C'est un accroc dans les libertés individuelles ? Un affront aux meilleures traditions de la vie britannique ? Non. « C'est pour mieux vous protéger, mes enfants. » C'est aussi cela, le néolibéralisme revu et corrigé par Tony Blair ; un régime qui a si peur de ceux qu'il dit servir qu'il ne peut réformer sans contrôler davantage.

## Chapitre 13

### La nouvelle Jérusalem

*« Entrez dans la Bourse de Londres, cette place plus respectable que bien des cours, et vous y voyez rassemblés les députés de toutes les nations pour l'utilité des hommes ; là le juif, le mahométan et le chrétien traitent l'un avec l'autre comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute ; là le presbytérien se fie à l'anabaptiste, et l'anglican reçoit là la promesse du quaker. Au sortir de ces pacifiques et libres assemblées, les uns vont à la synagogue, les autres vont boire, celui-ci va se faire baptiser dans une grande cuve au nom du Père par le Fils au Saint-Esprit ; celui-là fait couper le prépuce de son fils et fait marmotter sur l'enfant des paroles hébraïques qu'il n'entend point ; ces autres vont dans leur église attendre l'inspiration de Dieu leur chapeau sur la tête, et tous sont contents. »*

VOLTAIRE, *Lettres anglaises*, 1734.

Sans doute le Stock Exchange a-t-il perdu de sa respectabilité depuis le temps de Voltaire ; de son utilité ? C'est moins sûr. Car c'est là qu'on forge la cuirasse de prospérité du Royaume-Uni au XXI<sup>e</sup> siècle. Certes, les valeurs qu'on y cultive sont de celles que l'on achète ou que l'on vend, le bol de crème qu'on place sous le nez des gros matous. Mais l'aimable indifférence que le philosophe exilé y avait admirée, avec laquelle juifs et mahométans pouvaient converser, n'a pas disparu pour autant, loin de là. Ce fluide de tolérance circule toujours dans l'organisme de la Grande-Bretagne, et je n'en connais pas qui apaise mieux la soif des amants de l'humanité.

Voilà aussi pourquoi j'avais prévenu le lecteur que ce livre ne pouvait être neutre. Au vu de ce qui précède, on aura pu croire que je n'ai pris cette précaution de langage que pour faire pardonner mon ardeur à trouver la part de mensonge du projet blairiste (qui valut à mon travail le titre provisoire de *The Tony Blair Witch Project* auprès de mes amis londoniens) . C'est exact, mais en partie seulement. Ma colère ne se nourrit pas de la nostalgie d'un ailleurs ; elle a pour objet une idéologie pernicieuse, un pouvoir, pas une nation. Je me suis établi à Londres voici plus de vingt ans, et y suis demeuré du fait d'un enchevêtrement d'accidents et de désirs. A la différence des huguenots français ostracisés par Louis XIV, et qui ajoutèrent un mot nouveau au vocabulaire de la langue anglaise — *refugee*, transcription de la manière dont les Anglais de ce temps prononçaient notre « réfugié » —, des marins chinois et des lascars bengalis venus grossir les équipages des clippers anglais du siècle suivant, des juifs cherchant à échapper aux pogroms d'Europe orientale, des Ougandais d'origine indo-pakistanaise expulsés par Idi Amin Dada et des Somaliens fuyant la guerre civile, c'est par choix que j'ai trouvé ma place sur cette terre de liberté, que je ne puis m'imaginer quitter. Elle m'a accueilli, elle s'est ouverte à moi comme l'espérait l'anglophile que j'étais, qui avait nourri son amour pour elle de chansons des Kinks, de nouvelles de Chesterton — et de football. Nulle part ailleurs je n'aurais pu être l'auteur de ma vie comme je l'ai été ici. Ne lisez pas dans cette dernière phrase un dépit du sol natal ; français je suis, français je resterai ; on peut prendre soin de deux loyautés dans le même cœur.

Un certain fatalisme, commun à tout mortel, peut faire accepter la fuite de ce avec quoi on est né. Il ne peut tempérer l'angoisse et la rage que l'on ressent lorsque l'objet qui s'en va est de ceux qu'on s'est choisis plus tard. Or, pour moi, spectateur autant qu'acteur, toujours à la limite du hors-jeu, cet objet qui s'en va est la société, le génie national que le projet du New Labour a entrepris de transformer au nom d'une idéologie fuyante, aux principes d'un vague vertigineux, dont l'effet sur l'âme et la chair de mon pays d'adoption est d'autant plus désastreux qu'ils prétendent à l'unanimité du progrès. Ce livre a brossé un portrait à charge ; pas une caricature, vous pouvez en être certains. Un accusateur ne s'attarde guère sur les qualités du prévenu dans son réquisitoire, sinon pour mieux établir sa culpabilité.

Je n'ai pas procédé autrement, convaincu que je suis de celle-ci. J'ai – presque – achevé mon passage à la barre ; à vous, le jury, de délibérer.

Est-il un pays d'Europe qui soit aujourd'hui le sujet d'une entreprise d'ingénierie sociale aussi radicale que la Grande-Bretagne ? J'en doute, et je suis en cela en plein accord avec les thuriféraires du blairisme qui en parlent comme d'un « laboratoire ». L'île du docteur Moreau, peut-être ? Nous différons quant à notre jugement sur les résultats de l'expérience, voilà tout. La stabilité politique de ce pays, due à l'injustice du système électoral plus qu'à la volonté des électeurs, dois-je encore le répéter, a donné aux idiots savants du New Labour toute latitude pour imposer leur langage et poursuivre leurs travaux jusqu'à l'épuisement du sujet. L'apparente prospérité dont s'étonne l'étranger et qu'il envie a fourni une « preuve » de la réussite de cette expérience. Mais j'espère vous avoir montré à quoi ressemble ce sujet après neuf années passées à servir de cobaye. Il porte beau, vu de l'extérieur, surtout quand on se trouve laid soi-même, mais ôtez-lui son costume acheté à crédit et vous le verrez pour ce qu'il est : une vieille fardée, qui passe et repasse sous le couteau du chirurgien pour se faire retendre la peau, et pour se croire immortelle. Ce n'est pas une métamorphose, c'est une recreation en trompe l'œil. Ne s'y laisseront prendre que la vieille elle-même – et ses gigolos. Le coût social et humain de l'opération peut et doit effrayer – la pauvreté, l'inégalité face à la maladie et à la mort, l'abandon de la notion de bien public au profit... du profit ; mais le coût culturel est peut-être plus effrayant encore. Si la frénésie réformatrice du New Labour m'inquiète tant, c'est par son systématisme, qui est d'autant plus malaisé à faire comprendre, et donc à combattre, qu'il refuse de s'aligner sur un dogme ou une orthodoxie de la pensée qu'on puisse démontrer par la raison. La raison peut encore triompher, mais seulement après avoir démolì tout un pâté de maisons de carton-pâte, sans plus de substance que les moulins de Don Quichotte. Or qui prête attention à Don Quichotte ? Le blairisme, fruit des circonstances et de l'intérêt, est aussi insaisissable que le bleu de l'océan. Un nuage passe, il s'assombrit. Agrégat de presque convictions et de tâtonnements sémantiques, il fonctionne en circuit fermé, au sein d'une métalogue sans autre référent qu'elle-même. Il se présente, de sa propre autorité, comme la synthèse d'idéologies qu'il affirme discréditées ; à sa gauche, le marxisme, par quoi il entend le léninisme, le trotskisme, le stalinisme, bref, tout ce que Marx a pu engendrer d'enfants plus ou moins naturels – les connaisseurs apprécieront ; à sa droite, le capitalisme « sauvage », quoi que cela puisse signifier quand on prend le petit déjeuner avec Rupert Murdoch et qu'on ouvre son lit à Bill Gates ; cette mise en opposition, toute rhétorique, mène « nécessairement » à la « troisième voie ». Toute autre conclusion est impossible. Absurde ? Certainement. Dangereux ? Sans le moindre doute. Ce n'est pas parce qu'on n'aime ni le melon ni l'ananas qu'on doit « nécessairement » apprécier le goût de la framboise. Pourquoi pas une barquette de fraises, ou un bol de mandarines ? Le New Labour voudrait faire croire que le fruit qu'il propose est comme les bonbons de Willie Wonka<sup>1</sup>, qui associent tous les parfums des vergers édeniques dans une boulette de sucre.

Il revendique l'inclusion, mais au sens de « rejoignez-nous », de « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Et qui est contre nous est contre le vrai, le progrès, la vie. D'où la névrose panoptique du New Labour, d'où son enthousiasme à légiférer, et à surveiller, tout en s'indignant qu'on questionne son attachement à la liberté. On a pu s'étonner que ce soit dans la Russie des moujiks et des fils de serfs qu'on a assisté à la première révolution communiste. Je m'étonne quant à moi que ce soit dans le pays de Gladstone et du non-conformisme que le néolibéralisme a trouvé son expression blairiste. Son désir de contrôle absolu des mécanismes sociaux, ou plutôt sa conviction que les échanges sociaux peuvent être réduits à des mécanismes, va à l'encontre de tout ce qui constitue la différence britannique. Il n'est pas si surprenant que le New Labour s'en prenne aussi souvent aux « forces du conservatisme » ; il exècre la tradition, le fil culturel qui court dans le tissu social. Cette haine du passé qui est aussi un présent prend parfois des tours prévisibles, eu égard aux racines du travaillisme : les aristocrates qui chassent le renard, par exemple, ou les gentlemen des clubs de St James auxquels on interdit de fumer le cigare dans leur salle de lecture ; et des tours parfois plus déconcertants, au premier abord, comme dans le cas de Maya Evans, la jeune femme qui a commis l'affront de réciter les noms des soldats

---

<sup>1</sup> Héros du livre *Charlie et la chocolaterie* de Roald Dahl

tombés en Irak à proximité de Downing Street, ne faisant en cela qu'exercer le droit de tout sujet de Sa Majesté de dire en public ce qu'il pense en privé. Aucune sphère n'échappe à la tentative du New Labour pour circonscrire l'action individuelle dans le cadre de la loi et pas de la coutume, le terreau dont se nourrit le droit anglais. On ne compte plus les édits ministériels qu'on croirait sortis du monologue d'un satiriste en mal d'inspiration. Guidé par le gouvernement, le Parlement a ainsi débattu pendant la plus grande partie de l'hiver 2005-2006 d'un Animal Welfare Act qui interdira bientôt aux propriétaires de bouledogues de couper la queue de leur chien, et aux bateleurs de fête foraine d'offrir des poissons rouges aux enfants de moins de 16 ans. Comme s'il fallait que le pouvoir prenne le citoyen par la main et le guide en toutes circonstances, « pour son bien ». Celui-ci serait-il donc incapable de tout jugement ? Aux yeux du New Labour, oui, probablement ; capable à tout le moins de se tromper. Le pouvoir doit donc intervenir.

Ce New Labour ressent un profond malaise quand il est confronté à des comportements ou à des usages dans lesquels entre une part d'imprévisibilité. Tout au long des discours de ses apôtres, il prêche la tolérance, le multiculturalisme, la « diversité » ; mais lorsque les différences s'expriment en dehors de ce qu'il juge être une « bonne chose »... panique ! Cette peur de l'incontrôlable explique pourquoi le travaillisme blairiste se sent tellement plus à l'aise avec le big business qu'avec les PME et les travailleurs indépendants — même s'il rêve de « micro-manager » jusqu'aux vendeurs de T-shirts du marché de Camden. Quiconque visite et tâche d'observer le Royaume-Uni de Tony Blair devrait être frappé, non pas par sa prospérité, mais par son homogénéisation. Chichester, Deal, Manchester, Leeds, Newcastle... Marchez dans leurs grand-rues, et ne vous arrêtez pas aux chalands qui encombrant les trottoirs. Regardez plutôt les enseignes des magasins où ils vont tirer un peu plus sur la corde du crédit. Du Yorkshire au Sussex, de la Merseyside au Kent, ce sont toutes les mêmes. Habillement : Topshop, Kookai, Army & Navy ; hi-fi : Dixons ; électronique : Maplins, PC World ; librairies : Borders, Waterstones ; optique et photographie : Jessops ; quincaillerie : Robert Dyas ; pharmacies : Boots, Superdrug. Prenez ces noms, inscrivez-les sur un bout de papier, mettez-les dans un chapeau, tirez-en une dizaine au hasard, et vous aurez devant les yeux la toponymie de toutes les artères commerçantes de toutes les villes de Grande-Bretagne.

Le « village » londonien dans lequel j'habite depuis vingt ans comptait à mon arrivée un boulanger, deux poissonniers, deux bouchers et trois magasins de primeurs. A l'exception d'une boucherie, tous ces petits commerces ont disparu, laissant le plus souvent la place qui à une teinturerie, qui à une agence immobilière. C'est bien dommage, me direz-vous, mais qu'y peut le New Labour ? Plus que vous ne le croyez. Le gouvernement travailliste n'a pas bougé le petit doigt pour venir en aide aux détaillants de taille modeste ; au contraire, il a tout fait pour faciliter l'implantation des grandes chaînes de distribution et des supermarchés (Sept chaînes — par ordre décroissant d'importance : Tesco, Asda, Sainsburys, Morrisons, Somerfield, Waitrose et Iceland — contrôlent actuellement plus des trois quarts du marché de l'alimentation générale au Royaume-Uni ; l'accroissement de leur puissance est tel que le groupe parlementaire multipartite chargé de veiller sur le petit commerce a annoncé au début de 2006 que les magasins indépendants de petite ou moyenne surface auraient probablement totalement disparu des grand-rues britanniques d'ici à 2015) au coeur des zones urbaines, y compris en fermant les yeux sur le dumping à grande échelle que pratiquent les géants de la distribution, et en assouplissant les réglementations de planning qui entravaient leur marche en avant. Les collectivités locales placées sous le contrôle du New Labour, sachant qu'elles pourront exiger bien plus d'un Borders que d'un libraire indépendant, n'hésitent pas à doubler ou tripler le loyer annuel des commerçants qui sont leurs locataires. L'exemple vient d'en haut. Le New Labour a, tout simplement, rendu acceptable, « naturel », le fait qu'un organisme public se fonde sur la seule considération du profit quand il doit arrêter son action. On ne rencontre pas seulement le blairisme au quotidien dans les écoles, les prisons, les gares ou les hôpitaux, voyez-vous — mais aussi quand on va acheter sa pinte de lait.

## « ... et merde aux poseurs de bombes ! »

Blair ou pas Blair, à l'approche du terme de ce livre, il me reste le devoir de communiquer quelques mots d'espoir. À commencer par ceux-là : la Grande-Bretagne survivra au blairisme.

Oui, la Grande-Bretagne survivra malgré les mensonges et la paranoïa du pouvoir, malgré son mépris de la raison, ses affronts à la justice sociale et à la démocratie. Car ce gouvernement qui n'a que le mot « réforme » à la bouche n'est pas et ne peut être l'architecte du plus grand changement qui affecte le Royaume-Uni aujourd'hui – la transformation de ce qu'on entend par « être britannique », autrement dit la naissance d'une nouvelle identité.

Flash-back. Nous sommes le 21 juillet 2005, sur Shepherd's Bush Green, un triangle de verdure fatiguée coincé entre trois des rues les plus fréquentées de l'ouest de Londres. Quelques heures plus tôt, on y a échappé à un massacre. La charge d'explosifs que transportait un jihadiste ayant grandi sur le sol britannique avait fait long feu, comme en trois autres endroits de la capitale, deux semaines après la première vague d'attentats qui l'avait frappée. La police a mis en place un cordon de sécurité qui isole mon quartier. Des centaines d'usagers du métro, incapables de regagner leur domicile, errent de trottoir en trottoir en compagnie de résidents qu'on a évacués de leur maison. On s'arrête – on cause – on va un peu plus loin – on attend. La nuit tombe. Un DJ local a l'idée de dresser sur le green un mur d'enceintes et branche sa sono. Ce coin de Londres va vivre – jusqu'à trois heures du matin – la plus improbable des parties. A-t-on peur ? Sans doute. Mais on va quand même danser, dire « merde » aux poseurs de bombes, comme seule Londres sait le faire, tous ensemble. Les policiers n'interviennent pas ; ils font comme les autres ; ils sourient. Tous ceux qui composent cette foule, que quelques fanatiques ont voulu effrayer et faire se dresser les uns contre les autres, ont répondu par un bras d'honneur collectif ; parmi les fêtards, des Blancs, des Noirs, des Asiatiques, des agnostiques, des chrétiens, des juifs, des musulmans, sans doute. Voltaire ne se serait pas senti dépaycé. Les semeurs de haine avaient échoué ; on signalerait bien – mais très brièvement – une augmentation du nombre d'attaques à caractère raciste, mais d'une gravité insignifiante par rapport à ce qu'on avait pu craindre, ou à ce à quoi on aurait assisté en d'autres pays. Face à une crise aussi grave, une nation avait fait bloc, et puisé dans ses valeurs ancestrales pour réaffirmer son identité, cette identité qui, aujourd'hui, est en passe de prendre un tour nouveau, au-delà des oppositions confessionnelles et ethniques.

Comme tout Londonien, j'ai éprouvé deux émotions distinctes pendant l'« été des bombes » : une crainte diffuse qu'il était impossible de ne pas ressentir lorsqu'on s'installait sur son siège dans le bus, mais aussi un sentiment de fierté, celle d'appartenir à une communauté qui refusait de se laisser entraîner par la violence. Cette fierté prit parfois un tour inattendu, comme lorsque, au lendemain du 21 juillet, un boxeur nommé Amir Khan, médaillé d'argent aux Jeux olympiques d'Athènes, entra sur le ring au son de *The Land of Hope and Glory*, la composition « impérialiste » d'Elgar, tandis que ses supporters d'origine asiatique agitaient une bannière composée de deux Union Jack et d'un drapeau pakistanais cousus ensemble. Son combat achevé, Khan se présenta devant les caméras de télévision, le torse enveloppé d'un autre Union Jack sur lequel on avait accroché des rubans noirs et brodé le mot : Londres. La voilà, ma Grande-Bretagne – c'est celle d'Amir Khan, pas celle de Tony Blair.

Ne m'accusez pas d'angélisme ; je sais que cette Grande-Bretagne n'est pas un paradis arc-en-ciel ; ici comme ailleurs, on trouve son lot d'imbéciles, de bigots et de racistes. Mais on les montre du doigt, on refuse d'accepter leurs dérapages, qui sont en contradiction directe avec les principes dans lesquels un Britannique – d'où qu'il vienne – entend se reconnaître. J'avoue mon incapacité à comprendre comment un universalisme de façade peut amener à condamner le soi-disant « communautarisme » anglo-saxon, le qualifier, même, de « néoracisme ethniciste ». Je n'ai d'ailleurs jamais entendu employer ce mot, « communautarisme », en Grande-Bretagne. Il s'agirait, entends-je, d'une manifestation politico-culturelle du cancer néolibéral, d'un outil de tribalisation des populations exogènes. Vu de Los Angeles, ou de La Nouvelle-Orléans, c'est possible – possible seulement. Vue de Londres, cette proposition n'a pas le moindre sens. Qu'on me montre une capitale européenne qui ait mieux échappé à la ghettoïsation de ses minorités ethniques, et je réviserai mon jugement. Bien sûr, ces

minorités tendent à vivre regroupées. La belle affaire ! Il ne s'agit que d'un réflexe naturel de protection de sa culture, d'un désir, qui n'a rien de répréhensible, de ne pas relâcher à l'excès les liens de famille, de clan ou d'amitié. Aussi les Polonais sont-ils concentrés à Hammersmith, les Grecs-Chypriotes à Islington, les Nigériens à Southwark, les Bangladais du côté de Bethnal Green – et les Français qui en ont les moyens à Holland Park et South Kensington. Concentration ne signifie pas exclusion ; un quartier ethniquement homogène n'est pas pour autant un bantoustan. Chaque samedi d'avant-match, je m'en vais retrouver mes amis supporters d'Arsenal dans une pizzeria de Finsbury Park ; avant d'y parvenir, je passe devant une multitude d'échoppes antillaises, mauriciennes, arabes ; je n'ai jamais vu qu'on y refusait de servir les Anglais dits « de souche », qui sont là fort nombreux, ou que ceux-ci hésitaient à y pénétrer. Je n'en dirai pas nécessairement autant de ce que j'observe à Montmartre. Ce n'est pas un hasard si le Royaume-Uni est le pays européen où l'on recense la plus grande proportion d'unions « mixtes » et de sang-mêlé, une proportion qui va toujours croissant. C'est pour moi l'expression la plus heureuse de la naissance d'une autre conception (évolutive, celle-là) de la nationalité, qui seule aujourd'hui peut nous sauver des excès du nationalisme.

Il est bien d'autres de ces expressions – la présence affirmée des minorités qu'on qualifie parfois de « visibles » en France (que cette expression charrie de mauvaise conscience et d'hypocrisie !) dans les médias, et pas seulement pour lire le bulletin météo ; ou, pas aussi paradoxalement qu'il pourrait le paraître, la proportion de Britanniques qui perçoivent leur nation comme un « pays raciste » : près de la moitié, selon une enquête menée par la BBC. Ah, voilà bien la preuve que le « communautarisme » n'offre qu'une illusion d'harmonie raciale ! Non, tout faux – voilà la preuve d'une sensibilisation plus aiguë de la conscience collective et individuelle au fléau de l'exclusion ethnique, et au chemin qui reste à parcourir. Sans aller jusqu'à la discrimination positive au sens propre, la Grande-Bretagne a beaucoup fait pour encourager la participation des minorités à la vie civique et économique du pays, avec un courage et un refus d'accepter les tabous qui lui font honneur. Quand on sait exactement quelle proportion d'Antillais ou de Bangladais d'origine ont accès à telle école ou à tel hôpital, on dispose d'un outil irremplaçable pour redresser les inégalités et mesurer sa réussite, ou son échec ; et pourtant bien des pays se refusent cet arsenal statistique sous les prétextes les plus bizarres qui soient. Lorsque la police britannique met en place Operation Trident, une unité spécialisée dans la criminalité « black on black » (c'est-à-dire dont les Noirs sont à la fois les coupables et les victimes), ce n'est pas pour démoniser une partie de la population, mais pour trouver un point d'accès dans une communauté qui, non sans raison, a appris à se méfier de qui porte un uniforme (Notons que le personnel de police britannique est à 91,2 % blanc, ce qui signifie que les minorités y sont légèrement surreprésentées (8,8 %) par rapport à leur poids dans la population totale du Royaume-Uni, qui est de 7,7 %).

Le problème existe – évaluons-le – tâchons de le résoudre – et si les moyens utilisés pour ce faire choquent certaines sensibilités, tant pis ! Ainsi, toutes les collectivités locales britanniques prennent soin de faire traduire leurs documents dans les langues que parlent leurs administrés. Pour les anti-communautaristes, un anathème, un facteur d'exclusion supplémentaire. Pour ceux qui travaillent sur le terrain, le seul moyen de garantir que ces nouveaux arrivants, qui ne maîtrisent pas encore l'anglais, puissent exercer leurs droits, parmi lesquels figure celui de voter. Où est le mal ? Et on va encore plus loin au Royaume-Uni. A la White Hart Lane School, au nord de Londres, un collège où étudient 1 220 élèves des origines les plus diverses, la décision fut prise de donner des cours de mathématiques... en turc, et d'offrir des cours complémentaires aux adolescents d'origine afro-antillaise. Autre anathème ! Mais jugez du résultat : en 2001, un sur dix de ces élèves pouvait espérer décrocher cinq GCSE (l'équivalent de notre brevet) ; depuis que ces mesures ont été prises, le nombre de diplômés a quintuplé. Si c'est cela, le « communautarisme », avouez qu'il a du bon.

## Broadwater Farm, l'Angleterre de demain

Une autre date : le 6 octobre 1985. C'est ce jour-là qu'un officier de police, Keith Blakelock, tomba sous les coups de machette et de hache d'émeutiers dans une cité du nord de Londres, dévorée par les flammes après le décès (sans doute accidentel) d'une femme d'origine antillaise à la suite d'une

descente de police. Broadwater Farm – la cité en question – devint alors le symbole de l'aliénation de beaucoup de Britanniques issus de l'immigration, un symbole de la violence aveugle aussi, un quartier condamné à s'enfoncer toujours plus dans le chômage, la toxicomanie et la criminalité. Croyait-on !

Vingt ans plus tard, ce quartier, au premier coup d'œil identique aux champs de tours de béton qui ceignent tant de villes françaises, offre un tout autre spectacle. Un grand panneau accueille le visiteur sur lequel le mot « Bienvenue » est écrit en quatorze langues ; 3 800 personnes y vivent aujourd'hui – paisiblement. On a refusé la fatalité du déclin. On, c'est-à-dire tout le monde : résidents, collectivité locale, police et gouvernement. « On » a mis la main au portefeuille ; 48 millions d'euros ont permis de rénover complètement les bâtiments érigés dans les années 60. L'investissement a payé, au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer. En 1985, on avait recensé dans la cité 875 cambriolages ; en 2005, un seul ; vingt ans plus tôt, aujourd'hui, aucune ! La « Farm », comme l'appellent une centaine d'agressions ; un ceux qui y vivent, n'est pas ghetto ; les Blancs y forment la minorité la plus conséquente, suivis des Africains, des Antillais et des Kurdes. Interrogée sur ce que c'est que la vie « à la ferme », l'une de ces Blanches, une vieille dame de 82 ans nommée Mary Kemp, répond : « Nous sommes de purs Anglais, et vous savez ce que cela signifie ? Cela signifie être tolérant envers les autres, quelle que soit leur race ou leur croyance. Cela signifie accepter les gens qui sont différents de vous. C'est pour cela que nous sommes restés. »

Tous les Britanniques ne sont pas habités d'une telle grandeur d'âme. Les nazillons du British National Party et leur Führer d'opérette Nick Griffin mangent toujours du « paki » à longueur de discours. Mais le poids électoral de ces racistes déclarés demeure insignifiant comparé aux scores du Front national à Draguignan et ailleurs. Toute expression outrancière de patriotisme est accueillie avec méfiance en Grande-Bretagne, ce pays qui n'a même pas de fête nationale. Son histoire et sa nature – il s'agit de l'union de quatre entités qui demeurent distinctes, ne l'oublions pas – lui font rejeter instinctivement les extrémismes quel que soit leur nom, l'ultra-tribalisme compris. Le New Labour, disons-le à sa décharge, partage cette détestation, et joue un rôle honorable dans la naissance de cette nouvelle forme d'identité nationale. Ne lui jetons pas pour autant plus de fleurs qu'il n'en mérite. Cet aspect de son action est l'un des rares, peut-être le seul, où il a emboîté le pas à l'esprit de son temps, qui est aussi l'esprit d'hier. C'est en 1772, pas en 2006, qu'un avocat chargé de défendre James Somerset, un esclave d'origine africaine qui s'était enfui, lança ces mots magnifiques dans le plus grand tribunal du royaume : « L'air de l'Angleterre est depuis trop longtemps trop pur pour un esclave, et tout homme est libre qui le respire. »

Mon espoir est que le New Labour ne parviendra pas à vicier cet air au point qu'il étouffe au lieu de gonfler les poumons. Et j'y crois. Blair, Brown, leurs conseillers et leurs stratèges ne peuvent comprendre ou accepter que la vie soit incontrôlable, qu'une sève puissante coule sous l'écorce de ce pays qu'ils ont placé sous haute surveillance. Leur temps passera. Ils n'auront terni que passagèrement, je l'espère, l'émeraude de cette île. Mais je doute que d'autres nations, trop indécises, trop portées à considérer leurs faiblesses, aient les ressources pour résister à pareil assaut contre leur génie. Elles ignoreront cet avertissement à leur péril.

## **Remerciements**

Un livre comme celui-ci n'aurait pu naître sans l'aide et le soutien d'amis trop nombreux pour être tous nommés ici. Que ceux dont les noms manquent ci-dessous me pardonnent ce qui n'est pas un oubli ; j'entendais éviter le genre de discours qu'on entend lors des cérémonies de remise des Césars. Mais je ne pouvais pas ne pas exprimer ma reconnaissance à Henri Trubert, instigateur de ce projet, ainsi qu'à son équipe des éditions Fayard, Martine et Élise les premières ; à Éric Dior, Christian Hoche et Jean-François Kahn, qui m'ouvrirent les portes de Marianne – lesquelles me menèrent dans l'antichambre de Fayard, ce que j'étais bien loin d'imaginer à l'époque ; à Alexandre Fillon, gentleman de précieux conseil ; à Jonathan Coe, accusateur public du blairisme des plus subtils, et pas seulement dans ses romans ; à Francis Wheen, Sir Christopher Foster, Denis Carroll et Matthew Flinders ; enfin à mon épouse Sarah, qui n'a jamais lu son Evening Standard avec autant d'attention, dans l'espoir d'y trouver une pépite qui enrichisse mon filon.

## Sources et bibliographie

Quand leur source n'est pas précisée, toutes les statistiques utilisées dans ce livre sont les plus récentes qui soient disponibles au 1er janvier 2006, et proviennent de documents publiés par le Bureau national des statistiques (ONS), placé sous le contrôle direct du gouvernement britannique. Toutes les sommes mentionnées en euros sont calculées sur la base de £1 = €1,45. La liste de références qui suit a été réduite à celles qui m'ont accompagné quotidiennement dans mon travail, et sans lesquelles il aurait été impossible à mener. Qu'on me pardonne l'absence totale de titres en français ; ce livre a été écrit de Londres, pas de Paris. Je recommanderais d'autre part à tout lecteur désireux de poursuivre son exploration de la Grande-Bretagne blairiste d'exploiter autant qu'il le peut (comme je l'ai fait) les ressources exceptionnelles, tant par le volume que par la fiabilité, des pages « économie », « politique intérieure » et « société » du gigantesque site de la BBC ([www.bbc.co.uk](http://www.bbc.co.uk)) . Enfin, je ne sais s'il est vraiment nécessaire de préciser que je n'ai pas eu le moindre scrupule à puiser dans le travail d'innombrables collègues journalistes, feuilletonistes et chroniqueurs des grands quotidiens britanniques. Je les remercie ici pour leur contribution involontaire, d'autant plus appréciée qu'elle fût gratuite.

### AU COMMENCEMENT ÉTAIT LE VERBE...

- Blair T., *The Third Way. New Politics for the New Century*,
- Blair T., *New Britain. My Vision of a Young Country*, Basic
- Coates K. MEP, *President Blair and Democracy*, Ken Coates, 2
- Osborne P. et Walters S., *Alistair Campbell*. New Labour and Aurum Press, 2001, rééd. 2004.
- Osborne P., *The Rise of Political Lying*, Free Press, 2005.
- Wheen F., *Hoo-Hahs and Passing Frenzies*, Atlantic Books, 2003.
- Whyte J., *A Load of Blair*, Corvo Books, 2005.

### BRITAIN PLC

- Evans E.E.
- Gould P., *Abacus*, 1999
- Hutton W., *Vintage*, 199
- Keegan W.,
- Seldon A.,
- Stein G.,
- Young H.,

### LES BONS COMPTES DE DEUX FAUX AMIS

- *Thatcher and Thatcherism*, Routledge, 2004.
- *The Unfinished Revolution. How The Modernisers Saved the Labour Party*, .
- *The State We're in. Why Britain Is in Crisis and How to Overcome It*, 6.
- *The Prudence of Mr Gordon Brown*, John Wiley Sons Ltd, 2004. Blair, Free Press, 2005.
- Gordon Brown — *Europe's Top Tax Tyrant ?*, Adam Smith Institute, 2002. *One of Us. Life of Margaret Thatcher*, Pan, 1993.

## **CHÔMAGE, MODE D'EMPLOI**

- Beatty C., Fothergill S., Gore T. et Green A., The Real Level of Unemployment 2002, Sheffield Hallam University, 2002.
- Beatty C. et Fothergill S., The Diversion from « Unemployment » to « Sickness » across British Regions and Districts, Sheffield Hallam University, 2004.
- Faggio G. et Nickell S., Inactivity among Prime Age Men in the UK, cité in R. Dickens, P. Gregg et J. Wadsworth, The Rise of Inactivity among Adult Men, Palgrave-Macmillan, 2003.
- Faggio G. et Vaitilingam R., Hidden Unemployment ? The Rise of Inactivity among Men, London School of Economics, 2004.

## **TREIZE MILLIONS DE PAUVRES**

- Asher A., Fuel Poverty. A New Social Evil, Energywatch, 2005.
- Babb J., Martin J. et Haezelwindt P., Focus on Social Inequalities, ONS, 2004.
- Coll., Monitoring Poverty and Social Exclusion, Joseph Rowntree Foundation, 2004.
- Coll., Full House ?, Shelter, 2005.
- Coll., Making UK Poverty History, Oxfam, 2005.
- Glennerster H., Hills J., Piachaud D. et Webb J., One Hundred Years of Poverty and Policy, Joseph Rowntree Foundation, 2004.
- Hobson D., The National Wealth — Who Gets What in Britain, Harper Collins, 1999.

## **LE « CONTRAT FAUSTIEN » DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ**

- Broadbent J., Gray A. et Jackson P., Public Money & Management, Blackwell Publishers Journal, 2003.
- Coll., Private Punishment. Who Profits ?, Prison Reform Trust, 2005.
- Flinders M., Association, 2
- Giddens A.,
- Giddens A.,
- Monbiot G.,
- Rhodes R., « in Britain »,
- Riddell P., Publishing, 20
- Sachdev S., Catalyst, 2004

The Politics of Public-Private Partnerships, Political Studies 4.

The Third Way. Renewal of Social Democracy, Polity Press, 1998. The Third Way and its Critics, Polity Press, 2000.

Captive State. The Corporate Takeover of Britain, Pan, 2001.

The hollowing out of the state. The changing nature of the public service Political Quarterly, vol. 65, n° 2, 1994, p. 138-151.

The Unfulfilled Prime Minister. Tony Blair's Quest for a Legacy, Politico's 5.

Paying the Cost ? Private Partnerships and the Public Service Workforce, .

## **LE PLUS GRAND MALADE DU ROYAUME UNI : LE NHS**

- Blair T. et Rivett G., From Cradle to Grave. 50 Years of the NHS, King's Fund, 1998.
- Pollock A., NHS plc. The Privatisation of Our Health Care, Verso, 2005.

## **LA BATAILLE DU RAIL**

- Coll., Renaissance Delayed ? New Labour and the Railways, Catalyst, 2004.
- Shaoul J., Rai lpolitik. The Financial Realities of Operating Britain's National Railways, cité in F. Terry, Turning the Corner, introduction, Oxford, 2004.
- Wolmar C., Broken Rails. How Privatization Wrecked Britain's Railways, Aurum Press, 2001, rééd. 2003.

## **« ÉDUCATION, ÉDUCATION, ÉDUCATION » – I, II ET III**

- Allen M., Benn C., Chitty C., Cole M., Hatcher Hirtt N. et Rikowski Business, Business. New Labour's Education Policy, Hillcole, 2000.
- Robinson A. et Tormey S., « New Labour's neoliberal Gleichschaltung. education », The Commoner, printemps-été 2003.
- Whitty G., Has Comprehensive Education a Future under New Labour ?, Education, University of London, 2001. G., Business, The case of higher Institute of.

## **« LE ROYAUME-UNI, C'EST L'URSS »**

- Foster C., The Corruption of Politics and the Politics of Corruption, Public Management & Policy Association, 2001.
- Foster C., British Government in Crisis, Hart, 2005.
- Foster C., Why Are We So Badly Governed ?, Public Management & Policy Association, 2005.
- Wallinger M. et Warnock M., Art for Ail ? Their Policies and Our Culture, Peer, 2000.